

**UNIVERSITE GALATASARAY  
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES  
DÉPARTEMENT DE RELATIONS INTERNATIONALES**

**125349**

**LES ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE ETRANGERE  
DE LA CHINE POPULAIRE VERS L'ASIE CENTRALE**

**Mehmet Serkan BELEVİ**

**Directeur de recherche : Dr.Erhan BÜYÜKAKINCI**

**125349**

**Memoire pour l'obtention du DEA "Relations Internationales"**

**T.C. YÜKSEKÖĞRETİM KURULU  
DOKÜMANTASYON MERKEZİ**

**MARS 2002**

## TABLE DES MATIERES

<b>ABREVIATIONS :</b> .....	3
<b>INTRODUCTION</b> .....	4
<b>PREMIERE PARTIE</b> .....	6
<b>LA DEFINITION DES PRIORITES DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE</b> .....	6
<b>DE LA CHINE POPULAIRE</b> .....	6
<b>CHAPITRE PREMIER</b> .....	6
<b>L'ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE CHINOISE</b> .....	6
<b>SOUS L'INFLUENCE DES LEADERS POLITIQUES</b> .....	6
Section 1- La définition des priorités de politique étrangère dans la Chine de Mao Zedong.....	6
Section 2- La période de Deng Xiaoping : le passage vers un statut d'Etat mondial..	9
Section 3- La nouvelle Chine sous le pouvoir de Jiang Zemin : l'apparition d'un acteur influent sur le plan international.....	12
<b>DEUXIEME CHAPITRE</b> .....	16
<b>LA CONSIDERATION DES RELATIONS DE LA CHINE AVEC SES VOISINS</b> .....	16
Section 1- Les deux piliers de la politique de l'Extrême-Orient : la Chine et le Japon.....	16
Section 2- L'importance de la péninsule coréenne pour la Chine.....	18
Section 3- Un problème particulier de la Chine dans sa propre géographie : Taiwan.....	21
Section 4- La position spéciale de l'Inde pour la politique étrangère chinoise.....	24
<b>TROISIEME CHAPITRE</b> .....	27
<b>LA PERCEPTION DE MENACE REGIONALE ET SES REPERCUSSIONS SUR LA POLITIQUE DE DEFENSE DE LA CHINE</b> .....	27
Section 1- L'attitude chinoise en Asie du Sud-Est.....	27
Section 2- L'atout des armes nucléaires et le désarmement chinois.....	30
<b>DEUXIEME PARTIE - LES TENTATIVES CHINOISES EN VUE D'ETRE UN ACTEUR MONDIAL</b> .....	33
<b>CHAPITRE PREMIER</b> .....	33
<b>LA STRATEGIE CHINOISE EN ASIE CENTRALE ET LE NATIONALISME DE LA MINORITE OUIGHOURE AU XINJIANG</b> .....	33
Section 1- L'importance géostratégique de Xinjiang pour le continent chinois et le séparatisme ouïghour.....	33
Section 2- Les différentes dimensions de l'intégration du Xinjiang dans le pays chinois.....	36
<b>A – Le rôle des facteurs ethniques</b> .....	36
<b>B - La valeur économique de la région pour le continent chinois</b> .....	40
Section 3- La considération du Xinjiang dans la politique étrangère chinoise.....	43
<b>A - Le Xinjiang au centre d'un faisceau de relations internationales</b> .....	43
<b>B - L'importance de la stabilité intérieure du Xinjiang pour la Chine</b> .....	44
<b>DEUXIEME CHAPITRE</b> .....	46
<b>LES RELATIONS DE LA CHINE POPULAIRE AVEC LES RÉPUBLIQUES CENTRO-ASIATIQUES</b> .....	46
Section 1 - Les attitudes des républiques de l'Asie centrale envers la Russie et leurs recherches d'alternatives.....	46

Section 2 - Les relations politiques et économiques entre les pays de l'Asie centrale ex-soviétique et la Chine populaire .....	51
TROISIEME CHAPITRE .....	60
L'IMPLICATION RUSSE DANS LE CADRE .....	60
DES RELATIONS SINO-CENTRO-ASIATIQUES .....	60
Section 1- Un aperçu des relations stratégiques sino-russes .....	60
<b>A - Les fondements du partenariat stratégique sino-russe</b> .....	61
<b>B - Les limites du partenariat stratégique : les enjeux régionaux</b> .....	64
Section 2 - Les différents aspects des relations économiques sino-russes .....	67
QUATRIEME CHAPITRE - LES INITIATIVES MULTILATÉRALES POUR LE DÉVELOPPEMENT DES RELATIONS RELATIONS EN ASIE CENTRALE .....	76
Section 1 - Le Shanghai des 5 .....	76
Section 2 - Qui va Gagner en Asie Centrale? S'agit-il d'un « Grand Jeu » des grands acteurs en Asie Centrale ? .....	83
<b>CONCLUSION</b> .....	89
<b>CARTES</b> .....	91
<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	92



**ABREVIATIONS :**

- **ALP :** L'Armée de libération du Peuple.
- **ABM :** Anti-Ballistic Missile
- **ANSEA :** Association des Nations du Sud-Est Asiatique.
- **CEI :** Communauté des Etats Indépendants.
- **FMI :** Fond Monétaire International.
- **KMT :** Koumintang.
- **NMD :** National Missile Defense.
- **OCS :** Organisation de Coopération de Shanghai.
- **OMC :** Organisation Mondiale de Commerce.
- **ONU :** Organisation des Nations Unies.
- **TMD :** Theater Missile Defense.
- **TNP :** Le Traité de non-prolifération.
- **TRA :** Taiwan relation Act.
- **UEA :** Union Economique de l'Asie centrale.

## INTRODUCTION

L'émergence de la Chine comme une puissance majeure est un événement capital dans le système international des temps modernes. Même si elle n'a pas encore le même poids et le même statut que certaines puissances établies depuis bien longtemps, il n'y a aucune doute que la Chine populaire les aura catégoriquement au cours du XXIème siècle. Elle possède déjà tous les attributs d'une puissance majeure, un espace de 9,6 millions de kilomètres avec une population de plus d'un milliard et de vastes potentiels de ressources naturelles à exploiter constituent les attributs essentiels pour une nation désireuse d'affirmer son autorité. Son appartenance comme membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies lui a offert la possibilité de concerter avec d'autres grandes puissances sur les affaires mondiales. Au sujet de l'avenir économique, la Chine montre sans aucune ambiguïté qu'elle deviendra la prochaine super-puissance économique. Se caractérisant aujourd'hui comme une puissance nucléaire de taille moyenne, Pékin est apparemment déterminée à devenir un acteur mondial. Mais la puissance n'est pas la seule condition pour jouer un rôle important dans le système international. Pour pouvoir survivre une nation doit avoir la capacité de rester ouverte aux idées extérieures supérieures et de les adapter à ses propres besoins. (voir carte no :1)<sup>1</sup>

Le premier octobre 1949, la république populaire de Chine a été fondée. Le peuple chinois se trouvait alors devant un néant total : partout ruines et désolation.. Seule la volonté farouche de transformer ce pays en une nation riche et paisible devait permettre de surmonter les humiliations et d'améliorer le niveau de vie. Le début de la fondation de la Chine nouvelle était une période du redressement de l'économie nationale. Tout en développant la production, la Chine s'efforçait d'établir graduellement la propriété publique des moyens de production. De 1953 à 1956, elle entreprit une transformation socialiste à une grande échelle et a mené le premier plan quinquennal (1953-1957) du développement de l'économie nationale.

Depuis la fin du siècle dernier, la Chine a obtenu résultats dans divers domaines. Elle a tout d'abord su résister avec succès aux effets de la crise financière asiatique, qui a causé tant de difficultés aux pays de la région. Elle est ensuite entrée dans l'Organisation mondiale du commerce, ce qui marque que l'ouverture sur l'extérieur de la Chine dans une nouvelle phase. La Chine populaire participera activement, dans des domaines encore plus vastes et à des niveaux plus approfondis, à la coopération et à la concurrence

---

<sup>1</sup> <http://users.skynet.be/photofocus/suite/cartechi.html>

internationales et continue à développer les relations économiques avec les divers pays et les divers régions sur la base de l'égalité. Toutes ces avancées ont redonné confiance au peuple et au gouvernement chinois dans leurs capacités au niveau international. Il ne sera pas faux de dire aujourd'hui que dans les années à venir la Chine populaire prendra de plus en plus d'initiatives et adoptera des initiatives plus actives dans les affaires mondiales et dans ses relations extérieures. Il n'y a pas de doute que la Chine continuera à mettre en place la politique étrangère pacifiste et indépendantiste. Aussi dans la situation mondiale actuelle, la mondialisation et ses effets sans précédents sur les relations internationales, la stabilité et la sécurité de la Chine, constituent le noyau de la stratégie diplomatique du gouvernement chinois.

Cependant, l'Asie centrale, étant une région économiquement très importante, continue à attirer l'attention de plusieurs acteurs qui voulaient dominer la région. De sa part, la Chine populaire aussi, voulant être dans un premier temps un pouvoir régional, commence à faire sentir son influence sur la région.

Le but de ce devoir est d'essayer de comprendre les politiques chinoises en Asie centrale et ses tentatives de contrecarrer la domination des Etats-Unis sur le monde. Même si elle a besoin des aides économiques américaines pour continuer son développement économique, il est clair qu'elle essaye de créer un axe politique alternatif dans l'avenir contre le superpuissance américaine. Il ne sera pas faux de dire que la Chine populaire, en vue de parvenir son objectif, chercherait des partenaires importants autour d'elle. Dans ce stade, la Russie apparaît comme le principal acteur qui partage les mêmes intérêts dans certaines mesures avec Pékin.

Ceux-ci dit donc, dans la première partie du travail, nous allons essayer de comprendre la logique de prise de décision chinoise dans le domaine de politique étrangère et après avoir traité celle-ci, les relations internationales chinoises avec les divers pays seront le sujet du devoir afin de mieux concevoir l'impact de son environnement externe. Dans la deuxième partie, nous allons délimiter le sujet, et l'Asie centrale sera l'objet du travail. Dans cette partie, les problèmes spécifiques comme les revendications territoriales vont être examinés, puis les tentatives chinoises vers la création du partenariat stratégique avec la Russie et ses répercussions sur les républiques centro-asiatiques seront traitées en détails. Ce n'est qu'en dernière partie que le débat sur l'avenir de l'Asie centrale et les différentes formes de coopération économique et politique vont donner une idée sur les objectifs chinois sur la région et son but d'être l'acteur principal dans la région.

**PREMIERE PARTIE**  
**LA DEFINITION DES PRIORITES DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE**  
**DE LA CHINE POPULAIRE**

**CHAPITRE PREMIER**  
**L'ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE CHINOISE**  
**SOUS L'INFLUENCE DES LEADERS POLITIQUES**

La politique extérieure de la Chine doit être considérée comme un ensemble des concepts et des facteurs dynamiques qui ont subi des changements importants depuis la fondation de la République populaire. Il est possible d'étudier cet ensemble de différentes perspectives pour mieux comprendre le processus de décision en politique étrangère chinoise; l'étude du rôle des leaders politiques est une priorité de notre travail pour mieux saisir l'importance accordée aux leaders qui ont orienté les politiques du pays sous leur propre autorité. Dans cette partie du travail, nous allons examiner le rôle des principales personnalités politiques qui ont participé au processus de prise de décision dans ce domaine.

**Section 1- La définition des priorités de politique étrangère dans la Chine de Mao Zedong**

En théorie, l'institution la plus élevée en charge des décisions politiques et le Comité central du Parti Communiste. Bien qu'officiellement les institutions bureaucratiques et les différentes composantes de la direction centrale jouent un rôle important dans la formation de la politique étrangère; l'exécution de celle-ci avait un processus dynamique. Le changement du leader, la transformation de la politique interne, puis le changement dans l'environnement international peut influencer les dynamiques du processus et la balance relative des acteurs dans la formation de la politique. A la veille de la victoire communiste, Mao Zedong avait formulé les trois majeures composantes de la politique étrangère du nouveau régime.

Il est vrai que la Chine maoïste était une dictature où les institutions politiques étaient faibles et où les décisions politiques étaient dominées par un système hiérarchisé au

sommet duquel se trouve “le grand chef”, Mao Zedong.<sup>2</sup> Si la personnalité de celui-ci a fortement influencé la politique intérieure, elle a totalement dominé la politique extérieure qui était un domaine réservé à un petit group d’élites parmi les dirigeants politiques. Les décisions de politique étrangère sont concentrées entre les mains de Mao tandis que son Premier ministre Zhou Enlai, n’était chargé que de l’exécution de ces décisions.<sup>3</sup>

Théoriquement, c’est le Comité central du Parti Communiste qui est l’institution la plus compétente dans la prise des décisions politiques dans le système administratif. A côté de ce Comité, c’est le Bureau politique et son comité permanent qui exercent les fonctions du Comité central<sup>4</sup>. Dans le système chinois, les affaires étrangères étaient divisées en plusieurs secteurs d’activités dont les plus importants étaient les relations inter-étatiques, les relations entre les partis communistes et celles avec des personnalités étrangères. Les relations inter-étatiques étaient du ressort du Conseil d’Etat. Mais à la fin, toute question d’importance majeure qui demandait une décision fondamentale était portée aux jugements de Mao.

La guerre de Corée en 1950 était la première épreuve majeure de la politique étrangère de Mao. Il s’est appuyé sur les débats antagonistes qui ont eu lieu au sein de ces institutions pour assurer l’exécution de sa décision. L’an 1956 a été un tournant, car Mao a pris tout le contrôle entre ses mains et ses décisions sont devenues de plus en plus arbitraires. Plusieurs événements avaient contribué au retour à l’autocratie. En septembre le Parti Communiste chinois a convoqué le 8<sup>ème</sup> Congrès<sup>5</sup> et a pris une décision importante insistant sur la conduite collective au dépend d’une seule personnalité puissante. Il assumait le rôle d’un chef incontesté au sommet d’un système de pouvoir fortement hiérarchisé. Ce rôle était institutionnalisé par la décision des dirigeants de lui donner le veto final sur les décisions du Parti. Le VII<sup>ème</sup> Congrès du Parti a introduit la pensée de Mao Zedong dans la constitution de la République populaire de Chine et lui a donné le caractère d’un principe qui devait guider le travail du Parti. Avec Mao à la tête du Comité central, du Bureau politique et du Secrétariat du Parti, le VII<sup>ème</sup> Congrès a établi les bases de la structure du pouvoir en Chine pour les vingt ans à venir. Si des changements interviennent entre 1945 et 1966, ils sont insignifiants. Dans les années qui suivent

<sup>2</sup> B. Barnouin, “Le processus de décision en politique étrangère dans la Chine de Mao Zedong”, *Relations Internationales*, No. 85, Printemps 1996, p.63.

<sup>3</sup> Ibid.

<sup>4</sup> Lu Ning, *The Dynamics of Foreign Policy Decisionmaking in China*, Boulder, Westview Press, 2000, p.115.

<sup>5</sup> Ibid., p. 163.

l'établissement de la République populaire de Chine, le culte de la personnalité de Mao a pris des dimensions impressionnantes.<sup>6</sup>

Pendant les années 60, l'idéologie de Mao s'est radicalisée rapidement. Mao croyait que la Chine, ainsi que les autres États socialistes, étaient menacés par une résurrection du révisionnisme. Il lançait le vaste mouvement social de la Révolution culturelle qui a mis en cause non seulement un grand nombre de dirigeants à tous les niveaux, mais aussi la structure générale de la direction politique du Parti et du gouvernement. Pendant les dix années qui ont précédé la révolution culturelle, c'est-à-dire de 1957 à 1966, la Chine a entrepris la construction socialiste sur une échelle encore plus importante. La révolution culturelle qui s'est déroulée de mai 1966 à 1976 était déclenchée et dirigée par Mao Zedong, président du Comité central du Parti communiste chinois qui voulait se méfier des cliques contre-révolutionnaires.

Wang Jiaying, vice-ministre des affaires étrangères, a argumenté aussi qu'en raison de la situation économique, la Chine devait reconsidérer son aide face aux mouvements révolutionnaires dans le monde. Mao a rejeté cette proposition. En même temps, les dirigeants radicaux du groupe de la révolution culturelle diffusaient la pensée de Mao Zedong. Les insignes de Mao et les citations de ses œuvres destinées à promouvoir la révolution culturelle ont été distribuées en profusion et sans discrimination. Ce type de propagande était devenu un des buts principaux de la politique chinoise.

Vers la fin de l'année 1967, l'atmosphère politique en Chine commençait à changer. Mao souhaitait un retour à l'ordre et à l'unité dans le pays. Cette transformation s'est fait également sentir dans les relations extérieures de la Chine. En mars 1968, il a décrété la réforme de la propagande extérieure et ordonné la suppression des références à la grande pensée de Mao dans les documents officiels du ministère des affaires étrangères<sup>7</sup>.

Ces mesures signalaient un changement important dans la conduite des affaires étrangères. Concernant sa perception du monde extérieure, Mao se sentait de plus en plus menacé par l'Union soviétique, qu'il considérait depuis la déclaration de la doctrine de Brejnev, comme l'ennemi principal de la Chine. Mao a pris donc plusieurs mesures, telles que la construction de lignes de défense stratégiques au cœur de la Chine, l'envoi d'une

<sup>6</sup> Barbara Barnouin et Yu Changgen, *Ten Years of Turbulence, the Chinese Cultural Revolution*, Londres, Kegan Paul International, 1993, p. 27.

<sup>7</sup> B. Barnouin, op. cit., p. 71.

grande partie de la jeunesse chinoise à la campagne, l'évacuation d'une grande partie des membres du gouvernement vers différentes provinces.<sup>8</sup>

L'invitation du secrétaire général des Nations Unies à la Chine de participer à la 26<sup>ème</sup> session de l'Assemblée Générale en octobre 1971 a offert à Mao une autre occasion de montrer son autorité sur la formulation de la politique extérieure de son propre Etat. La plupart des autorités chinoises ont fait valoir des arguments idéologiques en soulignant que l'Assemblée Générale était un organe d'une « organisation bourgeoise » contrôlée par les super-puissances impérialistes et qu'en tant que telle elle ne saurait représenter les nations opprimées. Mais Mao disait le contraire : “ Ce sont nos frères noirs de l'Afrique qui nous ont porté au sein des Nations Unies. En refusant d'y participer, nous nous séparerons des masses.”<sup>9</sup>

La position que Mao avait occupée parmi les dirigeants chinois lui assurait le pouvoir de décision sur toute question importante et surtout sur celles qui entraînaient un changement de direction politique.

## **Section 2- La période de Deng Xiaoping : le passage vers un statut d'Etat mondial**

En octobre 1976, le parti communiste chinois, soutenu par les masses populaires, a écrasé résolument la clique contre-révolutionnaire. La Chine est entrée dans une nouvelle étape de développement. En juillet 1977, à la demande pressante du peuple chinois, Deng Xiaoping est rétabli dans toutes les fonctions dont il avait été destitué au moment de la révolution culturelle au sein et en dehors du Parti.. Lors du 11<sup>ème</sup> Congrès du Parti, Hua Guofeng a été élu comme président, et Deng Xiaoping, Ye Jianning, Li Xianni et Wong Dongxing ont été élus vice-présidents du Parti communiste chinois.<sup>10</sup> A partir de 1979, la Chine a commencé à appliquer la politique de réforme et d'ouverture définie par Deng Xiaoping.

Deng s'est précipité de normaliser les relations avec les Etats-Unis. Vers la fin des années 70, face aux actions agressives soviétiques sur plan international, les Etats-Unis ont abandonné les relations avec la Corée en échange d'une coopération stratégique avec la Chine. Cette coopération était concrétisée par un support économique et technologique.

---

<sup>8</sup> Ibid.

<sup>9</sup> Ibid, p. 7.

<sup>10</sup> Ning, op. cit., p. 167.

Les cinq principes de Deng dans la rhétorique de politique étrangères étaient caractérisés par : a) La non-soumission contre les pressions extérieures, b) Le non-alignement avec les grands puissances ou grands blocs, c) La non-participation à des blocs militaires, d) La non-participation à la course aux armes, e) La non-expansion militaire.<sup>11</sup>

Deng a été responsable de l'ouverture du pays vers le monde, de la normalisation des relations avec les Etats-Unis, de la reprise des relations avec l'Union soviétique et aussi de l'élaboration des idées "un État, deux systèmes" avec le respect de Taiwan et Hong Kong. Vers la fin des années 70, la Chine est entrée en conflit avec les États voisins. La force restait une arme acceptée dans la diplomatie chinoise, mais l'emploi de la force chinoise était normalement considéré seulement dans un but défensif. De plus, Deng était responsable de l'accord constructif avec la Grande Bretagne sur Hong Kong. Le gouvernement chinois a négocié avec succès les différends frontaliers avec ses voisins. Lorsqu'il n'aboutissait pas à une solution satisfaisante, il optait directement pour une suspension de ses relations.

En 1980, Deng soutenait que le leader devait remplir trois tâches importantes telles que l'anti-hégémonisme, l'unification nationale et la construction économique ou modernisation.<sup>12</sup> Le but principal de Deng était la création d'un environnement pacifique car il envisageait que la modernisation économique serait la solution absolue des problèmes internes mais aussi externes de la Chine. Deng soulignait que le pouvoir national de la Chine était faible et que le gouvernement devait faire attention au développement interne et que la politique extérieure chinoise devait servir au développement économique du pays. Selon Deng, pour l'intérêt du propre pays, le but de la politique extérieure était de créer un environnement pacifique en vue d'atteindre la modernisation économique.

Cette stratégie a été appliquée avec succès. La Chine populaire avait développé ses relations bilatérales avec ses voisins et était parvenue à un rapide développement économique et à un succès dans le développement du commerce extérieur. Le pouvoir de prise de décision n'était plus aussi concentré qu'au temps de l'ère de Mao. Pour diriger de telles relations complexes et étendues, il fallait avoir une expertise technique dont les leaders de la génération de Deng n'avaient guère acquis à ce niveau. En outre, Deng ne

<sup>11</sup> Stuart Harris, "The People's Republic of China's Quest for Great Power Status: A Long and Winding Road", in Hung-Mao Tien et Yun-Han Chu (éds.), *China Under Jiang Zemin*, Londres, Lynne Rienner, 2000, p.174.

<sup>12</sup> Yongnian Zheng, *Discovering Chinese Nationalism in China*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, p. 117.

possédait pas l'autorité absolue que Mao détenait auparavant. Deng ne pouvait dicter seul une décision importante face aux défis sérieux du pouvoir central. Il était nécessaire pour Deng de créer un consensus. De plus, Deng croyait à la délégation du pouvoir et donnait part à son chef lieutenant dans le processus de prises de décision.

Durant l'ère de Mao, le commerce extérieur et les aides économiques étaient seulement des instruments servant aux objectifs politiques internationaux chinois. Dans les années 80 c'était le contraire; la diplomatie chinoise a été délaissée en faveur du développement économique pour servir l'intérêt suprême national. Lorsque le gouvernement chinois a annoncé sa politique extérieure indépendante, il visait de réduire la tension entre la Chine et l'Union soviétique.<sup>13</sup> Grâce à cette stratégie, le gouvernement chinois pouvait consacrer plus de ressources pour le développement économique. Les adaptations de la politique chinoise sur la Corée du sud et Israël partageaient la même motivation dont l'attraction du capital et de la technologie de ces pays vers la Chine.

Cette politique du développement économique ont eu trois résultats: 1) La décentralisation du pouvoir de décision en faveur de l'établissement des affaires étrangères et au détriment du leader central. 2) La baisse de l'importance du ministère des affaires étrangères en faveur des autres institutions. 3) La baisse de l'importance du ministère du commerce extérieur et de la coopération économique en faveur des autorités locales et des corporations commerciales.<sup>14</sup>

Depuis la fondation de la République de la Chine populaire pratiquement toutes les décisions importantes concernant la politique extérieure sont prises par un leader marquant et/ou le Comité du Bureau politique. Durant l'ère de Mao, ce leader était Mao assisté par Zhou Enlai, durant l'ère de Deng l'importance est passée aux membres qui prenaient place autour du leader et après l'ère de Deng l'importance a été reléguée aux membres du Comité du Bureau politique.

Deng Xiaoping mourut en février 1997 laissant derrière lui certains points d'incertitudes au sein du centre du pouvoir politique. Le 15<sup>ème</sup> Congrès du Parti Communiste a eu lieu à Pékin du 12 au 18 septembre 1997.<sup>15</sup>

<sup>13</sup> Lu Ning, op. cit., p. 175.

<sup>14</sup> Zeynep. E Güler, " Çin dış politikası : değişim ve süreklilik", in Deniz Ülke Arıboğan (éd.), *Çin'in gölgesinde Uzakdoğu Asya*, Istanbul, Bağlam Yay., Novembre 2001, pp. 283-296.

<sup>15</sup> Robert G. Sutter, *Chines Policy Priorities and Their Implications for the United States*, NYC, Rowman, 2000, p. 2.

### **Section 3- La nouvelle Chine sous le pouvoir de Jiang Zemin : l'apparition d'un acteur influent sur le plan international**

Jiang Zemin, secrétaire général du Comité central du Parti communiste chinois et président de la Commission militaire centrale depuis 1989 ainsi que président de la République populaire depuis 1993 suit fidèlement la politique de réforme et d'ouverture préconisée par Deng Xiaoping, contribuant à la stabilité politique, au développement économique de son pays. L'arrivée de Jiang Zemin au pouvoir a contribué à la venue des leaders pragmatiques et généralement technocrates. Li Peng, Premier ministre, a maintenu sa position au second rang au sein du Parti. Zhu Rongji s'est élevé au troisième rang dans la hiérarchie politique.<sup>16</sup>

L'arrivée au pouvoir de Jiang Zemin, Li Peng et Zhu Rongji sur la scène politique permit le passage d'une génération d'hommes politiques révolutionnaires à une génération des technocrates. Ces nouveaux leaders étaient caractérisés par l'absence d'une autorité absolue basée sur le charisme et le prestige.

Dans le cadre de la politique extérieure, pour la première fois Jian a encouragé l'engagement actif à la coopération multilatérale. Jian a abandonné la stratégie "diviser et régner" de Deng.<sup>17</sup> Jian a donné plus d'importance à la politique concernant Taiwan et a insisté sur "le principe d'une Chine unique". Le plan économique a perdu de sa signification tandis que le concept de marché a commencé à jouer un rôle plus important. Les réformes économiques et l'ouverture au monde extérieur étaient des tendances irréversibles. Jiang Zemin a préféré se concentrer seulement sur les affaires intérieures de la Chine.

Jiang Zemin a réaffirmé la ligne de la politique extérieure dénguiste mais il gardait un "profil bas". Il insistait sur la continuité et la paix dans les politiques mondiales. Selon lui, la Chine avait besoin d'un environnement international pacifique et en s'efforçant pour l'instauration d'un système équilibré il encourageait l'établissement des relations amicales avec ses états voisins. En 1998, Li Peng a indiqué que la Chine ne sous-estimait pas définitivement le rôle mondial des Etats-Unis mais que la Chine ne pouvait pas accepter son intention de diriger le monde.<sup>18</sup> Les mêmes opinions sont certainement partagées par

<sup>16</sup> Ibid.

<sup>17</sup> Hung-Mao Tien et Yun Han Chu, op. cit., p. 45.

<sup>18</sup> Peter H. Koehn, Joseph Y. S. Cheng, **The Outlook for US-China Relations following the 1997-1998 summits : Chinese and American Perspectives on security, trade, and culture exchange**, Hong Kong, Chinese University Press, 1999, p.91.

les leaders russes. Les autorités chinoises pensaient que la Chine et la Russie étaient conscientes de leur statut de puissance majeure et de leurs traditions diplomatiques. Ces deux états désiraient vivement entretenir des relations cordiales avec les états occidentaux, spécialement avec les Etats-Unis. C'est pourquoi, Li Peng avait référé le sommet sino-américain de 1997 comme le plus important évènement dans les relations extérieures de son pays.<sup>19</sup>

Pendant le sommet sino-américain en octobre 1997, Jiang a dit qu'il voulait voir ses relations dans une perspective stratégique à long terme. Dans ce cadre, les dirigeants des deux états se sont mis d'accord sur la recherche des intérêts communs, à voir les choses du point de vue de l'autre et à régler les différends avec un certain respect mutuel. Jiang Zemin était satisfait que les Etats-Unis acceptaient l'idée d'une coopération stratégique. Malgré le désir qu'avait Pékin d'élargir son exercice de pouvoir international et de passer de l'unipolarité à une structure multipolaire dans le système international, ce principe de coopération était maintenant incorporé dans le discours officiel d'état chinois. Encourageant la multipolarité, Jiang Zemin croyait que Pékin pouvait avancer dans sa quête pour le statut du grand pouvoir. Désormais la Chine cherchait des occasions pour établir des relations strictes avec la Russie, faisant attention à ses relations avec le Japon et ajoutait motivation en vue d'accroître ses liens avec l'Europe.

Nous constatons que chaque nation met en place sa politique extérieure et entretient des relations internationales en fonction de certaines priorités qui sont déterminées par une série de facteurs internes et externes. Dans le cas de la Chine, ses priorités étaient influencées par la perception qu'elle avait de sa propre sécurité, de son désir de développement économique et de sa volonté de jouer un rôle important sur le plan international.

Il est évident que, pendant la période maoïste, la recherche de la sécurité était le but primordial de la politique extérieure de la Chine. Après la fondation de la République populaire, les Etats-Unis étaient perçus comme l'ennemi principal. La décision chinoise de se tourner vers l'Union soviétique et de conclure un système d'alliance bilatérale avec elle pouvait être considérée comme l'expression d'un souci de sécurité.

Vers la fin des années 70, les préoccupations de sécurité de l'Etat chinois avaient connu des changements considérables. L'Union soviétique, son principal allié et voisin, a remplacé les Etats-Unis et est devenue son ennemi principal. Aux yeux des leaders

---

<sup>19</sup> Ibid., p.92.

chinois, le passage de la bipolarisation à un système multipolaire était considéré comme un point positif, car cela pouvait engendrer une compétition croissante entre les grands blocs économiques. Avec l'émergence de la nouvelle situation internationale et la disparition des préoccupations d'une attaque militaire venant de l'extérieur, la recherche de la sécurité est devenue un problème moins urgent.

Il est possible d'ajouter que la modernisation sociale constituait le deuxième important objectif de la politique extérieure chinoise. Pendant la période maoïste, la modernisation de la société chinoise s'était inspirée du modèle soviétique, c'est-à-dire du développement autarcique avec l'industrie lourde en tant que pierre angulaire de l'économie chinoise.<sup>20</sup>

Après la mort de Mao, la Chine a opté pour une autre option de la modernisation; celle d'une ouverture économique vis-à-vis du monde extérieur avec Deng Xiaoping. Puisque le processus de modernisation est inévitablement lié à l'interaction économique avec de monde extérieur, il était devenu prioritaire dans la politique extérieure chinoise, remplaçant la sécurité qui avait dominé la politique extérieure de la Chine.

Il ne sera pas faux de dire que renforcer le rôle de son Etat dans le système international était aussi le but principal du leader chinois. Au début, les leaders chinois s'étaient efforcés de transformer le monde selon leur propre image, c'est-à-dire en un monde révolutionnaire dominé par les partis communistes sous son influence. Dans les années 80, tout cela avait changé. Abandonnant sa vocation révolutionnaire, la Chine s'est efforcée de chercher un rôle plus conventionnel, plus diplomatique dans lequel l'Etat était devenu plus important que le Parti.<sup>21</sup> Pour assumer son rôle, la Chine a mis sur pied une stratégie d'ouverture vers le monde, d'abord avec Deng Xiaoping et plus particulièrement avec Jiang Zemin.

Donc comme toute politique, la politique extérieure de la Chine est basée sur des concepts dynamiques qui ont subi des changements importants. Ceux-ci ont sorti catégoriquement le pays de son isolement relatif et l'ont placé dans une situation où son poids sur les plans international et régional est devenu considérable. Depuis que Deng Xiaoping a lancé sa politique d'ouverture et de réforme, la Chine est devenue non seulement un acteur important sur la scène mondiale, mais a joué également le rôle d'une grande puissance.

---

<sup>20</sup> Barbara Barnouin, "La Chine face au système international", *Relations Internationales*, No.18, Automne 1995, p. 15.

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 17.

Après avoir compris les dynamiques de la prise de décision en Chine, il sera utile donc d'analyser les relations de la Chine avec les acteurs importants de l'Asie de l'Est pour mieux saisir la marge de ses manœuvres dans sa propre géographie.



## DEUXIEME CHAPITRE

### LA CONSIDERATION DES RELATIONS DE LA CHINE AVEC SES VOISINS

La Chine, expliquent souvent les diplomates, serait un pays pacifique, dénué de toute prétention expansionniste, si, en dehors de son bassin naturel, elle n'aura pas des ambitions territoriales. Dans cette partie du travail, les relations de Pékin avec son environnement externe seront analysées en quatre sections. Les pays ont été élaborés selon le poids qu'ils pèsent sur les données de la politique étrangère chinoise.

#### Section 1- Les deux piliers de la politique de l'Extrême-Orient : la Chine et le Japon

Les relations sino-japonaises ont balancé après la période de la Guerre Froide. Au début, les deux pouvoirs ont normalisé leurs relations bilatérales et leur influence stratégique en Asie de l'Est. La montée du pouvoir et l'influence de la Chine dans les affaires de l'Asie en mi-90 a combiné avec l'affirmation militaire de la Chine sur Taiwan et la Mer de la Chine de sud.<sup>22</sup> Les difficultés étaient impliquées dans les questions économiques, territoriales et stratégiques.

Les inquiétudes du gouvernement japonais étaient que l'augmentation du pouvoir économique chinois favorisé par l'aide, le commerce et la technologie japonaises pouvait suivre l'expansion politique, économique et militaire chinoises dans les affaires de la région au frais des intérêts japonais. Les conflits territoriaux sino-japonais se sont concentrés sur les îlots dans la Mer de Chine de l'Est. En février 1992, le gouvernement chinois a décrété une loi réaffirmant la revendication territoriale chinoise sur les huit îlots connus comme les îles Diaoyu en chinois et les îles Senkaku au japonais. Ces îlots étaient inhabités mais occupaient une location stratégique et la région étaient considérée hautement riche en ressources pétrolières.<sup>23</sup>

Malgré le statut du Japon comme le principal partenaire économique de la Chine, les relations économiques se sont détériorées plusieurs fois. Mais dans les dernières années, les deux gouvernements ont continué de donner plus de priorité au développement économique de leur pays. La Chine dépendait fortement du Japon du point de vue de

---

<sup>22</sup> Robert Sutter, op. cit., p. 79.

<sup>23</sup> Ibid., p. 85.

l'assistance économique, technologique et des investissements, et les japonais, étant un marché et source des importations dépendaient de plus en plus des chinois. Dans le cadre des investissements étrangers, les tendances récentes impliquaient que le Japon pouvait rattraper et surpasser les Etats-Unis pour devenir la deuxième source des investissements étrangers en Chine. Les visites des leaders des deux états en 1997 et 1998 ont souligné que le rapprochement et les litiges avaient commencé donc à diminuer. Le gouvernement chinois était satisfait de la visite du Premier ministre japonais Hashimoto à Pékin les 4-7 septembre 1997.<sup>24</sup> Celui-ci a présenté les déclarations concernant la position chinoise sur le conflit de Taiwan et l'attente d'une résolution pacifique. Le gouvernement japonais ne soutenait pas l'idée de "deux Chine", non plus l'indépendance de Taiwan et a déclaré que Taiwan comme un port extérieur de la Chine, n'était pas qualifié pour devenir membre des Nations Unies. De plus, Hashimoto réitérait que la zone aux alentours du Japon ne représentait pas un concept géographique mais celle-ci devait être définie selon la situation actuelle de la nature. Il a ajouté aussi que le Japon allait réagir prudemment face au traité sino-japonais et à la déclaration conjointe sur la normalisation des relations.

Durant sa visite le 11-17 novembre 1997, le Premier ministre chinois Li Peng a souligné de sa part que les relations devaient être examinées dans une perspective stratégique.<sup>25</sup> Cette visite a donné aussi l'occasion pour le gouvernement chinois de proposer la base des principes des relations sino-japonaises. Ces principes formulés par le gouvernement chinois étaient basés sur une perspective stratégique à long terme. En effet, les cinq principes du gouvernement chinois étaient similaires aux lignes directrices conduites par la politique chinoise vis-à-vis des autres puissances.

Les cinq principes étaient les suivants: a) La non-ingérence dans les affaires internes et la tolérance envers les différences idéologiques. b) Eviter les conflits afin de développer les liens. c) Accroître le dialogue et le commerce en vue d'augmenter la confiance et la compréhension. d) Développer la coopération économique. e) Développer l'amitié entre les générations.<sup>26</sup>

Grâce à cette visite, le gouvernement chinois a achevé un consensus avec le gouvernement japonais sur les issues cruciales ce qui a créé un impact de grande portée sur le développement et la stabilisation des relations bilatérales. Durant la visite, Li Peng a essayé de convaincre les hommes d'affaires japonais en vue d'investir et de transférer la

<sup>24</sup> Ibid., p. 89.

<sup>25</sup> June Teufel Dreyer, "China's military strategy regarding Japan", in James A. Lilley et David Shambaugh, (éds.), *China's Military Faces the Future*, Washington, M.E. Sharpe, 1999, p. 327.

technologie en Chine. Il a mis également l'accent sur la croissance économique chinoise et la stabilité, puis son habilité à résister aux crises économiques de l'Asie, il a noté aussi que les marchés chinois avaient subi des changements profonds et que les hommes d'affaires japonais étaient capables de changer leurs concepts, les opportunités de grandeurs et qu'ils proposaient des conditions pour devenir compétitifs avec les autres pays.

Le passé des relations sino-japonaises et leur statut actuel suggéraient généralement un tableau mixte des difficultés et une coopération pour l'avenir. Comme dans le passé, les relations pouvaient être instables pour certaines étapes, après une période des relations amicales, suivie de périodes de conflits dans lesquelles les intérêts mutuels et économiques se détérioraient à un certain degré.

En conclusion, ce rapport alternant des hauts et des bas des relations sino-japonaises révèle que les leaders chinois avaient des relations avec ses principaux voisins même si ceux-ci avaient de différentes intentions à l'égard de la Chine et il est prouvé que les relations avec le Japon avaient des bénéfices énormes pour l'économie chinoise. Les leaders chinois n'ont pas l'intention de se confronter avec le Japon sur les conflits de leurs relations à moins que le Japon affecte sérieusement les inquiétudes chinoises telle que Taiwan.

## **Section 2- L'importance de la péninsule coréenne pour la Chine**

L'effondrement de l'Union soviétique, la disparition du Bloc de l'Est et la compétition sino-soviétique pour l'influence sur la péninsule coréenne, ont poussé le gouvernement chinois, pour prendre l'avantage économique ainsi que les autres opportunités, à ajuster ses relations avec la Corée du Sud, à soutenir sa position avec le plus important allié, la Corée du Nord. Mais la confrontation internationale causée par le programme nucléaire de Pyongyang, le programme des missiles balistiques et le profond déclin de la situation économique dans ce pays ont augmenté les incertitudes en Chine concernant la stabilité sur cette péninsule.

En général, les officiers chinois utilisaient l'aide économique et les échanges militaires pour stabiliser et préserver les relations chinoises avec la Corée du Nord, et, établissant des relations étroites avec les Etats-Unis et la Corée du Sud, ils ont cherché des solutions pacifiques concernant la péninsule coréenne. Entre temps, les leaders chinois et

---

<sup>26</sup> Sutter, op. cit., p. 89.

sud-coréens ont pris une série d'initiatives dans ces dernières années en vue de développer leurs relations bilatérales. Les deux côtés étaient impatients de faciliter réciproquement le commerce et l'investissement. Le volume du commerce extérieur en 1992 était de 5 milliards de dollars, ce chiffre a doublé en 1994 et a doublé encore une fois en atteignant 20 milliards de dollars en 1996.

En 1997, Pékin était après les Etats-Unis et le Japon le troisième partenaire économique de la Corée du Sud qui était devenue, de sa part, son quatrième grand partenaire.<sup>27</sup> Il faut noter aussi que la Corée du Sud investissait plus en Chine que tous les autres pays. Les investissements directs de la Corée du Sud en Chine se sont élevés à 2,7 milliards de dollars en 1996.<sup>28</sup> La crise économique en Asie vers la fin des années 90 a eu des effets dévastateurs sur les conditions économiques de la Corée du Sud. La Chine a financé le plan de secours du Fond Monétaire International (FMI) pour la Corée du Sud.

Il est évident que les relations étroites de la Chine avec la Corée du Sud ont permis de diminuer les inquiétudes de cette dernière concernant une éventuelle agression de la Corée du Nord contre la Corée du Sud. Ces relations ont permis au gouvernement sud-coréen via la Chine à obtenir des informations sur la politique de Pyongyang. Les responsables chinois croyaient que les relations étroites avec Corée du Sud, allait accroître leur influence sur la péninsule. Ils affirmaient que le développement des relations serait un exemple de bonne entente des Etats-Unis avec le Japon vis-à-vis de leurs relations avec Séoul. Les autorités chinoises jugeaient aussi qu'une contre reconnaissance diminuerait visiblement l'isolation et la peur de la Corée du Nord, et ainsi ils pourraient ouvrir la voie afin de diminuer la tension sur la péninsule. Même si les responsables chinois le niaient, certains spécialistes américains affirmaient que l'un des motifs des relations étroites de la Chine avec le sud était d'empêcher la domination américaine sur la péninsule. Selon cette idée, les autorités chinoises s'inquiétaient du rapprochement de Pyongyang avec les Etats-Unis et ne voulaient pas que Washington influence directement les deux états, c'est pour cela que la Chine a essayé d'accroître ses relations avec Séoul en vue de contrecarrer l'influence américaine. Les spécialistes chinois avançaient aussi fortement des raisons communes avec le sud et les Etats-Unis pour préserver la paix et la stabilité sur la péninsule coréenne.

---

<sup>27</sup> Eric A. Mc Vadon, "Chinese Military Strategy for the Korean Peninsula", in James R. Lilley et David Shambaugh (éds.), *op.cit.*, p. 275.

<sup>28</sup> *Ibid.*

Il faut ajouter que le gouvernement chinois désirait une péninsule stable et non-nucléaire, la paix en Extrême-Orient et la stabilité régionale allait permettre l'expansion économique continue de la Chine. Le gouvernement chinois voulait aussi une forme de stabilité qui ne bouleverserait pas la hiérarchie politique existante en Chine et qui ne se poserait pas de problèmes à l'intérieur.

La Chine ainsi que les Etats-Unis et le Japon ne désiraient pas que les deux Corées ne possèdent d'armes nucléaires. Dans cette perspective, elle ne voulait pas non plus que le Japon, de sa part, développe ses propres armes nucléaires. A court terme, même si le gouvernement chinois était tolérant, du moins dans ses déclarations publiques et privées, envers la présence des forces américaines; la position formelle chinoise à long terme était que ces troupes ne devaient pas stationner sur terre étrangère. Ce type de déclaration était toujours faite par le porte-parole officiel.

Les Etats-Unis maintenaient près de 35.000 soldats en Corée du Sud, tandis que la Corée du Nord n'était plus protégée par la Russie. Celle-ci a signé certes un traité qui garantissait une protection de la Corée du Nord en cas d'attaque étrangère. C'était certainement une des raisons pour laquelle la Corée du Nord a refusé que les négociations sur l'avenir de la Péninsule soient menées comme le désirait Vladimir Poutine, dans le cadre d'un dialogue dit "2+4"<sup>29</sup>, réunissant les deux Corées, la Russie, les Etats-Unis, la Chine et le Japon. Pour le gouvernement de Séoul, l'idéal était de négocier tête-à-tête avec l'Amérique, mais elle a accepté néanmoins que les négociations soient menées entre les deux Corées, la Chine et les Etats-Unis, mais le Japon devant se contenter d'un rôle d'observateur.

La relation qui unissait Pyongyang à Pékin était de plus en plus complexe et ambiguë. Les deux états partageaient une longue frontière et le cliché le plus courant dans les deux pays reprend une phrase de l'ancien Premier ministre Zhou Enlai qui décrivait les deux voisins comme "aussi proches que les lèvres et les dents".<sup>30</sup> Mais le soutien que la République populaire de Chine apportait à son voisin n'était plus dicté par le désir de promouvoir son rôle sur la scène diplomatique internationale que par une authentique solidarité communiste. Lors des différentes crises relatives aux programmes balistiques et nucléaires de l'administration nord-coréenne, la Chine a cherché à affirmer sa vocation d'arbitre incontournable, seule à même de raisonner un Etat perçu comme irrationnel et imprévisible. Chaque fois que des sanctions à l'encontre de la Corée du Nord avaient été

<sup>29</sup> Claria Maria Sala, "Demain la Reunification", *Politique Internationale*, No: 85, Automne 1999, p. 137.

<sup>30</sup> *Ibid.*, p. 138.

proposées aux Nations Unies, elles avaient été repoussées par la Chine. Celle-ci, en revanche se réservait le droit de conduire des rencontres bilatérales avec la Corée du Nord, tout en promouvant un dialogue américano-nord coréen.

### **Section 3- Un problème particulier de la Chine dans sa propre géographie : Taiwan**

Depuis le milieu du XVII<sup>ème</sup> siècle, Taiwan joua dans l'histoire de la Chine un rôle particulier. Aujourd'hui Taiwan qui se reconnaît toujours dans le monde chinois où il plonge ses racines culturelles, a changé. Devenu une puissance économique et un Etat démocratique, il a grâce à son ouverture au monde, forgé ce qu'il croit être une identité particulière celui de son indépendance. A travers la rivalité entre Pékin et Taipei, le premier a accédé au statut de grande puissance. Cette ferveur irrédentiste traduisait la volonté de l'Empire de corriger l'injustice historique que lui avaient infligé les puissances occidentales impérialistes au siècle dernier.

La souveraineté sur Taiwan représentait, pour la Chine populaire, une question aussi sensible dans la mesure où, pendant la majeure partie du XX<sup>ème</sup> siècle, Taiwan a toujours été une entité politique autonome par rapport au gouvernement chinois. En 1972, Mao Zedong a déclaré à Richard Nixon que la Chine pouvait attendre la réunification cent ans et que la Chine devrait se battre contre les Etats-Unis pour y parvenir.<sup>31</sup> En se rendant maître de l'île, la Chine effacerait la dernière trace de 150 ans d'abaissement. Taiwan était aussi le symbole psychologique de la domination américaine dans le Pacifique et de la vulnérabilité de la Chine. La sensibilité chinoise n'a été mieux exprimée que par la déclaration de Zhu De, fondateur de l'Armée de Libération du Peuple (ALP): "Tant que Taiwan n'est pas libéré, l'humiliation historique du peuple chinois ne sera pas essuyée, tant que la mère patrie n'est pas réunifiée, la mission de nos forces armées populaires ne sera pas remplie."<sup>32</sup> Pour la Chine aussi bien que pour les Etats-Unis la doctrine d'une Chine unique, énoncée dans le communiqué de 1972 et réaffirmée dans celui de 1979 lors de la normalisation des relations entre les deux pays, avait tout d'une idée<sup>33</sup>. C'est sur ces documents, complétés en 1982 par un troisième communiqué qui a fixé des limites aux

<sup>31</sup> Robert A. Manning, "Washington-Pékin-Taipei: Le Triangle de Verre", *Politique Internationale*, No: 88, Été 2000, p. 327.

<sup>32</sup> Ibid.

<sup>33</sup> François Banjou, "Relations Chine-Taiwan, Mythes et Réalités", *Défense Nationale*, Août-Septembre 1998, p. 127.

ventes d'armes américaines à Taiwan, ainsi que « Taiwan Relations Act » (TRA)<sup>34</sup> de 1979 que repose la politique américaine envers la Chine et Taiwan. Pendant ce temps, Taiwan est dirigé par des exilés du Kuomintang (KMT), conduit par Chang Kai-Chek à qui a succédé son fils Chiang Ching Kuo. Tous les deux étaient convaincus qu'un jour ils allaient partir à la reconquête de la mère patrie et réaliser la réunification.

Tout a basculé lorsque, début 1988 Chiang Ching Kuo a entamé une transition démocratique. Ce processus a aboutit en 1992, à l'accession au pouvoir de Lee Teng-Hui, puis en 1996 à l'élection de celui-ci au suffrage universel direct. La démocratisation a renforcé le sentiment identitaire taiwanais.

Sur le plan économique, à la fin de 1999, plus de 12 millions de taiwanais se sont rendus sur le continent, quelque 30.000 entreprises taiwanaises y investir plus de 40 milliards de dollars et les échanges bilatéraux ont atteint près de 25 milliards de dollars. L'administration chinoise a drainé près de la moitié des investissements taiwanais à l'étranger.<sup>35</sup> Une "grande Chine" était en train de naître.<sup>36</sup> Mais la politique a contrarié cette évolution. La période de tensions a connu son apogée avec l'interview du Président Lee Teng en juillet 1999. Il dévoilait sa théorie des "deux Etats", selon laquelle Pékin et Taipei devaient désormais se considérer mutuellement comme deux Etats séparés. Autrement dit le gouvernement taiwanais ne négocierait pas avec le gouvernement chinois en tant que province chinoise et que Taiwan jouissait déjà d'une indépendance de facto et pour cette raison qu'elle n'avait pas besoin de déclarer officiellement son indépendance. Lors de sa visite en Chine en 1998, Bill Clinton a déclaré que les Etats-Unis ne soutenaient pas l'indépendance de Taiwan, ni la théorie des deux Chine, ni la politique d'équidistance entre Taipei et Pékin. Les autorités chinoises avaient toujours affirmé qu'en cas de sécession ou d'invasion étrangère de l'île, ils réagiraient Pékin par des mesures radicales.

Si un nouveau *modus vivendi* entre les deux rives du détroit n'était pas trouvé, la Chine pouvait tenir compte de l'option militaire. Il est vrai que depuis la fin des années 80, les plans de défense chinois sont passés de la guerre totale à la guerre locale. Officiellement, la Chine a évalué les dépenses militaires à 12 milliards de dollars en 1999, mais si l'on réintègre dans le budget les activités supplémentaires, ce montant atteignait 30-35 milliards de dollars par an. D'un autre côté, la politique d'armement agressive

---

<sup>34</sup> Ibid.

<sup>35</sup> Robert A. Menning, op. cit., p. 329.

<sup>36</sup> François Mengin, "L'impasse Diplomatique Sino-taiwanaise", **Relations Internationales et Stratégiques**, No 15, automne 1994, p.154.

menée par Taiwan depuis dix ans a eu ses résultats. Taiwan a accumulé des systèmes aériens et maritimes de caractère défensif qui ont amélioré ses capacités.

Néanmoins, l'armée taiwanaise n'avait pas les moyens de contrer une attaque de missile chinoise et la Chine s'est opposé violemment à l'incorporation de l'île au système antimissile (Theater Missile Défense (TMD)) proposé par les Etats-Unis. Car l'adoption du TMD serait considérée à Pékin comme un pas décisif vers l'intégration de Taiwan dans le réseau de satellites de communication et de contrôle américain. Pékin craignait que cette quasi-alliance avec les Etats-Unis n'encourage Taiwan à proclamer son indépendance. Cette question antimissile a touché au cœur de l'équilibre stratégique en Asie de l'Est. Pour la Chine, le TMD était l'expression de la paranoïa des Etats-Unis et de leur obsession de l'endiguement. Derrière les vives réactions des dirigeants chinois face à la coopération militaire entre le Japon et les Etats-Unis, il y avait la peur que leur modeste arsenal nucléaire ne soit neutralisé. Ils redoutaient également que la réactivation de l'alliance entre le Japon et les Etats-Unis et l'adoption par le Japon d'une nouvelle doctrine de défense ne s'applique un jour pour Taiwan.

Il est évident qu'en cas de conflit l'une des parties va emporter sur l'autre. Même si la Chine réussissait à récupérer Taiwan par force, le prix à payer serait très élevé en terme de dégâts économiques. L'image politique de la Chine serait sans doute bouleversée et se propagerait dans toute la région Asie-Pacifique. Par réaction, le Japon, l'Inde, l'Indonésie seraient tentés de se rapprocher encore davantage des Etats-Unis. Le développement économique éblouissant de Taiwan serait stoppé. Quant aux Etats-Unis, s'ils abandonnaient Taiwan à son sort, ils remettraient en cause la crédibilité du parapluie de sécurité américain aux yeux de leurs alliés. En s'engageant, au contraire, dans une action militaire, ils obligeraient les pays de la région à prendre parti, ce qui fragiliserait leurs alliances et les condamnerait à une confrontation avec la Chine.

Si on considère que la Chine et l'île de Taiwan ont été déjà admises à l'OMC, elles devront négocier une série d'accords commerciaux dont chacun devrait tirer profit. Tant que ces questions concrètes continueront d'occuper les esprits, les tensions ne devraient pas renaître. Ce serait une manière d'éviter une confrontation militaire dont l'issue reste incertaine par chacun des deux protagonistes.

#### **Section 4- La position spéciale de l'Inde pour la politique étrangère chinoise**

Les relations sino-indiennes sont incompréhensibles si l'on ne rappelle pas des deux évènements qui ont lourdement pesé sur l'histoire récente de ces deux pays; l'invasion chinoise du Tibet en 1950 et l'agression chinoise à la frontière nord de l'Inde en 1962.

L'importance stratégique de cette invasion a été saisie par de nombreux responsables indiens. C'était notamment le cas du consul indien à Lhassa. Le message qu'il a adressé au gouvernement indien au moment de l'entrée des Chinois au Tibet était révélateur: "Les Chinois ont envahi le Tibet, l'Himalaya a disparu".<sup>37</sup> L'Inde a perdu avec cette invasion un précieux Etat-tampon qui la séparait de la Chine depuis des siècles, et qui avait permis aux deux géants d'entretenir des relations de bon voisinage.

En 1954, le gouvernement indien a accepté pourtant de signer avec le gouvernement chinois un accord qui reconnaissait le Tibet comme une région de la Chine à condition qu'il conserve un statut autonome. La nature exacte de ce que devrait être l'autonomie tibétaine ne n'a jamais été précisée. L'attaque chinoise de 1962 n'a pas été anticipée par l'Inde. Le tracé de la frontière nord n'avait pas été réglé depuis lors et l'Inde n'est jamais parvenue à obtenir les cartes officielles chinoises du tracé nord-est.

A la suite du conflit de 1962, la Chine a occupé environ le 20% du Cachemire dont l'essentiel se trouvait en territoire indien.<sup>38</sup> Aujourd'hui dans l'ensemble de la zone frontalière 135.000 km<sup>2</sup> fait toujours l'objet d'un contentieux entre les deux pays. Deux ans après la guerre de 1962, la Chine a accédé au rang de puissance nucléaire. Cet évènement a eu une importance considérable pour l'Inde qui explique en grande partie l'hostilité de l'Inde à l'égard du Traité de non-prolifération. La Chine est actuellement parmi les cinq puissances nucléaires reconnues sur le plan international, la seule qui non seulement n'a jamais engagé la réduction de son arsenal nucléaire mais qui a poursuivi méthodiquement la modernisation.<sup>39</sup> Ce que l'Inde craignait le plus de la puissance chinoise, ce n'était pas une attaque nucléaire, mais l'utilisation de l'arme atomique en tant qu'instrument de pression au cas où un nouveau conflit viendrait à éclater.

<sup>37</sup> Thérèse Delpech, "Inde-Chine: Le Face à Face", *Politique Internationale*, No: 82, Hiver 1998-99, p. 184.

<sup>38</sup> Jean Alphonse Bernard, "L'Inde, la Chine et le Nucléaire", *Défense Nationale*, Novembre 1998, p. 46.

<sup>39</sup> Valérie Niquet, "La Guerre Froide est-elle toujours d'actualité en Asie Orientale?", *La Revue Internationale et Stratégique*, No: 41, Automne, 2001, p.47.

La coopération sino-pakistanaise, qui portait sur des technologies balistiques et nucléaires, constituait un autre sujet de préoccupation majeur pour l'Inde. Cette coopération avait pour objet de créer un accès de fixation permanent à la frontière nord-ouest de l'Inde et d'entretenir une menace qui prenait une allure de plus en plus sérieuse. L'engagement croissant de la Chine au Myanmar et dans l'Océan indien avait des autres thèmes de soucis pour l'Inde. Le Myanmar représentait, avec le Tibet, le deuxième Etat tampon qui séparait l'Inde de la Chine. Or, depuis une dizaine d'années, la junte birmane avait engagé une intense coopération civile et militaire avec la Chine. A la suite d'un accord sino-birman en 1992, des stations d'écoute furent installées sur les îles Cocos appartenant en Inde.<sup>40</sup> Ces stations permettaient d'intercepter les communications aériennes et navales de l'armée indienne. Ces stations chinoises pourraient jouer à l'avenir, un rôle important en matière de contrôle des routes maritimes internationales.

En 1988, la visite du Premier ministre indien, Rajiv Gandhi, en Chine a permis la signature d'un accord bilatéral. Les deux Etats se sont engagés à développer leurs relations et à rechercher une solution pacifique au problème de la frontière septentrionale. Les échanges commerciaux se sont amplifiés à partir de 1990 surtout dans le secteur agricole, hydroélectrique, météorologique et dans certains secteurs de bio-technologie.<sup>41</sup>

En 1993, les deux gouvernements ont signé un accord qui prévoyait le gel du contentieux territorial et d'une diminution du nombre des troupes stationnées de part et d'autre de la frontière.<sup>42</sup> Le gel avantageait la Chine, puisque la situation actuelle lui était favorable, mais l'accord prévoyait que la ligne de contrôle serait clairement définie. Les relations entre les deux états les plus peuplés de la planète affectaient non seulement la sécurité régionale mais aussi la sécurité internationale.

La rivalité entre les deux états asiatiques est apparue clairement à l'occasion des essais nucléaires de l'administration indienne et ses déclarations pour l'opinion publique internationale. Pékin, qui a projeté pour toujours à l'égard des gouvernements de New Delhi des politiques discrètes, ne reconnaissait cette rivalité que dans un dilemme de contrainte et prudence, car elle ne voulait se mesurer qu'aux Etats-Unis. C'est la raison pour laquelle il était crucial pour les responsables chinois de prévenir tout rapprochement entre l'Inde et une super-puissance, qui pourraient un jour entrer en conflit avec les intérêts chinois. Dans ce cadre, la Chine a déployé une intense activité diplomatique afin que des

---

<sup>40</sup> Delpech, op. cit., p. 187.

<sup>41</sup> Ibid.

<sup>42</sup> Mel Gurtov et Byong-Moo Hwang, *China's Security*, Londres, Lynn Rienner, 1998, p. 67.

autres membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU s'engagent à ne pas accéder en Inde.

La rivalité sino-indienne pouvait prendre différentes formes à l'avenir, telles qu'une certaine compétition géostratégique en Asie du Sud-Est, un nouvel affrontement sur la frontière au nord de l'Inde, une confrontation éventuelle dans l'Océan indien par rapport au conflit indirect par le Pakistan. Car Pékin jouait incontestablement un rôle déstabilisateur entre ces deux Etats.

Malgré leur proximité géographique, l'Inde et la Chine demeurent largement étrangères l'une à l'autre. La plus grande autocratie et la plus grande démocratie du monde ne se comprennent guère. Le caractère central de la notion du pouvoir chinois est tout à fait étranger en Inde et dans l'avenir, les deux pays sont tout à fait ouverts à la confrontation puisque tous les conflits demeurés non résolus mais la force de dissuasion des deux pays et le facteur des Etats-Unis assurent pour l'instant le calme, le bon voisinage entre les deux états.



## **TROISIEME CHAPITRE**

### **LA PERCEPTION DE MENACE REGIONALE ET SES REPERCUSSIONS SUR LA POLITIQUE DE DEFENSE DE LA CHINE**

Avec la fin de la Guerre Froide, de nouveaux courants d'échanges économiques et politiques ont fait surface dans la région. La sévérité des problèmes transnationaux soulignent les fragilités politiques internes de la zone. Dans cette partie, l'attitude chinoise en Asie du Sud-Est et la force nucléaire chinoise seront traitées brièvement.

#### **Section 1- L'attitude chinoise en Asie du Sud-Est**

Après la période de la Guerre Froide, le régionalisme multilatéral a augmenté en importance en Asie de l'Est. La transition économique de l'économie planifiée à l'économie de marché a facilité l'interaction économique et aussi intégration dans la région. Donc, l'interdépendance économique en termes de commerce, investissement aussi bien que les ressources humaines ont accru significativement. Dans le domaine de sécurité, le fort désir des pays de l'Asie-Pacifique pour maintenir la stabilité régionale et la volonté de prendre des mesures collectives vis à vis des conflits régionaux méritait aussi une approche régionale multilatérale. Généralement, la Chine était plus active dans la diversification de ses relations économiques avec le monde extérieur, mais encore plus réservée au multilatéralisme concernant le domaine de sécurité. Pékin notait aussi que la région Asie-Pacifique était caractérisée par diversité plutôt que l'uniformité. Les Etats de la région ont partagé des opinions différentes au sujet de la structure de sécurité régionale qui devait être établie dans la région, mais il n'y a pas de consensus sur ce sujet. En vérité, ce mouvement pour la sécurité multilatérale a été partiellement stimulé par la croissance de puissance économique et militaire chinoise dans la région.

Ces perceptions de sécurité multilatérale régionale ont été reflétées dans les relations chinoises avec l'ANSEA (Association des Nations du Sud-Est Asiatique qui comprend le Brunei, l'Indonésie, le Laos, la Malaisie, le Burma, les Philippines, Singapour et le Vietnam).<sup>43</sup> En juillet 1993, lors d'une réunion entre les ministres des affaires étrangères de la Chine et des pays de l'ANSEA, le ministre chinois a déclaré que la Chine

---

<sup>43</sup> Sutter, op. cit., p. 113.

et l'ANSEA avaient beaucoup de points communs concernant les problèmes internationaux et régionaux. Ils avaient beaucoup de vues identiques ou similaires sur les problèmes de la démocratie et des droits de l'homme. La Chine attachait une haute importance au rôle positif que l'ANSEA jouait dans le domaine de la coopération et de la sécurité régionale.<sup>44</sup>

Le meilleur signe de la coopération chinoise avec l'ANSEA dans les années 90, fut la rapide croissance du commerce et les autres échanges économiques. En 1993, le commerce sino-ANSEA s'est élevé à 5,4 % dans la part du commerce extérieur chinois. En 1997, le volume de commerce a augmenté à 20 milliards de dollars.<sup>45</sup> L'investissement aussi a augmenté rapidement. A la fin de l'année 91, les pays de l'ANSEA ont confié 1,4 milliards de dollars pour les 1.042 projets approuvés par le gouvernement chinois. Parmi les pays de l'ANSEA, Singapour a pris la première place concernant le commerce et l'investissement en Chine. Singapour investit dans 3834 projets en Chine équivalent à 6,8 milliards de dollars. En 1997, le gouvernement chinois a approuvé 12.342 projets d'investissements évalués à 34,3 milliards de dollars.<sup>46</sup> D'un autre côté, l'investissement chinois dans les Etats membres de l'ANSEA étaient pratiquement presque médiocre en chiffre (moins d'un milliard de dollars).

De plus, certains pays de l'ANSEA voulaient promouvoir la coopération de la science et de la technologie. La Chine avait une base de recherche technologique importante mais elle avait des difficultés à appliquer des résultats dans le processus de production ainsi que dans le processus de commercialisation de ces productions. Donc certains pays de l'ANSEA avaient d'énormes expériences dans la commercialisation de la science et de la technologie ainsi que dans l'application de la technologie avancée et de la vente de ces produits. Pour renforcer la coopération économique et accroître la coopération politique, les leaders chinois et ceux de l'ANSEA ont entrepris des contacts politiques au plus haut niveau.

En outre, les revendications de la Chine sur les archipels de la Mer de la Chine du Sud -îles Paracels et Spratleys- n'inquiétaient pas seulement le Vietnam mais tous les Etats concernés de la zone. L'ANSEA cherchait à promouvoir une atmosphère pacifique et maintenir le statu quo territorial, tandis que la Chine entreprenait des actions militaires ou

<sup>44</sup> François Joyaux, "A propos de la Politique Chinoise en Asie du Sud-Est", *Relations Internationales et Stratégiques*, No: 15, Automne 1994, p. 148.

<sup>45</sup> Qi Luo et Christopher Howe, "Direct Investment and Economic Integration in the Asia Pacific", in David Shambaugh (éd.), *Greater China*, Londres, Clarendon, 1995, p. 95.

<sup>46</sup> Yong Deng et Fei Ling Wang, op. cit., p. 85.

prospectait dans la région; autrement dit elle voulait changer le statu quo. La Chine était prudente sur la discussion des affaires militaires en mer de Chine du Sud. Elle préférait traiter bilatéralement plutôt que multilatéralement et elle a riposté brutalement au tiers parties, notamment les Etats-Unis, sur leurs inquiétudes. Car les Etats-Unis prétendaient que les conflits territoriaux ne devaient pas influencer les réseaux des lignes de mer et la stabilité régionale.

Les dirigeants chinois soulignaient que la croissance des capacités militaires chinoises et les intentions probable pour utiliser ses forces représentaient un problème sérieux dans les relations sino-ANSEA. En général, le problème immédiat était l'absence de transparence des politiques et des pratiques militaires chinoises. Les pays de l'ANSEA indiquaient que l'extension économique chinoise représentait que la Chine était de plus en plus capable de construire son pouvoir militaire dans la région. Les dirigeants de l'ANSEA insistaient que la Chine devait participer plus activement dans le forum de la sécurité régionale, notamment dans l'ARF (ANSEA Régional Forum), et aussi qu'elle devait faire des pas unilatéralement en vue de clarifier les pratiques et politiques de défense chinoise. De même ils ont jugé que l'achat des avions de combat et sous-marins de la Russie était un effort pour intimider les pays d'Asie du Sud-Est et de devenir le pouvoir dominant dans la région.

Il est évident que la Chine, malgré sa puissance économique et militaire dans la région, n'est devenue un pouvoir global à part entière, et qu'elle doit faire attention à la diplomatie multilatérale car le phénomène chinois comme une puissance régionale augmente aussi les inquiétudes internationales vis-à-vis de la Chine. Donc, pour convaincre le monde, autrement dit en participant au système international existant, la Chine doit expliquer et exporter sa politique extérieure non seulement en scène bilatérale mais aussi en scène multilatérale. L'attitude réceptive chinoise envers l'idée de consultation multilatérale dans les issus de sécurité indique ce changement de concept.

En somme, les issues fondamentales des relations sino-ANSEA se concentrent sur la conception économique par les marchés et les investissements étrangers, les conflits territoriaux sur la mer de Chine du Sud et l'inquiétude sur la sécurité régionale. Les relations chinoises présente une image mixte des avantages substantiels pour l'influence chinoise mais il existe toujours des signes de différences régionales et inquiétudes du pouvoir chinois émergeant dans le système international.

## Section 2- L'atout des armes nucléaires et le désarmement chinois

Parmi les cinq grandes puissances nucléaires, la Chine se singularise par un discours traditionnellement très offensif en matière du désarmement nucléaire et elle a une pratique divergente comme la poursuite des essais nucléaires, la modernisation technologique et le renforcement continu de l'arsenal.

Trois facteurs incitèrent Mao Zedong à prendre la décision de doter son pays des armes nucléaires. Premièrement, la perception d'une menace imminente au début des années 50, représentée par des confrontations en Corée et en Indochine et par le conflit avec le Taiwan. Les Etats-Unis cherchaient tous les prétextes pour attaquer le pays et renverser le régime communiste. Depuis 1950, la Chine s'était, par une alliance avec l'URSS, mise sous la protection du parapluie nucléaire soviétique. Mais Mao avait des doutes de la détermination réelle de l'URSS d'utiliser ses armes nucléaires pour protéger la Chine. Une troisième raison, l'arme nucléaire devait lui garantir la reconnaissance internationale de son statut de grande puissance.

A l'époque de Deng Xiaoping, la modernisation militaire constituait l'un de ses objectifs. Cette décision permit à la Chine de continuer à développer sa force nucléaire et de mettre l'accent sur la composante nucléaire dans sa défense nationale. Entre 1989-1998, le budget militaire officiel a doublé. En 1993, il atteignait un montant de 42,5 milliards de yens, ce qui constituait une augmentation de plus de 12%.<sup>47</sup> Après que la Chine ait été dotée de sa propre arme nucléaire, Mao avait déclaré que la Chine ne l'utiliserait jamais en premier, ni qu'elle ne menacerait de l'utiliser contre les zones dénucléarisées et les pays non nucléaires. Cette stratégie distinguait la Chine des autres puissances nucléaires parce qu'elle avait un objectif plutôt pacifique et ne contribuait pas à augmenter le chantage nucléaire. Ce raisonnement était contradictoire car la Chine a développé rapidement une stratégie de défense dans laquelle l'arme nucléaire jouait un rôle important. La Chine a appuyé cette stratégie sur le concept d'une forme de dissuasion du faible au fort et sur une dissuasion nucléaire minimale, fondée sur la menace de représailles et inspirée des stratégies nucléaires de la France et de la Grande Bretagne.<sup>48</sup>

<sup>47</sup> Jean de Goldfiem, "La Chine et le Désarmement après la fin de la Guerre Froide", *Arès*, vol. XIV, 1993, p. 81.

<sup>48</sup> E. Fouquoire-Billet, "La Politique Nucléaire en Chine", *Relations Internationales*, No: 68, Hiver 1991, p.385.

Il sera bon de noter que le discours officiel chinois en matière de désarmement nucléaire se distinguait clairement des discours des autres puissances nucléaires. Bien que les autres Etats, pour diverses raisons, se soient déclarés favorable à la réduction de l'armement nucléaire, les dirigeants chinois adoptèrent toujours une attitude plus radicale dans ce domaine. Pour la Chine, un désarmement nucléaire n'était possible que si les Etats-Unis et l'Union soviétique, en raison de la taille de leurs arsenaux, de leur rivalité et de leur rôle d'accélérateur dans la course aux armements, acceptent d'engager les premiers la réduction. En 1987, la Chine, constatant que les Etats-Unis et l'Union soviétique possédaient plus de 97% de l'arsenal nucléaire mondial, a affirmé que ces deux pays devaient réduire et détruire leurs armes dans de grandes proportions pour que les autres pays participent le désarmement nucléaire.<sup>49</sup> Pékin a expliqué que les super-puissances devaient amener leurs arsenaux au niveau de l'arsenal chinois pour que la Chine puisse participer aux négociations sur le désarmement nucléaire. Pour prouver sa volonté de maintenir la paix et son attachement au désarmement, la Chine a signé les traités établissant des zones dénucléarisées en Amérique Latine, dans le Pacifique et dans l'Antarctique en 1983.<sup>50</sup>

La volonté chinoise de réaliser un désarmement nucléaire ne provenait pas d'un sentiment altruiste, mais avait pour but d'améliorer l'influence du pays et sa position géostratégique. A l'époque, quand elle s'est doté de sa première arme nucléaire, les critiques internationales étaient déjà assez fortes et la Chine était perçue comme une menace pour le reste du monde. Le développement d'un discours de désarmement total devait lui conférer un avantage immense. Elle allait apparaître comme le défenseur du désarmement au regard de l'opinion publique internationale.

Pékin a adopté une attitude un peu particulière en ce qui concerne la prolifération nucléaire. Elle s'est déclarée d'abord favorable à l'extension de l'armement nucléaire, expliquant que l'acquisition de l'arme nucléaire par les autres pays pourrait constituer un élément de stabilité dans les relations internationales. Une prolifération réduirait l'influence des deux grandes puissances et mettrait fin au chantage nucléaire américain. Conformément à cette idée sur la prolifération, le gouvernement chinois a refusé de signer le Traité de non-prolifération (TNP) en 1968.<sup>51</sup> Il a déclaré que ce traité était

<sup>49</sup> Jean de Golfiem, op. cit., p. 85.

<sup>50</sup> Maurice Duval, "Enquête sur une énigme; l'arme nucléaire chinoise", *Défense Nationale*, No: 50, Octobre 1994, p. 103.

<sup>51</sup> Weixing Hu, "Nuclear non-proliferation", in Yong Deng et Fei Ling Wang (éd.), *In the Eyes of the Dragon*, Lanham, Rowman, 1999, p.120.

discriminatoire et favorable aux Etats-Unis et à l'URSS en préservant le monopole nucléaire des grandes puissances. Mais la véritable raison de ce refus était probablement la volonté de garder la possibilité de continuer à mettre en oeuvre son propre programme nucléaire.

Le 9 mars 1992, vingt-deux ans après l'entrée en vigueur du TNP, la Chine l'a signé.<sup>52</sup> Elle a été accusée, à plusieurs reprises au cours de ces dernières années, d'exporter du matériel non autorisé selon les normes internationales et d'apporter sa coopération aux programmes nucléaires militaires des Etats non-signataires du TNP, une coopération d'une ampleur considérable entre la Chine et le Pakistan ne faisait aucun doute. Elle a également entretenu des liens avec l'Iran, l'Irak et l'Algérie. Elle a vendu des missiles stratégiques à l'Arabie Saoudite et à la Syrie et possédait une large part de responsabilité dans le programme de la Corée du Nord.<sup>53</sup>

#### **Les raisons qui ont motivé ces exportations ???**

étaient multiples. Il s'agissait d'abord pour la Chine d'améliorer sa position stratégique et d'accroître son influence politique sur la scène internationale, surtout dans les pays du tiers monde. Mais c'était également une façon de démontrer son indépendance vis-à-vis de Washington et de Moscou. La coopération nucléaire a permis sans aucun doute à Pékin d'accéder à des informations sensibles en échange de son savoir-faire nucléaire. De plus, les exportations ont joué un rôle important dans le financement de la modernisation militaire. La politique chinoise se caractérise ainsi par une ambiguïté entre le discours officiel, favorable au désarmement total et mondial, et les actes accomplis dans ce domaine par les responsables chinois. Cette dualité de la politique nucléaire était liée à la faiblesse de l'arsenal militaire chinois par rapport à celui des Etats-Unis et de la Russie. A l'origine, son discours de désarmement a fait bénéficier le géant chinois, isolé dans les relations internationales, d'une image favorable. Elle a pu continuer à développer son propre arsenal nucléaire et en même temps apparaître comme le seul état revendiquant un désarmement total et global. L'absence de cohérence entre politique nucléaire effective et discours du désarmement apparaît cependant aujourd'hui au grand jour et pourrait contraindre la Chine à réviser son attitude.

---

<sup>52</sup> Chen Shinmin, "Les points de vue chinois sur la nature de la guerre nucléaire", **Relations Internationales et Stratégiques**, No: 24, Hiver 97, p. 89.

## DEUXIEME PARTIE - LES TENTATIVES CHINOISES EN VUE D'ETRE UN ACTEUR MONDIAL

### CHAPITRE PREMIER

#### LA STRATEGIE CHINOISE EN ASIE CENTRALE ET LE NATIONALISME DE LA MINORITE OUIGHOURE AU XINJIANG

La Chine ayant possédé divers ethnies dans ses territoires, combattait désormais avec les revendications territoriales au sein du pays. Le but de cette partie, est de montrer le séparatisme ouïghour au coeur de la Chine et, en soulignant l'importance économique du Xinjiang, et de comprendre pourquoi la Chine riposte fortement envers cette tentative séparatiste.

#### **Section 1- L'importance géostratégique de Xinjiang pour le continent chinois et le séparatisme ouïghour .**

Avec l'objectif de vingt postes-frontières en l'an 2000, la Chine réorganise sur sa frontière occidentale ses accès en Asie centrale et en Europe. Tout au long de ses 5.400 kilomètres: la stabilité de cette frontière, commune avec plusieurs pays (la Russie, la Mongolie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, l'Afghanistan, le Pakistan, l'Inde) était d'autant plus importante que l'enjeu principal en soit le Xinjiang, administrativement appelé Région autonome Ouïghour depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1955.(voir **carte no:2**)<sup>54</sup>

Le mot chinois "Xinjiang", a le sens de frontière au sens de nouveau territoire des confins. C'est un terme de contact avec le monde extérieur, mais aussi une voie de commerce vers les terres étrangères qu'il convient d'occuper économiquement et de contrôler militairement. Le Xinjiang était plus connu en Occident sous le nom de "Turkestan Oriental" c'est à la suite de la conquête russe que la partie occidentale de l'Asie Centrale fut administrativement dénommée Turkestan. Cette région a des limites naturelles, entouré par des chaînes de montagnes, il est divisé en deux bassins; le

<sup>53</sup> François Guilbert, "Une prolifération tous azimuts", *Politique Internationale*, No: 64, Été 94, p. 83.

<sup>54</sup> Claude Collin Delaraud, "Le Xinjiang", *Hérodote*, No: 84, 1997, p. 177.

Dzoungarie et le Tarim.<sup>55</sup> La position centrale de Xinjiang expliquait que les Chinois s'y intéressaient depuis deux mille ans. En effet, le Xinjiang actuel effleurait la Russie, jouxtait trois états ex-soviétiques tels que le Tadjikistan, le Kirghizstan et le Kazakhstan, et communiquait avec le Cachemire. Dans le système territorial chinois, il a d'abord servi à séparer la Mongolie du Tibet.

Dans ce contexte, le Xinjiang était une pièce maîtresse de la stratégie chinoise, à l'égard des nouvelles Républiques centro-asiatiques et de l'ensemble des Etats concernés par la région. Il est utilisé comme zone militaire, espace d'expérimentation nucléaire et territoire de relégation dans les camps de travail. Il représente aujourd'hui le maillon faible de l'intégrité territoriale de la Chine, les déclarations des autorités le laissent entendre dans leur insistance à dénoncer des volontés séparatistes.

Les révoltes qui agitaient régulièrement le Turkestan oriental étaient présentées comme des manifestations séparatistes. Dans le cas du Turkestan Oriental, l'appellation du Xinjiang, littéralement "nouvelle frontière", montrait le caractère expansionniste de la politique chinoise dans la région pour qu'on puisse admettre que ses habitants conçoivent leur pays comme occupé.

Dans les années 20, le Turkestan Oriental était dirigé par un gouverneur chinois qui menait une politique indépendante. La discrimination ethnique, l'oppression économique, l'arbitraire politique causaient dans la population ouïghour un mécontentement croissant. Les manifestations anti-han à l'époque avaient un caractère isolé et spontané, ce qui permettait à l'administration de Pékin de les gérer assez facilement.

Les années 30 ont été marquées par des nouvelles manifestations anti-chinoises, plus massives. Après une série de révoltes et un important soulèvement en 1931, le mouvement national de libération ouïghour aboutit à la création d'une République Islamique du Turkestan Oriental, proclamée le 12 novembre 1933.<sup>56</sup> Le pouvoir chinois aidé par l'Union soviétique a supprimé la République islamique du Turkestan Oriental et a publié la déclaration des neuf points où à côté de certaines concessions à la population locale, il était déclaré que le Xinjiang resterait un territoire chinois.

En 1944, avec l'aide de l'Union soviétique, une République du Turkestan Oriental est proclamée mais dès l'arrivée des communistes chinois en 1949, cette république est

---

<sup>55</sup> Ibid.

<sup>56</sup> Patrick de Saint-Exupéry, "Ouïghours : un combat perdu d'avance", *Politique Etrangère*, No: 75, Automne 1997, p. 417.

réunie à la Chine.<sup>57</sup> La formation en 1955 de la Région autonome ouïghoure du Xinjiang ne diminuait pas l'aspiration des Ouïghours pour l'indépendance totale. Les années 1956-59, marquées par la grande révolte du Tibet, sont passées par des troubles de même nature au Xinjiang. Les années de la révolution culturelle, particulièrement mal vécues au Xinjiang ont connu une série de troubles, les populations locales et surtout les Ouïghours cherchèrent par tous les moyens à quitter le territoire pour échapper aux difficultés et aux persécutions. En 1978, dans plusieurs districts de la région eurent lieu des manifestations armées de la population locale contre l'oppression du pouvoir chinois. En 1980, les discours des dirigeants chinois et la presse attiraient l'attention sur la nécessité d'apporter de l'aide aux peuples non-Hans dans la construction politique, économique et culturelle, de respecter leurs droits et intérêts, de régler les frictions entre les Hans et les non-Hans.<sup>58</sup>

Le caractère particulièrement explosif de la situation au début des années 90 a amené le gouvernement chinois à prendre des mesures concrètes. Une campagne de formation de cadre de toutes les nationalités du Xinjiang sur la politique nationale de la Chine est lancée parallèlement à un mouvement populaire pour le respect de l'unité nationale. Avec la censure qui s'abattit sur le Xinjiang à la suite de ces mesures, la situation paraît s'apaiser jusqu'à ce que l'agitation reprenne dans les universités. Non seulement au Xinjiang mais dans l'ensemble de la Chine, un mouvement démocratique s'amorçait surtout chez les étudiants. Dans ces années-là, se formèrent dans les universités plusieurs associations qui diffusaient des idées à la fois nationalistes et démocratiques.

En 1990, avec l'insurrection de Baren, le mouvement national ouïghour a abandonné l'aspect intellectuel, citoyen et non violent pour rénover avec la tradition des révoltes paysannes. La brutalité de la répression qui s'abattit sur les habitants de Baren a beaucoup choqué l'opinion publique et poussait vers l'action directe ceux qui préféraient précédemment les moyens démocratiques.<sup>59</sup> Les attentats à la bombe ont multiplié d'ailleurs à cette époque.

En 1996, la Chine a lancé une grande opération de lutte contre la criminalité qui se traduisit au Xinjiang par une campagne de perquisitions et d'arrestations. En fait, la vraie nature de cette opération était politique. La diaspora ouïghour est mise en circulation une résolution consistant en un programme pour le maintien de stabilité au Xinjiang. Cette résolution prévoyait des purges dans les instances gouvernementales, le contrôle dans les

<sup>57</sup> Ibid.

<sup>58</sup> Felix K. Chang, "China's Central Asian Power and Problems", *Orbis*, Été 1997, p. 407.

<sup>59</sup> Erhan Yarar, "Çin'in Batısı : Doğu Türkistan", *Avrasya Dosyası*, Vol 1, No 3, Automne 1999, p. 147.

activités religieuses, l'interdiction dans les échanges scolaires avec d'autres pays et l'usage des moyens de pression sur les états provoquant la diaspora.<sup>60</sup> Plusieurs milliers de personnes sont arrêtés et exécutés. D'autre part, l'imam de la mosquée de Kachgar, réputé par son loyalisme au régime communiste et président de l'association islamique du Xinjiang, a été victime d'une tentative d'assassinat.

Le mouvement populaire des *meshrep* commença en 1994.<sup>61</sup> Les *meshrep* étaient des réunions dans les villages, composés de 30 à 40 personnes qui venaient discuter de la défense de la culture et des traditions nationales. Le mouvement eu beaucoup de succès et se répandit dans toute la région autonome. En 1997, à Kulja, durant le Ramadan, les policiers chinois ont estimé que certains "iftar" ressemblaient trop à ces *meshrep* interdits et ont voulu les empêcher. Ils arrêtèrent de nouveau les leaders des *meshreps*.<sup>62</sup> Il y a eu des résistances, des morts. La répression était difficile et la réaction à la répression n'était pas moindre car elle passait par le terrorisme. Le Xinjiang est entré dans une période où la Chine devait montrer ses capacités à s'ouvrir à l'économie libérale à un rythme marqué tout en gardant le contrôle politique de sa population et la gestion exclusive de territoires. Donc, comme en l'Asie centrale, le destin du Xinjiang dépendait de celui du colonisateur, dont la Chine.

## **Section 2- Les différentes dimensions de l'intégration du Xinjiang dans le pays chinois**

### **A – Le rôle des facteurs ethniques**

Au Xinjiang comme dans d'autres régions excentrées de l'empire, de nombreuses et fortes tendances de séparatisme régional, social et politique, ont survécu jusqu'à une époque récente sous l'apparente assimilation politique. C'est au Xinjiang que cette assimilation se révélait pendant longtemps la plus fragile. L'histoire a favorisé les relations des populations locales, presque exclusivement non-chinoises jusqu'au début du XX<sup>ème</sup> siècle, avec les cultures d'Asie centrale et occidentale, turque, persane et intégrées dans l'Islam. La religion musulmane et l'organisation sociale qu'elle impliquait régnaient sur la vie des oasis, en particulier dans le Xinjiang sud.

<sup>60</sup> F.K. Chang, op. cit., p. 409.

<sup>61</sup> J. B. Naudet, "Quand la Chine écrasa la révolte des Ouïghours du Xinjiang", *Le Monde*, le 23 mai 97, p. 5.

Les communistes se sont confrontés à la question de la religion dominante à l'Islam. Son importance au Xinjiang n'était plus à découvrir. Depuis longtemps, les autorités chinoises avaient eu le loisir d'en mesurer la capacité de mobilisation et de contestation. Pour les différentes oasis, l'Islam était un facteur d'intégration politique et sociale, rival du pouvoir chinois quand elle ne devenait pas une force d'opposition.

Dans l'histoire récente, l'Islam avait servi de moteur à une résistance aux dominations russe ou chinoise. Les affaires religieuses étaient au cœur des préoccupations du pouvoir chinois, mais l'Islam ne constituait pas un dénominateur commun, unificateur et mobilisateur des nationalités de confession musulmane contre la population han et l'autorité chinoise. Les différenciations entre les nationalités se maintenaient et parfois se renforçaient.

L'éclatement de l'URSS et l'autonomisation des républiques en Asie centrale ont accentué ce phénomène. Les Kazakhs, les Tadjiks ou les Kirghizes du Xinjiang trouvèrent chacun des nouvelles références identitaires au Kazakhstan, au Tadjikistan et au Kirghizistan, ce qui a renforcé les différenciations traditionnelles entre minoritaires du côté chinois.

En effet, les séparatistes ouïghours ne cachent pas leur hostilité contre les Hui (Chinois musulmans) très attachés à leur pratique religieuse, mais sans revendications séparatistes<sup>63</sup>. La faiblesse de la présence chinoise, de la population han a constitué une autre raison de vulnérabilité du pouvoir central. Les premières grandes implantations de colons venus de l'Est chinois dans le Xinjiang datent de la fin du XXIII<sup>ème</sup> siècle, en particulier sous la forme de colonies militaires et de colonies civiles.<sup>64</sup> Dès cette époque, le contrôle chinois a été renforcé et il a été confirmé au fil des décennies ainsi les nationalités non-han puissent imposer leur force grâce à leur mobilité et à leur démographie.

La présence han s'est étendue par la suite aux autres agglomérations, accompagnant les activités politico-administratives. Elle se développait très lentement avec l'industrialisation naissante, notamment dans les zones d'exploitation pétrolière. Les arrivées de Han se multiplièrent depuis 1949 en raison de la forte augmentation démographique dans l'ensemble de la Chine. Les quatre territoires de l'Ouest (le Xinjiang, le Gansu, le Qinghai, le Tibet) devaient pouvoir absorber plus de 100 millions de

---

<sup>62</sup> Yasemin Melet, "China's political and Economic relations with Kazakhstan and Kirgizistan", *Central Asia Survey*, vol: 17, No 2, Juin 1998, p. 245.

<sup>63</sup> Patrick de Saint-Exupéry, *op. cit.*, p. 419.

personnes venues des puissances orientales.<sup>65</sup> Cette mesure stratégique aurait pour effet de développer les forces productives d'une manière plus équilibrée et rationnelle et de renforcer la défense nationale.

Années	TOTAL	OUIGHOURS	HAN	KAZAKS	HUI
1949 (MILLION)	4,33	3,29	0,29	0,44	0,12
%	100	75,95	6,71	10,24	2,83
1953 (MILLION)	4,78	3,61	0,33	0,51	0,13
%	100	75,42	6,94	10,59	2,8
1964 (MILLION)	7,44	4,02	2,45	0,5	0,27
%	100	54,03	32,86	6,74	3,64
1982 (MILLION)	13,16	5,99	5,32	0,91	0,58
%	100	45,5	40,45	6,94	4,37
1990 (MILLION)	15,16	7,19	5,7	1,11	0,68
%	100	47,45	37,58	7,3	4,51
1997 (MILLION)	17,18	8,02	6,6	1,27	0,77
%	100	46,68	38,42	7,4	4,49

**Tableau (1) : Les changements dans le poids démographique des nationalités au Xinjiang<sup>66</sup>**

Officiellement, les Hans étaient encore minoritaires au Xinjiang (environ 36%) et les ouighours étaient les plus nombreux (41%) pour une population totale de 16 millions d'habitants en 1997.<sup>67</sup> L'écart entre les données officielles et celles qui pouvaient être recueillies localement traduisait le flou entourant la question démographique.

<sup>64</sup> Melet, op. cit., p. 246.

<sup>65</sup> Ibid.

<sup>66</sup> Colin Mackerras, "Xinjiang at the turn of the century: the causes of separatism", *Central Asian Survey*, Vol. 3, No. 20, 2001, p. 293. Pour plus de détails, voir la carte no.3 dans l'annexe.

<sup>67</sup> Witt Raczka, "Xinjiang and its Central Asian borderlands", *Central Asian Survey*, No: 17, 1998, p. 396.

Nationalités	Population (fin-1997)	Recensement de 1990	Différence par rapport aux données de 1990-97 (%)	Augmentation par an 1990-1997 (%)
Ouïgours	8.020.040	7.194.675	11,47	1,53
Han	6.601.297	5.695.626	15,9	2,12
Kazakhs	1.270.783	1.106.989	14,8	1,97
Hui	770.580	681.527	13,07	1,74
Kirghiz	162.670	139.781	16,37	2,18
Mongoliens	157.540	137.740	14,37	1,92
Tadjiks	39.030	33.512	16,47	2,2
Xibes	39.030	33.082	17,98	2,4
Manchous	20.600	18.403	11,94	1,59
Ouzbeks	13.530	14.456	6,41	0,85
Russes	9.200	8.082	13,83	1,84
Daur	6.300	5.398	16,71	2,23
Tatars	4.600	4.821	4,58	0,61
Autres	65.600	81.686	19,56	2,61
<b>Total</b>	<b>17.180.800</b>	<b>15.155.778</b>	<b>13,36</b>	<b>1,78</b>

**Tableau (2) : La population du Xinjiang divisée en groupes ethniques<sup>68</sup>  
(Aussi voir carte no:3)<sup>69</sup>**

L'attribution du statut de région autonome avait été précédée de la création du corps de production et de construction de Xinjiang ou Bing-tuan.<sup>70</sup> L'ouverture de la voie ferrée jusqu'à Urumchi a permis des transferts de population plus massifs et le désenclavement du Xinjiang tourné surtout vers l'URSS. La rivalité sino-soviétique, la fermeture des frontières ont permis d'éliminer l'influence soviétique, de rompre des liens

<sup>68</sup> C. Mackerras, op. cit., p. 292.

<sup>69</sup> Delaraud, op.cit., p.188.

<sup>70</sup> Bing Tuan : Unité paramilitaire dans la tradition des troupes nationalistes de la région.

inter-éthniques et d'accélérer la sinisation du Xinjiang. Pour renforcer la sécurité, les minoritaires (Kazakhs, Ouïghours) qui peuplaient les zones frontalières, furent déplacés et remplacés par des unités (de Han et de Hui).<sup>71</sup>

A l'intérieur du Xinjiang les écarts se creusèrent, les zones les plus arriérées étant pour la plupart peuplées d'ethnies non-han. Les plus instables étaient celles qui étaient restées à l'écart du développement économique et celles où les rivalités économiques inter-éthniques s'étaient renforcées. Au sein d'une même nationalité, les clivages se sont accentués entre populations urbaines entraînées par les transformations politiques et économiques et populations rurales maintenues dans leur cadre traditionnel.

L'atomisation de la société de la région, qui a facilité l'expansion du pouvoir chinois fait oublier le refuge de valeur traditionnelle de minorités. Ainsi, la partie rurale de l'est, du sud de la région, peuplée majoritairement d'Ouïghours, étaient parmi les plus délaissées économiquement et les plus hostiles aux autorités politiques. Les inégalités économiques étaient d'autant plus sensibles qu'elles s'accompagnaient d'un accroissement de la population Han, laquelle semblait bénéficier de conditions économiques et sociales relativement meilleures.

Une politique d'information et de recrutement de personnel qualifié a contribué à favoriser l'arrivée de personnel han venant de l'intérieur des cadres expérimentés alors que les Ouïghours déploraient l'insuffisance du nombre des cadres techniques formés parmi les minorités. La politique démographique mal ressentie par les nationalités locales qu'elle s'accompagnait de mesures de contrôle des naissances imposées par un pouvoir central lointain. Le gouvernement chinois était déterminé à poursuivre la politique donnant la priorité à la mise en valeur du Xinjiang. Le développement économique était une des clés de la stabilité et de la sécurité du Xinjiang. La politique des nationalités montrait de plus en plus son caractère inégal dans la région, mais le gouvernement chinois souligne que redresser de cette situation serait difficile et prendrait du temps. Les autorités espéraient que l'industrialisation pouvait intégrer les différentes nationalités en une large base sur laquelle pouvait s'épanouir une structure sociale plus prospère.

## **B - La valeur économique de la région pour le continent chinois**

---

<sup>71</sup> W. Raczka, op. cit., p. 398.

Les effets de la politique d'ouverture et de développement économique ont tardé à se faire sentir au Xinjiang. Jusqu'en 1991, malgré une nette amélioration des rapports entre la Chine et l'URSS, les échanges entre les deux Etats demeuraient limités. L'éclatement de l'Union soviétique et la politique de coopération lancée par la Chine avec les nouvelles Républiques centro-asiatiques ont permis une réelle ouverture du Xinjiang, donnant une nouvelle impulsion au développement. En même temps, le Xinjiang devenait le tremplin politique et économique de la Chine vers son voisinage centre-asiatique.

Dans la structure industrielle du Xinjiang, la place principale était occupée par trois grandes branches: l'industrie pétrolière, l'industrie légère et l'industrie textile. Ces branches représentaient la source principale d'entrées de devises, elles jouaient un rôle important dans le domaine financier et produisaient plus de la moitié du PIB du Xinjiang. De plus, c'est en fonction d'elles que s'élaborait la stratégie de développement économique de la région, non seulement dans le cadre du nord-ouest de la Chine, mais aussi dans toute la région centrasiatique. En effet, quand les pays voisins, membres de la communauté des Etats indépendants sont entrés dans l'orbite de la politique extérieure économique de la Chine, un nouveau modèle de la zone économique dans laquelle le Xinjiang occupait une position centrale a été créé.

L'industrie pétrolière occupe la première place dans la production brute bien que son poids spécifique dans le volume général de la production ait diminué au cours de ces dix dernières années de 22,9% à 21,5%.<sup>72</sup> Le secteur de l'énergie et du combustible du Xinjiang est la branche la plus importante de l'économie. Il comprend l'industrie du pétrole, du charbon, de l'énergie électrique et il sert de base à tout le complexe de l'économie nationale. L'industrie du pétrole constitue une place particulière, car la région est le site le plus important d'exploitation du pétrole et du gaz dans la Chine. Les bassins du Tarim, de Dzungarie, de Tourfan forment des régions de pétrole et de gaz. Les estimations sur le volume de réserves en pétrole du Xinjiang sont variées et parfois contradictoires. Selon des sources chinoises, il pourrait y avoir plus de 10 millions de tonnes seulement dans le bassin de Tarim.<sup>73</sup>

Les chercheurs qui travaillent dans l'espace post-soviétique, en particulier au Kazakhstan et au Kirghizstan, estiment 20 ou 30 milliards de tonnes de barils pour les ressources pétrolières que l'on pouvait exploiter dans les décennies à venir dans le

<sup>72</sup> James P. Dorian, Brett Wigdortz, Dru Gladney, "Central Asia and Xinjiang, China: emerging energy, economic and ethnic relations", *Central Asian Survey*, No: 16, 1997, p. 470.

<sup>73</sup> Mehmet Ögütçü, *Geleceğimiz Asya'da mı?*, İstanbul, Milliyet Yayınları, 1999, p. 358.

Xinjiang.<sup>74</sup> Pour l'ensemble de ces gisements, les scientifiques soulignent que les principales couches pétrolières sont à un faible profondeur, ce qui facilite grandement l'extorsion du pétrole. De plus, celui-ci serait d'une très bonne qualité. Le pétrole sortant du puits n'avait pas besoin d'être raffiné. Après passage dans une usine de surface, il pouvait être immédiatement utilisé.<sup>75</sup>

Le bassin du Tarim est une zone de faible implantation chinoise où le pourcentage de population autochtone est élevé. C'est dans cette région que les dispositions séparatistes sont les plus fortes. Malgré les perspectives en matière d'exploitation pétrolière, cette insécurité potentielle décourage l'investissement de l'Etat. D'autre part, l'installation d'un centre pétrolier est presque perçue par la population locale comme l'annonce d'une arrivée massive de colons. Une voie de chemin de fer est en construction qui doit relier Tourfan à Kasghar en vue du transport de pétrole de Kasghar vers l'Est. Le pétrole du Xinjiang occupe une place stratégique dans la production pétrolière chinoise. Selon les chercheurs chinois, les ressources en pétrole dans l'ensemble du pays ne sont pas aussi importantes. Les gisements de pétrole sont concentrés au Nord-Est et au nord de la Chine (dans la région maritime et au Xinjiang). Les grands gisements du nord-est ont commencé à décliner.<sup>76</sup> Le plus grand potentiel de ressources est concentré au Xinjiang qui représente un énorme réservoir. D'après les statistiques, les réserves du Xinjiang représentent presque les 80% des réserves chinoises.<sup>77</sup> C'est pourquoi toute l'infrastructure existante est destinée à transporter le pétrole vers l'Est. l'enclavement du territoire de la région limite les possibilités d'exportation du pétrole vers la Chine intérieure. De là, le pétrole est transporté par oléoduc et aussi en grande partie par chemin de fer.<sup>78</sup> Mais le problème de transport continue de se poser pour l'exploitation des nouveaux champs pétrolifères, par exemple ceux du Tarim et de la région de Kasghar. D'importants investissements en matière d'infrastructures de transport sont nécessaires.

En 1991, la signature d'un accord entre les compagnies nationales chinoises et japonaises pour l'exploration des champs de 30.000 km<sup>2</sup> dans le bassin du Tarim a donné le coup d'envoi à la prospection internationale dans la région. En 1993, le gouvernement chinois a lancé un appel d'offres aux investisseurs occidentaux en déclarant ouverts aux

---

<sup>74</sup> Ibid.

<sup>75</sup> Hamid Khamraev, "Géopolitique du pétrole", *CEMOTI*, No: 25, 1998, p. 141.

<sup>76</sup> Mehmet Ögütçü, "China's Economic Security and Evolving Energy Links with Major Producing Regions", *Review of Institute of Asian Studies*, Novembre 1997, p. 314.

<sup>77</sup> Ibid.

<sup>78</sup> Dru Gladney, *op. cit.*, p. 471.

compagnies étrangères les champs pétrolifères du bassin du Tarim.<sup>79</sup> Avec cette implication croissante des intérêts étrangers, la géopolitique du pétrole ne se conçoit plus seulement à l'échelle de la Chine. Dès lorsque le pétrole du Xinjiang n'est plus une affaire exclusivement russo-chinoise, il faut l'inscrire dans l'économie pétrolière mondiale et pour cela des choix stratégiques.

### **Section 3-La considération du Xinjiang dans la politique étrangère chinoise**

#### **A - Le Xinjiang au centre d'un faisceau de relations internationales**

La Chine occupe une position intermédiaire entre les républiques centro-asiatiques notamment le Kazakhstan, pays pétrolier, et les pays du sud-est asiatique en développement rapide. Ces nouveaux pays industrialisés seront dans un proche avenir les plus gros demandeurs de ressources énergétiques. Donc, la Chine dont les réserves commencent à s'épuiser, a besoin de diversifier ses approvisionnements. Aussi la compagnie chinoise des pétroles prend des parts dans l'exploitation des champs pétrolifères kazakhs sur la Mer Caspienne. Le gouvernement chinois a obtenu la licence d'exportation sur le plus grand gisement de pétrole du Kazakhstan devant les sociétés occidentales.

Dès la visite du président du Kazakhstan en Chine en 1995, l'idée d'un contrat sur un oléoduc entre Tengouze et le port chinois de Linoyung avait été mise à l'ordre du jour. L'accord de 1997 prévoyait la construction d'un pipeline de 3.000 km coupant le Kazakhstan de l'Ouest vers l'Est, traversant ensuite le Xinjiang, cet oléoduc relierait les régions pétrolières du Kazakhstan aux ports orientaux chinois, ménageant la possibilité d'exporter le pétrole kazakh vers le Japon et les pays de l'Asie du Sud-Est ; c'est pourquoi, le Japon s'intéresse également au pétrole du Xinjiang et prépare un projet de Route de la Soie du XXIème siècle, prévoyant un oléoduc reliant l'Asie centrale à l'Océan, afin d'acheminer le pétrole des républiques centro-asiatiques et du Xinjiang vers les ports d'Extrême-Orient.

Lors de la visite de Benazir Butto Premier ministre pakistanais à Tachkent en 1995, de nombreux contrats commerciaux furent signés entre l'Ouzbékistan et le Pakistan pour augmenter le volume et la facilité des échanges. Ceux-ci souffrent pour l'instant de

<sup>79</sup> Carl Goldstein, "Western China Opened for Foreign Prospectors", *Far Eastern Economic Review*, Vol 4,

l'absence de voie de communication entre les deux zones. La route de Karakoram qui joint le Xinjiang au Pakistan n'est pas reliée au réseau des routes qui vont vers l'Ouzbékistan. Là encore, une route et un chemin de fer s'avèrent nécessaires et le seul itinéraire possible passe par Kashgar. Il pourra également être utilisé pour le pétrole, dans les cadres d'échanges triangulaires qui vont se développer dans un proche avenir entre les trois pays.<sup>80</sup>

Donc nous voyons qu'au centre de ces intérêts, le Xinjiang prend une valeur nouvelle, non seulement aux yeux de la Chine, mais à ceux des autres acteurs régionaux ou internationaux. Il est possible d'interpréter souvent la montée de la tension et le redoublement des troubles comme une des premières conséquences de cette internationalisation des enjeux au Xinjiang.

### **B - L'importance de la stabilité intérieure du Xinjiang pour la Chine**

Une constante de l'histoire chinoise dans ces régions est de rechercher une position d'appui plus éloignée qui pourra renforcer la sécurité intérieure au Xinjiang. Quand la rivalité avec l'Union soviétique faisait de l'Asie centrale comme une zone de tension, le gouvernement chinois s'assurait de ses liens avec l'Iran et le monde arabe. Depuis l'éclatement de l'URSS et l'apparition des républiques d'Asie centrale, la diplomatie chinoise s'est efforcée, avec un certain succès, de développer de bonnes relations avec ces républiques et avec la Russie. La politique chinoise de sécurité est passée, depuis le milieu des années 80 d'une position de défense linéaire de grande muraille à une politique d'alliance et d'échanges.

Le contrôle de la frontière en profondeur repose, du côté chinois, sur un dispositif classique combinant les forces frontalières, la police, les unités de l'armée, des milices et les unités du corps de production. Dans les zones de plaine, des fermes d'Etat qui sont des unités du corps couvrent les terrains et constituent un véritable cordon de sécurité sur la frontière. Depuis le milieu des années 80, la nouvelle doctrine stratégique chinoise retient l'hypothèse de conflits limités sur les frontières, à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Le Xinjiang et les frontières occidentales figurent parmi les théâtres d'opérations les plus vraisemblables. Une série d'accords entre la Chine et les quatre Etats limitrophes; la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan, sont venus garantir la sécurité sur

la frontière du Xinjiang. Le plus important a été signé le 24 avril 1996 et porte sur la réduction des forces et sur des mesures de confiance de la frontière commune.<sup>81</sup> D'autres accords portent sur les relations bilatérales et mentionnent la non-ingérence dans les affaires intérieures, ce qui implique l'interdiction d'activités hostiles par des séparatistes réfugiés dans ces pays. Les services de sécurité intérieure coopèrent pour la lutte contre la drogue et les trafics d'armes. (voir carte no:4)<sup>82</sup>

Dé même, la Chine et le Kazakhstan avaient entamé des négociations pour permettre le départ de Kazakhs du Xinjiang qui souhaiteraient s'installer au Kazakhstan. De tels mouvements de population, même sur une base volontaire, n'iraient pas sans poser de difficultés au pays d'accueil. Ils pourraient néanmoins contribuer à réduire les tensions inter-éthniques du côté chinois. Au niveau centre-asiatique, les politiques chinoises et russes doivent s'accommoder de leurs divergences d'intérêts à long terme comme de leurs plus immédiats et communs soucis de stabilité régionale. La progression du fondamentalisme musulman en Afghanistan et la guerre civile au Tadjikistan concernant tout autant la Chine et la Russie.

La stabilisation de la frontière s'accompagne, pour la Chine, du développement des liens privilégiés avec la Russie et les Républiques centro-asiatiques. Elle est, de plus, confirmée par la consolidation des alliances traditionnelles avec l'Iran et le Pakistan, ainsi que par des relations normalisées avec l'Inde. Elle ne semble pas, pour l'instant, véritablement menacée par le développement d'un mouvement nationaliste ou islamique. En l'absence d'un quelconque espace d'expression politique, les affirmations d'ordre identitaire ou islamique sont les seules auxquelles les populations locales non-han puissent se référer symboliquement un réel mouvement d'opposition risqua de ne se manifester que sous une forme dispersée ou géographiquement limitée. Les Ouïghours n'ont toujours pas de véritables alternatives dépourvus de l'appui extérieur. L'indépendance du Xinjiang n'est pas à l'ordre du jour, ni chez les voisins, ni pour l'occident, ni à l'ONU.

---

<sup>80</sup> Jyotsa Saksena, "Une pomme de discorde avec le Pakistan, le Cachemire.", *Le Monde Diplomatique*, Juillet 1997, p. 18.

<sup>81</sup> Michael D. Swain-Ashley J. Tellis, *Interpreting China's Grand Strategy*, Londres, RAND, 2000, p. 131.

<sup>82</sup> UNITED NATIONS, Map No:3763, Rev.4, Octobre 1998

**DEUXIEME CHAPITRE**  
**LES RELATIONS DE LA CHINE POPULAIRE AVEC LES RÉPUBLIQUES**  
**CENTRO-ASIATIQUES**

Pékin considère en effet l'Asie centrale avant tout comme un marché à s'ouvrir. En Asie centrale, comme ailleurs, la Chine populaire entend être reconnue comme un acteur majeur. L'absence relative de la domination russe aide Pékin pour en vue d'augmenter sa sphère d'influence dans la région. Dans cette partie du travail, les politiques des Républiques centro-asiatiques envers la Russie et leurs recherches d'alternatives ainsi que leur rapprochement vers Pékin seront les points à traiter.

**Section 1 - Les attitudes des républiques de l'Asie centrale envers la Russie et leurs recherches d'alternatives**

Les cinq nouvelles républiques centro-asiatiques se trouvent depuis la proclamation de leur indépendance en 1991, face à un certain nombre de contraintes. La première est la nécessité de s'inventer un horizon géopolitique, lequel n'est pas une donnée, faute d'un enracinement de ces nouveaux pays dans l'histoire. La dépendance ou plutôt cette position de périphérie par rapport en Russie, exacerbée par la planification soviétique et l'enclavement territorial a été la deuxième contrainte stratégique commune à toutes les Républiques centro-asiatiques.

Le trait commun à toutes les Républiques centro-asiatiques est l'affirmation d'un nationalisme ethnique. Cependant, ce nationalisme ethnique est, du moins pour le moment, à usage interne. Il n'y aucune revendication sur les territoires d'un autre Etat peuplé par une même ethnie, ni de demande de rectifications même mineures de frontière souvent aberrantes. Le gouvernement russe a clairement affirmé, depuis 1993<sup>83</sup>, sa volonté d'imposer le concept d'un espace de sécurité, correspondant aux anciennes frontières de l'URSS. Du fait que l'essentiel de la puissance militaire est aux mains de Moscou, on ne parler d'espace de coopération, mais d'espace néo-impérial, d'autant que la coopération économique ne suit pas.

---

<sup>83</sup> Armağan Kuloğlu, "Rusya'nın Yeni politikaları ve Türkiye", *Stratejik Analiz*, Vol 2, No 13, Mai 2001, p.65.

La Russie a utilisé la dépendance comme moyen de pression (coupures des oléoducs et des gazoducs) et non comme un point de départ pour reconstruire un espace économique cohérent. Les demandes russes à l'égard des Républiques centro-asiatiques portant donc sur trois points, qui visent tous à légitimer la création d'un espace non-impérial fondé avant tout sur la puissance militaire: la présence des gardes-frontières russes aux frontières extérieures, les bases militaires russes dans chaque république, les accords communs de défense. Sur cette question des relations avec la Russie, les Républiques centro-asiatiques se divergent. Menant une politique avant tout nationaliste, l'Ouzbékistan et le Turkménistan ont été soucieux de se démarquer de la Russie et de trouver des soutiens extérieurs.

Ils ont refusé systématiquement de signer tous les accords militaires dans les propositions de coopération avec Moscou. Les deux pays cherchent à diversifier leur cadre de formation. Le Turkménistan privilégie les accords avec la Turquie, alors que l'Ouzbékistan a signé des accords avec les Etats-Unis. L'Ouzbékistan, dont les relations avec la Turquie et l'Iran sont froides depuis 1994, cherche un contre-poids en Russie dans une coopération directe avec les Etats-Unis.

Tout en ayant un discours plus modéré envers Moscou, Achkabad a sans doute poursuivi une politique encore plus radicale à l'égard de la CEI. Le président turkmène pratique la politique de la chaise vide dans toutes les rencontres collectives et n'accepte de traiter avec Moscou que dans un cadre bilatéral et en dehors de toute nouvelle perspective de confédération.

Le Tadjikistan est un cas à part, environ 25.000 soldats russes<sup>84</sup>, sont présents dans le pays et gardent la frontière avec l'Afghanistan où il y a des tensions accrues. En fait, la Russie utilisa le conflit tadjik pour maintenir sur le terrain d'Asie centrale une présence militaire qui s'effiloche dans tous les autres pays. L'annonce d'un accord entre le gouvernement de Douchanbe et l'opposition islamique en 1996, était l'indice d'un changement d'attitude de la Russie, pour qui la prolongation du conflit tadjik est devenue plus un fardeau qu'un atout. Les intérêts de Moscou divergent de plus en plus de ceux du Turkménistan, qui souhaite construire avec des capitaux américains, un gazoduc allant vers le Pakistan au travers des zones contrôlées par les Talibans, et de ceux de l'Ouzbékistan, qui ne fait pas un mystère de son souhait de voir l'influence russe diminuer à son profit au Tadjikistan.

---

<sup>84</sup> Mustafa Kibaroglu, "Rusya'nın Yeni Ulusal Güvenlik konsepti ve Askeri Doktrini", *Avrasya Dosyası*, Vol 6, No 4, Hiver 2001, p. 99.

Le Kazakhstan, en revanche, a signé tous les accords militaires demandés par Moscou, mais refusa absolument la double nationalité, ce qui serait effectivement la fin de l'indépendance. La capitale Almaty, située dans le sud kazakh, fut déplacée au nord, à Astana pour bien marquer la volonté de conserver la structure d'un Etat unitaire.<sup>85</sup>

Le Kirghizstan s'échappait au dilemme des relations avec la Russie. Il ne présentait pas d'intérêt stratégique, sa frontière avec la Chine étant de toute façon difficile à franchir. Le pays s'efforçait de coller en Russie et au Kazakhstan, avec qui il est très proche sur le plan de la langue et dont il dépend pour ses échanges économiques. Le gouvernement kirghiz a signé les accords militaires du sommet de la CEI de 1995 qui prévoyaient une intégration des forces armées des Etats signataires. Rien n'indique que l'on va vers l'émergence de nouveau blocs régionaux à connotation idéologique panturquiste ou pan islamiste.

Certes la Turquie a fait une percée dans des domaines très spécifiques: consultance, informatique, construction, produits de consommation courante. Mais il suffit de noter qu'en 1995, le programme d'assistance turc pour l'Ouzbékistan était de 1.9 millions de dollars contre les 19 millions de dollars<sup>86</sup> accordés par l'Union européenne. Surtout, la Turquie est restée tardive dans ses initiatives d'être l'intermédiaire obligé entre les républiques centro-asiatiques et les pays occidentaux. Après une phase d'attente, les Etats-Unis ont fait une percée directe et massive dans la région entre la Caspienne et le lac Balkhach.

Tout au long des années 90, la politique russe envers l'Asie centrale était incohérente: l'abandon virtuel, une intégration fumiste et une compétition géopolitique étaient ses principales caractéristiques.<sup>87</sup> Dans les années 90, la politique étrangère de l'état russe était à la disposition des intérêts économiques du pays. Elle a essayé de créer des conditions favorables au développement de l'économie nationale et l'assurance de la sécurité économique. Sur ce point là, il a fallu réduire l'influence unilatérale de la sécurité nationale par des aspects politico-militaires et écarter les considérations idéologiques présentées comme les sources primaires d'une politique étrangère expansionniste. Dans l'approche russe à l'égard de l'espace post-soviétique, il est apparent que Moscou poursuit implicitement une politique de créer des troubles, notamment en Transcaucasie, en

<sup>85</sup> Andrew Kuchins, "The Emerging Sino-Russian strategic partnership and Eurasian security", *Stanford University Publ.*, Octobre 1997, Memo No:11. p. 2.

<sup>86</sup> Nadir Özbek, "Rus dış politikasında Yönelimler ve Türk Cumhuriyetleri", *Avrasya Dosyası*, Vol 3, No 4, Hiver 1996, p.113.

encourageant les minorités locales à chercher l'autodétermination vis-à-vis des Etats de la région. Dans ce cas là, ces Etats de la région qui se sentent menacés à cause de ces troubles, ont cherché secours auprès de la Russie, car ils n'avaient pas de capacités militaires afin de réprimer les activités des minorités révoltées.

Les Etats du Caucase et d'Asie centrale constituent pour la Russie un sous-ensemble régional où le vide stratégique doit être comblé. La Russie doit prendre en compte le nouveau rôle que la Turquie ou la Chine cherchaient à y jouer en déployant une diplomatie active. Elle ne peut pas se faire évincer par les autres Etats du règlement des conflits qui agitent la région.<sup>88</sup>

Sous la présidence de Vladimir Poutine, la politique étrangère russe envers l'Asie centrale devient plus consolidée. Deux caractéristiques importantes ont vu le jour. La première était la poursuite des opportunités économiques notamment dans le secteur du pétrole et de l'énergie. Le second point de la politique russe était le soutien de la stabilité régionale par les états tampon. Autrement dit, le Tadjikistan a représenté la position de l'avant de la Russie, le Kirghizstan était le flanc et le Kazakhstan avait toujours d'une importance vitale pour la Russie. Moscou voulait maintenir ces états sous la sphère d'influence russe en vue de minimiser, dans la mesure du possible, l'influence externe dans la région. Par conséquent, Moscou a essayé de lier l'Asie centrale à elle-même par les projets de coopération économique. Un pas a été fait dans la voie de l'intégration économique avec la création d'une union douanière le 6 janvier 1995, entre la Russie et la Biélorussie, rejointe plus tard par le Kazakhstan.<sup>89</sup>

Lors du XX<sup>ième</sup> sommet des chefs d'Etats membres de la CEI en 1995, trois autres Etats, l'Ouzbékistan, le Kirghizstan et le Tadjikistan, ont fait acte de candidature à l'Union douanière. Cette union a été nommée à un niveau supérieur, en octobre 2000, qui est la « Communauté Economique Eurasiatique ».<sup>90</sup> De même, d'autres constructions régionales peuvent être envisagées. La matérialisation de projets régionaux d'intégration économique entre les Républiques centro-asiatiques pourrait dans l'avenir donner naissance à une vision commune de l'espace géographique. Une zone économique commune, baptisée en juillet 1998, l'Union Economique de l'Asie centrale (UEA), a été fondée le 10 janvier

<sup>87</sup> Dimitri Trenin, "Central Asia's stability and Russia's Security", *Carnegie Moscow Center Papers*, Novembre 2000, Memo No: 168.

<sup>88</sup> Ertan Efeğil, "An Essay of the Russian Foreign Policy Toward the Central Asia", *Dış Politika Enstitüsü Dergisi*, Vol. 26, Novembre 2001, p. 5.

<sup>89</sup> Trenin, *op. cit.*, p. 9.

<sup>90</sup> Suante E. Cornell, "Geopolitics and Strategic Allignments in the Caucasus and Central Asia", *Perceptions*, Juillet-Août 1999, Vol 4, No: 2, p. 4.

1994 par le Kazakhstan et l'Ouzbékistan. Le Kirghizstan a adhéré à cet accord le 16 janvier 1994. Le Tadjikistan a obtenu le statut d'observateur en août 1995 et il est devenu membre en mars 1998. La Russie a bénéficié du statut d'observateurs depuis 1996.<sup>91</sup> Si la perspective d'une intégration économique paraît souhaitable, la volonté politique des Républiques centro-asiatiques ne s'est pas encore clairement manifestée. Pour chaque république de la zone, la construction d'une identité régionale et d'un Etat, l'intégration interne du pays et la consolidation de l'indépendance apparaissent davantage comme des objectifs prioritaires. La gestion de l'intégration économique passa au second plan devant ces priorités.

Mais il ne faut pas nier que dans les années qui suivent l'effondrement de l'URSS, alors que les pays d'Asie centrale sont encore pour la Russie des partenaires de bonne compagnie, Moscou leur prête peu d'attentions. La Russie a perçu ses liens avec cette région comme un fardeau qui risquait de freiner sa marche vers l'Occident. Le déclin de la Russie dans cette région était précipité par l'attention qu'elle a continué à porter au facteur militaire au détriment de l'économie nationale. Moscou a cherché à obtenir de ses partenaires le maintien de bases militaires sur leur territoire et la signature d'accords de défense lui permettant entre autres de stationner ses gardes frontières. Elle se montre en revanche peu préoccupée de transformer les dépendances économiques existantes en rapports cohérents. Dans le domaine économique et commercial, La Russie n'a pas su acquérir une nouvelle crédibilité. Sa politique a eu pour effet d'encourager les états de l'Asie centrale qui en ont les moyens à se tourner vers des acteurs extérieurs à la zone. Les évolutions dans la région de la Caspienne confirment l'érosion des positions russes. En quelques années, les rapports de force ont été fondamentalement modifiés. La Russie y est certes encore présente mais elle a perdu sa position dominante dont elle jouissait. Elle a maintenant en face d'elle de nouveaux puissants acteurs occidentaux. Aussi la crise financière russe qui a sérieusement affecté les économies des nouvelles républiques centro-asiatiques, pourrait encourager ces dernières à prendre encore davantage leur distances à l'égard de la Russie.<sup>92</sup>

Donc la Chine apparaît, d'un côté, aux yeux de Moscou comme un partenaire qui peut l'aider renforcer la position perdue dans la région, de l'autre côté, aux yeux des républiques centro-asiatiques, un nouveau acteur qui peut compenser la place de Moscou.

---

<sup>91</sup> Peter Kubicek, "Regionalism, Nationalism and Real politique in Central Asia", *Europe-Asia Studies*, Vol. 49, No: 4, Juin 1997, pp. 637-655.

Ainsi d'autres acteurs ont-ils cependant fait une percée sur ce terrain, élargissant les relations commerciales et créant peu à peu une nouvelle réalité géo-économique régionale. Ainsi, contrairement à ce que pensaient les observateurs au début des années 90, la Chine est aujourd'hui active dans la région alors que la Turquie et l'Iran jouent encore pour l'instant un rôle assez modeste dans le commerce extérieur des républiques centro-asiatiques.

## **Section 2 - Les relations politiques et économiques entre les pays de l'Asie centrale ex-soviétique et la Chine populaire**

Avant d'examiner les relations entre l'Asie centrale et la Chine, il faut bien définir géographiquement cette région qui pouvait montrer des différenciations géographiques basées sur des critères culturels et historiques. La quinzième édition de l'encyclopédie Britannica remarquait que l'Asie centrale n'avait pas de frontière spécifique dans un contexte géographique. Les historiens de la culture semblent considérer que le terme recouvre cependant une aire géographique regroupant le Kazakhstan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan, le Kirghizstan, le Tadjikistan, des morceaux de la province chinoise du Xinjiang et l'Afghanistan. Le terme désigne donc un ensemble géographique dont les limites varient considérablement selon les critères géographiques, linguistiques, culturels ou politiques adoptés. En 1993, les républiques du Kazakhstan, du Kirghizstan, de l'Ouzbékistan, du Tadjikistan et du Turkménistan ont déclaré officiellement se reconnaître sous le terme d'Asie centrale. (voir carte no:5)<sup>93</sup>

Après l'indépendance des républiques centro-asiatiques, la Chine est devenue un acteur important et actif dans la région. Certains analystes chinois voient l'expansion des liens commerciaux avec la Russie et l'Asie centrale comme étant l'accroissement du développement économique dans les régions intérieures chinoises. Ils soutiennent que celle-ci n'est pas seulement la conséquence de la politique économique générale de l'ouverture au monde mais que c'est aussi une voie pour adresser au développement inégal parmi les diverses régions chinoises. Le gouvernement chinois croit que le développement commercial va augmenter la stabilité entre les Etats potentiellement volatiles de l'ex-Union soviétique. Ce but est plus important pour la politique chinoise vers l'Asie centrale

---

<sup>92</sup> Anne de Tinguy, "Russie-Asie centrale : la fin d'un étranger proche", *La Revue internationale et stratégique*, No. 34, été 1999, p.118.

<sup>93</sup> Delaraud, op.cit., p.185.

que pour sa politique contre la Russie, parce que les troubles en Asie centrale affecteront le plus la stabilité interne chinoise que les troubles en Russie.

La politique chinoise basait sur l'expansion des voies de chemins de fer pour développer les relations économiques avec les pays de la région. C'est pour cela que la partie chinoise place ses espérances dans le chemin de fer Urumtchie-Almatie qui relie la Chine au Kazakhstan.<sup>94</sup> Ce chemin de fer devrait stimuler les relations économiques et commerciales, non pas seulement entre la Chine et le Kazakhstan, mais aussi entre le pays chinois et toute l'Eurasie. C'est pourquoi en Chine, les besoins du Kazakhstan et de la Communauté des Etats Indépendants (CEI) en marchandises chinoises ont été étudiés très attentivement. En évaluant les capacités et les créneaux du marché, une stratégie assez concrète de développement de relations avec le Kazakhstan et les états voisins fut élaboré. Cette stratégie fait partie intégrante de la doctrine économique chinoise.

De l'autre côté, la Chine, l'Ouzbékistan et le Kirghizistan se sont mis d'accord en 1998 pour ouvrir une nouvelle autoroute de Kashgar via le Kirghizistan à Tachkent.<sup>95</sup> La route était destinée à faire augmenter le commerce entre les trois Etats aussi prépara la fondation pour la construction éventuelle du nouveau chemin de fer tout au long de la même route. Le Premier ministre chinois, Li Peng, se rendait pour la première fois, aux nouveaux états centro-asiatiques avec un large groupe d'investisseurs chinois. Dans son discours au parlement ouzbek, Li a souligné que la coopération économique était le but crucial de la politique chinoise envers les républiques centro-asiatiques.<sup>96</sup>

Malgré le pouvoir économique et militaire négligeable, les républiques centro-asiatiques jouent un rôle considérable dans le calcul stratégique chinois. L'Asie centrale peut émerger comme une région de transition entre la Chine et l'Europe et la Chine et le Moyen Orient. Il est possible de transporter les marchandises par voie ferrée du port chinois de Lianyunging à Rotterdam de l'Europe Occidentale. Les défenseurs chinois de la voie ferrée de Lianyunging-Rotterdam soulignèrent que celle-ci était plus courte de 8.000 km par rapport à la route maritime entre l'Asie et l'Europe via le Canal de Suez.<sup>97</sup>

Les voies ferrées à travers l'Asie centrale vers les autres centres politiques et économiques en Europe et au Moyen Orient reflètent les intérêts économiques et stratégiques chinois à longs termes dont le but principal est de développer les liens

<sup>94</sup> Lillian Craig Horris, "Xinjiang, Central Asia and the implications for China's Policy in the Islamic world", *China Quarterly*, No. 133, Mars 1993, p. 123.

<sup>95</sup> Mark Burles, *Chinese Policy Toward Russia and The Central Asian Republics*, Londres, RAND, 1999, p. 15.

<sup>96</sup> Li Peng, "China's Basic Policy Towards Central Asia", *Beijing Review*, Mai 1999, p. 18.

continentaux avec les centres politiques en Eurasie. Il est vrai que les Etats-Unis sont le premier pouvoir maritime mondial. Si Pékin et Washington entrent en conflit militaire, le caractère exportateur de l'économie chinoise et le grand besoin pour l'importation d'énergie sera naturellement amplifier sa vulnérabilité du pouvoir militaire américain. Si la Chine cherche à transporter les biens de consommation, les ressources naturelles vitales, les armes de destruction massive, un système de transportation fonctionnelle à travers l'Asie centrale, peuvent significativement réduire le risque des interdictions américaines aux activités chinoises.

Il est possible d'ajouter que, bien que le contrôle direct de Moscou n'existe plus aujourd'hui, les Républiques centro-asiatiques restaient à certains degrés économiquement et politiquement sous la pression de la Russie. Cette orientation était la conséquence de la longue domination russe dans la région. Cependant, avec le déclin du pouvoir russe dans la région, les républiques centro-asiatiques se sont lentement réorientées elles-mêmes vers les directions les plus appropriées de leur position géographique et leurs besoins économiques. L'augmentation de l'influence chinoise en Asie centrale reflétait cette réalité. Les spécialistes chinois ont toujours insisté que les priorités politiques chinoises s'engageaient dans la stabilité de la région, garantissant les ressources de l'énergie et l'expansion de coopération économique.

L'expansion économique soutenue va assurer la Chine populaire avec les ressources financières nécessaire à étendre sa présence économique en Asie centrale. Une économie vibrante va aussi permettre à la Chine d'entrer davantage dans les activités énergétiques de la région. Si l'économie chinoise entre en stagnation, les investissements pétrolières en Asie centrale deviendront moins faisable.

Il faut ajouter que la Chine développe un rôle économique et politique dominant avec certains Etats de la région. La sphère d'influence généralement résulte de l'habilité d'un Etat d'en dominer un autre. Pour exercer une influence économique dominante sur les républiques centro-asiatiques, la Chine populaire doit remplir deux critères: tout d'abord, elle doit prévoir le besoin économique vital de l'Etat particulier et ensuite elle doit justifier pour ne pas être substituée par un autre état ou groupe d'états. Pour les états qui se trouvent dans la partie orientale de l'Asie centrale, la Chine représente un marché dynamique et accessible pour les exportations, aussi un vital conduit non-russe par lequel il est plus facile à orienter les biens au plus large marché international. En fait, l'Asie

---

<sup>97</sup> Burles, op. cit., p. 28.

centrale n'est pas un marché facile à accéder pour les pays développés. Les liens ethniques entre l'Asie centrale et les populations minoritaires au Xinjiang vont également accroître l'interaction chinoise avec la région.

Les petites républiques centro-asiatiques sur la frontière chinoise (le Kirghizstan et le Tadjikistan) sont les candidats les plus proches à passer de la sphère d'influence russe à la sphère d'influence chinoise. Ce processus est déjà observé à Bichkek. En 1994, la Chine populaire était le plus grand marché officiel d'exportation et la seconde source d'importation officielle du Bichkek.<sup>98</sup> Certains observateurs chinois notent que leur pays peut dominer l'économie du Kirghizstan dans les cinq années à venir si le commerce informel, autrement dit le commerce de troc, est compté. La Chine offre aussi par la voie de l'autoroute Karakorum, les liens de route Kirghizstan jusqu'aux ports du Pakistan. De même, le changement de l'avenue Lénine par l'avenue de Deng Xiaoping à Bichkek peut indiquer clairement aussi que l'influence politique chinoise a commencé à suivre sur les plans économiques.<sup>99</sup>

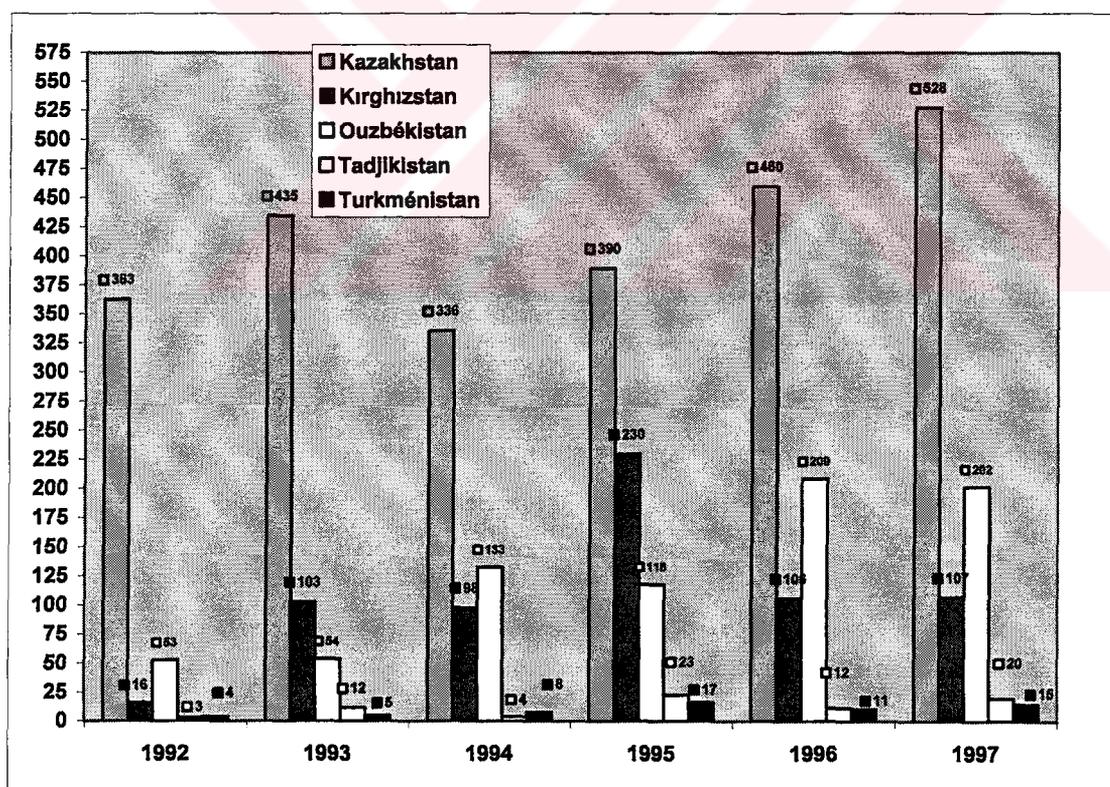


Fig. 1: Le volume du commerce extérieur de la Chine populaire avec les républiques centro-asiatiques. (en millions de dollars)<sup>100</sup>

<sup>98</sup> Ibid., p. 52.

<sup>99</sup> Ibid., p. 53.

<sup>100</sup> Ibid., p. 20.

Certaines qualifications concernant le potentiel rôle économique chinois sur Kirghizstan, sur l'Asie centrale en généra sont garanties sur ce point là. La Chine populaire va jouer un rôle dominant au Kirghizstan comme une source d'importations et le marché pour l'exportation. Cependant, le Kirghizstan exige aussi le capital étranger pour compléter sa transition au système d'économie de marché moderne. La Chine elle-même étant un pays développé a fortement besoin des investissements étrangers. de même, le Kirghizstan n'avait pas de grandes quantités de ressources de pétrole ou de gaz, c'est pour cette raison que la Chine n'était pas très volontaire pour devenir la source significative des investissements étrangers. Les relations économiques de la Chine avec le Kazakhstan vont augmenter inévitablement. Le Kazakhstan était déjà le plus grand partenaire commercial de la Chine en Asie centrale. Le commerce bilatéral officiel s'est accru en 1997 à 500 millions de dollars.<sup>101</sup> Il est vrai que l'indépendance du Kazakhstan et sa transition vers l'économie de marché augmentent considérablement son rôle et celui de la Chine dans la coopération économique internationale. Si les partenaires économiques du Kazakhstan devait être classés selon leur degré d'influence potentielle dans l'intégration à l'économie internationale, il semble bien évident que Pékin joue aujourd'hui un rôle considérable.

Des relations économiques et des liens d'intégration avec la Chine sont en train de se développer. Pour le moment, ils se limitèrent au commerce d'échange et à la création de petites entreprises mixtes. Il y a une possibilité de développement des liens dans les domaines de la métallurgie non-ferreuse, de l'industrie légère, textile, de la confection, des matériaux de construction et de la production agricole. Dans un avenir lointain une coopération s'instaura entre les différentes branches de la production.<sup>102</sup> Les liens ethniques entre les Kazakhs du Kazakhstan et ceux de la Chine peuvent faciliter l'accroissement du commerce sino-kazakh. Le rôle économique chinois au Kazakhstan étendait au-delà des échanges commerciaux. La Chine populaire s'engageait aux investissements significatifs pour l'industrie de l'énergie kazakhe et a assuré aussi un corridor de transport non-russe à travers le Kazakhstan qui peut expédier ses marchandises vers les marchés mondiaux.

Deux facteurs majeurs peuvent contraindre l'influence économique chinoise au Kazakhstan, autrement dit près de la frontière sino-kazakh. Le premier était une large

---

<sup>101</sup> International Monetary Fund, *Direction of Trade Statistics Year book*, Washington, IMF Publ., Août 1998, p. 159.

ethnie de population russe au Kazakhstan. Particulièrement ceux vivant tout au long du nord du Kazakhstan près de la frontière russo-kazakhe. La présence politique et ethnique russe a précédé aux autres parties du Kazakhstan. L'industrie kazakhe dans cette région est restée étroitement intégrée dans l'industrie russe. Cela ne voulait pas dire que les Russes dans cette région vont éviter les opportunités profitables pour l'interaction économique avec la Chine. Le point est que la forte affinité ethnique et l'orientation économique vers la Russie rendent moins susceptible la domination économique chinoise plutôt que les régions non-russes, particulièrement celles s'étendant jusqu'à la frontière chinoise du Kazakhstan. Le second facteur qui limite l'expansion potentielle de l'influence économique chinoise au Kazakhstan était l'existence des intérêts des firmes multinationales des pays développés. Le nouvel accord d'investissement de 9 milliards de dollars pour développer le gisement pétrolier de l'Uzen et la connexion de pipeline, était un signe remarquable de coopération économique des deux Etats.<sup>103</sup> Il est aussi probable que ce n'est pas le seul accord de l'énergie ou de pipeline que la Chine concluait en Asie centrale. Néanmoins, cet accord était moins significatif à côté de l'investissement de Chevron de 20 milliards de dollars afin de développer le gisement pétrolier de Tengiz. Les autres grandes corporations de pétrole, tels que le British Gaz, le Mobil, le Shell, la Total, l'Agip, la British Petroleum, ont conclu des accords avec le gouvernement d'Almaty en vue de prendre part au gigantesque gâteau du pétrole et du gaz naturelle kazakh.<sup>104</sup> Donc le rôle et l'influence chinoise dans la région vont être limité tant qu'il aura des firmes multinationales intéressées par l'investissement au Kazakhstan et dans la région Caspienne en général.

Si nous analysons les statistiques du commerce sino-kazakh, nous pouvons constater qu'après le boom initial du commerce sino-kazakh en 1992, la part du commerce chinois a décliné au cours des années suivantes. Selon les statistiques officielles kazakhs, la part de l'exportation chinoise a décliné de 16.3% en 1992 à 11.6% en 1993 et de 7.8% en 1994. De même, la part de l'importation chinoise vers le Kazakhstan a chuté de 37.7% en 1992 à 16.9% en 1993 et à 8.9% en 1994. Ce déclin était généralement attribué aux sentiments anti-chinois au sein de la population kazakh, autrement dit une réaction à

<sup>102</sup> Melet, op. cit., p. 235.

<sup>103</sup> Martha Brill Olcott, "How New the New Russia?, Demographic Upheavals in Central Asia", *Orbis*, Automne, 1996, p. 538.

104 J P \_ f | • É | ¶ Ç ð é f ù « E » » A I D \* D Y Ì ! Ú ù á y b z p l y y + 9 3 y y c e y Ú y i % ? C Z k e . , • § ' f Ó 0 8 8 8 a 8 8 0 " # ' , ? W X w \$ " □ Æ Á à ù

l'inondation de leur marché par les biens chinois de basse qualité.<sup>105</sup> De même ce déclin était le résultat des mesures gouvernementales kazakhs visant le contrôle du commerce de troc car les entreprises kazakhs se trouvèrent dans une position défavorable sérieuse.

Avec l'apparition des nouvelles républiques centro-asiatiques, la Chine populaire ne faisait pas face à un pouvoir impérialiste mais les nouvelles républiques se mirent en quête de l'identité et de la reconnaissance internationale. L'Asie centrale et les caractéristiques musulmanes devinrent les nations que la Chine populaire devait prendre en considération en vue de préserver la stabilité dans sa périphérie. Cependant, le démantèlement de l'Union soviétique ouvrit la voie pour régler le conflit frontalier de la Chine avec ces nouvelles républiques. L'accord sino-kazakh fut conclu en 1994 par le Premier ministre chinois et le Président kazakh Nazarbaev. L'accord sino-kazakh était le premier traité signé entre un Etat membre des communautés des Etats indépendants et la Chine. Les frontières sont considérées comme permanentes, contribuant à accroître la confiance entre les états.

Les négociations sur la démarcation de la frontière sino-kirghize étaient en cours et les deux parties ont assumé une conclusion rapide du traité. Les négociations 4 à 1 (le Kazakhstan, le Kirghizstan, la Russie et le Tadjikistan d'un côté et la Chine de l'autre), vont au-delà d'une démarcation de la frontière bilatérale et ils prennent en considération une dimension multilatérale. Les négociations prenaient aussi en considération le désarmement et la réduction des troupes.<sup>106</sup> Les républiques centro-asiatiques en général, le Kazakhstan et le Kirghizstan, en particulier, forcèrent à diminuer leurs conflits avec la Chine. Les essais nucléaires chinois en Lob Nor restaient comme un conflit sérieux avec le Kazakhstan qui lui-même avait aussi les terrains pour les essais nucléaires.<sup>107</sup>

Quand la Chine populaire entrepris les essais nucléaires en 1994, 1995 et 1996, les ministres des affaires étrangères kazakh et kirghize ont déclaré officiellement leur mécontentement. Durant le sommet de 1998, les leaders des républiques de l'Asie centrale et la Chine ont passé une résolution sur la prévention de la prolifération nucléaire et la course des armes nucléaires. Tachkent et Achkabad étaient les membres improbables de la sphère d'influence chinoise. Les deux états étaient géographiquement séparés de la Chine. L'Ouzbékistan est le pays le plus peuplé de l'Asie centrale et possède un fort sentiment

---

<sup>105</sup> Melet, .op. cit., p. 240.

<sup>106</sup> Ibid., p. 244.

d'identité nationale ; c'est aussi l'état le plus résistant contre les tentatives russes pour certaines revendications sur son ancienne possession. L'Ouzbékistan détenait, en vue d'accroître son influence dans la région, ses propres ambitions. C'est pour cette raison, il ne souhaiterait pas le rôle dominant de la Chine en Asie centrale. L'influence chinoise limitée dans les régions occidentales de l'Asie centrale a démontré, que quand nous nous éloignons des frontières sino-Asie centrale, les acteurs économiques et politiques extérieurs augmentent dans la région.

Même si la Russie a encore une influence prédominante dans la région, les états tels que la Turquie, Iran, Arabie saoudite, ont joué des rôles significatifs pour le développement économique, politique et religieux de l'Asie centrale. Il y a aussi une influence accrue des pays développés, en particulier des Etats-Unis. Dans la mesure où la Chine représentait seulement l'un des marchés et sources potentielles de capitaux pour les nouvelles républiques centro-asiatiques, son habilité à jouer un rôle économique irremplaçable et vital à travers toute la région sera restée limitée. En vue de poursuivre ses intérêts en Asie centrale, il est improbable pour la Chine d'employer les formes de contraintes militaires. Les militaires chinois ont pu réprimer les éléments séparatistes au Xinjiang, mais il est très difficile d'assurer un contrôle général sur les frontières avec les pays centro-asiatiques. Mais il est vrai que, comme l'économie chinoise continua à se développer et sa modernisation militaire a progressé rapidement, cette situation allait changer dans l'avenir. Les gouvernements actuels de l'Asie centrale ont démontré leur volonté de ne pas promouvoir les activités anti-chinoises sur leur terrain. Ceci peut changer si un gouvernement plus nationaliste ou islamique venait au pouvoir dans un Etat particulier de l'Asie centrale.

Dans un avenir proche, la Chine sera peu disposée à utiliser la force militaire contre les républiques centro-asiatiques car la Russie gardait encore des patrouilles sur les frontières de l'Asie centrale. Le conflit militaire avec le Kirghizstan par exemple, peut amener la Chine à entrer en conflit avec Moscou. Mis à part la probabilité d'un engagement militaire inhérent dans un conflit armé contre la Russie, les considérations stratégiques de la Chine montrent qu'elle veut éviter ce danger. Tant que la Chine entretient des soupçons envers les Etats-Unis, elle va se retenir de prendre action contre la Russie. Le facteur clé de l'équation ci-dessus dépend de la stabilité au Xinjiang. Les troupes religieuses ou ethniques au Xinjiang étaient la source du conflit potentiel la plus

---

<sup>107</sup> Martha Brill Olcott, "Russian-Chinese Relations and Central Asia", in Sherman W. Garnett, (éd.), **Rapprochement or Rivalry**, Washington, Carnegie End. Press, 2000, p.393.

évidente entre la Chine et les gouvernements centro-asiatiques. Les mouvements séparatistes au Xinjiang et l'instabilité qui augmente en Asie centrale font pression sur les leaders chinois pour qu'ils restreignent leurs activités à travers les frontières de l'Asie centrale. Les autorités chinoises ont considéré que la question du séparatisme au Xinjiang pouvait se résumer à une question d'inégalité de développement économique. Aussi l'une des stratégies mises en œuvre pour conserver le contrôle de la province consiste à encourager l'ouverture et le développement économique pour tenter de favoriser un rattrapage des provinces les plus développées. Par ailleurs, la stabilité politique des républiques centro-asiatiques sera le point déterminant pour comprendre comment l'influence chinoise va évoluer dans cette région. Malgré la stabilité générale de la région depuis 1991 (excepté au Tadjikistan), certaines questions sérieuses restent sans solution entre les cinq états.

Le nationalisme restait potentiellement une force politique explosive en Asie centrale. Les frontières actuelles des républiques de l'Asie centrale ont été tracées pendant la période de Staline afin de maximiser le contrôle russe dans la région. Par conséquent, il n'y a pas eu d'États éthiquement cohérents et les membres titulaires de différentes nationalités vivent aujourd'hui en dehors de leur pays d'origine. L'exemple le plus frappant était qu'un million d'Ouzbeks vivaient dans la région Khojent qui se trouvait au Nord du Tadjikistan.<sup>108</sup>

Ces conditions démographiques ont affecté sérieusement la stabilité de la région. Les leaders des États centro-asiatiques ont essayé de contrôler les sentiments nationalistes. Cependant, les éléments nationalistes ou islamiques cherchèrent à définir leur État selon la culture et les nationalités dominantes. Ce processus de recherche va éventuellement remplacer la structure existante de la région. Le processus en question prendra terme dès que les États de l'Asie centrale développaient leur propre identité nationale et tentaient de la transformer en une forme politique concrète. La montée du nationalisme en Asie centrale en tant que force politique va influencer la Chine de plusieurs manières. L'administration chinoise a essayé d'éviter l'instabilité sur ses frontières car le gouvernement chinois croyait que celle-ci allait accompagner une revendication ou un remplacement du gouvernement existant en Asie centrale par un gouvernement plus nationaliste. Les leaders chinois sont inquiets qu'un gouvernement nationaliste serve

---

<sup>108</sup> Diane Smith, "Central Asia: A new Great Game", *Asian Affairs*, Volume 23, Automne 1996, p. 148.

d'exemple aux séparatistes du Xinjiang et que ce gouvernement soit moins coopératif avec la Chine dans la suppression des activités séparatistes sur les frontières.

### **TROISIEME CHAPITRE**

#### **L'IMPLICATION RUSSE DANS LE CADRE DES RELATIONS SINO-CENTRO-ASIATIQUES**

Il est possible de dire que la Russie et la Chine populaire s'engagent à s'opposer ensemble au système de sécurité internationale que les Etats-Unis veulent mettre en place. Les deux pays renforcent leur coopération dans les domaines non seulement politiques mais aussi militaires et économiques. Donc, les relations stratégiques des deux pays seront l'objet de cette partie du travail.

#### **Section 1- Un aperçu des relations stratégiques sino-russes**

Les relations sino-russes se sont régulièrement développées depuis l'effondrement de l'Union soviétique en 1991. Au long des frontières, la Chine et ses pays voisins qui avaient formé l'Union soviétique, encouragent à augmenter la coopération commerciale et politique.

En 1999, Pékin et Moscou ont signé une nouvelle déclaration commune pour un monde multipolaire et la mise en place d'un nouvel ordre international. Cette déclaration indiquait l'approfondissement du partenariat stratégique sino-russe progressivement mis en place depuis la fin des années 80. Si on suit la dégradation des termes utilisés depuis la normalisation amorcée par Mikhaïl Gorbatchev en 1989, en passant par le partenariat constructif pour une relation coopérative de bon voisinage amical et mutuellement bénéfique définie en 1994, jusqu'au partenariat coopératif stratégique fondé sur la légalité et la confiance et orienté vers le XXIème siècle de 1996. Les spécialistes semblent que les deux pays accroissent profondément leurs relations mutuelles.<sup>109</sup>

La principale logique qui préside au rapprochement actuel entre la Russie et la Chine reste essentiellement une logique externe au cadre bilatéral. Le nouveau partenariat stratégique sino-russe n'est officiellement dirigé contre aucun autre Etat, mais le

---

<sup>109</sup> Stephen Blank, "Sino-Russia Relations", *Orbis*, Vol. 42, No: 2, Automne 1998, p.46.

gouvernement chinois s'affirme contre toute forme d'hégémonisme, ce qui désigne en l'occurrence les Etats-Unis.

C'est justement la prise en compte de cette menace commune qui permet en Russie et à la Chine de considérer qu'il y a bien convergence de leurs intérêts nationaux, et de passer par-dessus les désillusions d'une relation bilatérale qui est peu développée. Pour la Chine populaire, le principal intérêt de ce type de partenariat repose sur la marge de manœuvre accrue qu'il autorise dans ses relations avec les Etats-Unis. Cet intérêt stratégique n'est pas en totale conformité avec celui de la Russie qui a placé dans le partenariat avec la Chine d'autres aspirations, surtout dans le domaine économique.

### **A - Les fondements du partenariat stratégique sino-russe**

La nouvelle amitié sino-russe est généralement perçue comme un progrès considérable dans les affaires mondiales. La menace soviétique a en effet mobilisé les forces de l'Armée populaire de libération pendant plus de trente ans alors que dans les dernières années les contacts se sont multipliés et que, depuis 1992, les leaders des deux pays se sont rencontrés plusieurs fois dans le cadre de visites d'Etat ou de rencontres informelles.

Aujourd'hui, les gouvernements chinois et russe veulent démontrer qu'ils partagent une vision stratégique commune qui assure la solidité de leur rapprochement. Les dirigeants chinois, qui se placent dans la logique maoïste des contradictions entre menace principale et menace secondaire, souhaitent retrouver avec la Russie les avantages d'un jeu triangulaire de puissance qui ne peut être que convenable à ses intérêts.

Depuis les années 70, les acteurs ont changé de rôle. La menace principale vient aujourd'hui des Etats-Unis, alors qu'aux yeux des stratèges chinois, la Russie, en pleine faillite économique ne constitue plus qu'une menace secondaire et même résiduelle. Il s'agit donc pour Pékin de s'allier avec le deuxième élément faible du triangle pour contrer la puissance de l'élément le plus fort, autrement dit la super puissance américaine. De même les analystes chinois perçoivent la situation stratégique mondiale comme de moins en moins favorable aux intérêts chinois, ce qui rend nécessaire la recherche de nouveaux partenariats ou de nouvelles alliances.<sup>110</sup> C'est sur cette base que s'est mis en place le nouveau partenariat stratégique sino-russe. Le cadre des relations stratégiques est désigné

---

<sup>110</sup> Carl Jacobsen, "Russia-China: the new strategic partnership", *European Security*, Vol. 7, No: 4, Hiver 1998, p. 112.

par l'OTAN, le traité ABM (Anti-Ballistic Missile) et le rôle de l'ONU. Le point commun à ces trois axes était celui du multipolarisme. Ce concept de multipolarisme fonde explicitement la déclaration conjointe sino-russe publiée en 1996.<sup>111</sup> Cette communauté d'intérêts est très clairement apparue lors des entretiens entre les dirigeants des deux pays. Les deux parties ont réaffirmé leur commune opposition à l'hégémonisme et à la politique de puissance qui menacent la paix. La dénonciation des projets américains de NMD (National Missile Défense) et de TMD (Théâtre Missile Défense) qui minent la paix et la stabilité au niveau régional et global constituent, par ailleurs, pour les deux partenaires l'un des éléments fondamentaux de cette dénonciation de l'hégémonie américaine.<sup>112</sup>

Les deux parties soulignent dans la déclaration conjointe sur la multipolarisation à l'échelle du monde, qu'elles partagent des positions identiques sur un certain nombre de questions clé, parmi lesquelles la volonté de coordonner leurs efforts pour maintenir une stabilité stratégique et celle de prévenir toute course aux armements dans l'espace au travers de l'usage des nouvelles technologies de l'information. Le deuxième axe du partenariat est celui de la défense de l'ONU qui permet de maintenir un rapport de puissance très favorable aux deux pays. Le Conseil de Sécurité de l'ONU constitue un forum au sein duquel la Russie et la Chine ont tenté de coordonner leurs positions sur toutes les questions pouvant s'apparenter à une menace d'ingérence dans les affaires intérieures d'un autre pays. C'est le cas notamment pour ce qui concerne la poursuite de l'embargo contre l'Irak, les menaces de sanctions économiques contre la Corée du Nord, ou les menaces de dénonciation de la Chine devant la Commission des Droits de l'Homme.<sup>113</sup>

Au-delà d'une vision stratégique globale commune, l'autre élément fondamental du partenariat stratégique sino-russe est en effet celui du refus partagé de toute ingérence dans leurs affaires intérieures, que ce soit en matière des droits de l'homme ou du soutien aux séparatistes tchéchènes pour la Russie, les taiwanais, ouïghours pour la Chine.

La Russie réaffirme son soutien aux positions de la Chine sur la question de Taiwan et affirme notamment s'opposer à toute inclusion de l'île dans l'éventuelle mise en place par les Etats-Unis d'un système anti-missile de théâtre en Asie. Pékin, de son côté, soutient Moscou dans son intervention en Tchétchénie qui faisait partie des affaires

<sup>111</sup> Nathalie Hoffman, "L'évolution de la perception des menaces par les républiques populaires de Chine et ses répercussions sur les politiques de défense du pays", *Relations Internationales et stratégiques*, No: 27, Automne 1997, p.70.

<sup>112</sup> Yu Bin, "A Nice Treaty in Precarious World", *East Asian Quarterly*, Vol. 3, No: 3, 2001, p. 121.

<sup>113</sup> *Ibid.*, p. 123.

intérieures de la Russie. En effet, la partie la plus concrète et la plus visible du partenariat stratégique sino-russe est constituée par la coopération dans le domaine militaire, surtout dans le florissant commerce des armes russes en direction de la Chine. En ce qui concerne la coopération militaire russo-chinoise, plusieurs occasions ont été développées depuis le début des années 90, soutenues par une vision stratégique commune. Plusieurs accords sur la mise en place de mesures de confiance militaire ont également été signés entre la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan, dont l'accord de Shanghai de 1996.<sup>114</sup> En application de ces accords, qui prévoient une réduction mutuelle des forces, les troupes de chaque pays doivent se retirer au-delà d'une bande de 100 km de chaque côté de la frontière.

Tout exercice militaire doit également faire l'objet d'une notification réciproque avec l'envoi d'observateurs pour les plus importants d'entre eux. Dans le domaine de l'espace, les astronautes chinois bénéficient des capacités d'entraînement russes en vue de la préparation d'un premier vol habité.<sup>115</sup> Le commerce des armes et les transferts de technologie constituent un élément essentiel de la coopération militaire russo-chinoise et reflètent une véritable complémentarité entre les intérêts des deux pays. Pour Moscou, les ventes d'armes à la Chine permettent de renforcer la sécurité du pays en maintenant active une industrie nationale d'armements. Pour Pékin, les armes russes répondent aux besoins de la modernisation des forces chinoises, dans le domaine des capacités aérienne, maritime, et de défense anti-aérienne.<sup>116</sup>

La Chine populaire est aujourd'hui, avec l'Inde, le principal importateur d'armes de la Russie et les analystes russes espèrent que cet état de fait se poursuivra au moins jusqu'aux années 2010. Pékin importait entre les 30 à 40% de l'ensemble des exportations russes d'armements. En 1998, cette proportion était restée la même avec un montant d'exportations vers la Chine de 2,5 milliards de dollars.<sup>117</sup> A ce jour, la Chine a acheté de la Russie de 72 S427K et il existe aussi des projets concernant l'achat de TU22.<sup>118</sup> En ce qui concerne les forces maritimes, la Russie a vendu à la Chine quatre sous-marins et, en 1996 deux destroyers. La Chine s'est portée acquéreur de huit hélicoptères emportés KA27 et KA28. En matière de défense anti-aérienne, la Chine a acheté deux batteries de

<sup>114</sup> Amadendu Misra, "Shanghai 5 and the emerging alliance in Central Asia: the closed society and its enemies" *Central Asia Survey*, Vol. 3, No: 20, 2001, p. 305.

<sup>115</sup> Yu Bin, "Back to the future", *Pacific Forum CSIS e-journal*, 4. Trimestre, 1999, p. 412.

<sup>116</sup> Richard D. Fisher Jr., "Foreign Arms Acquisition and PLA Modernisation", in James R. Lilley et David Shambaugh, (éds.) *China's Military Faces the Future*, Washington, M. E. Sharpe, 1999, p. 88.

<sup>117</sup> *Ibid.*, p. 89.

S300PM41, ainsi que quatorze systèmes anti-missiles TORM1.<sup>119</sup> Enfin, en 1999, un accord a été signé pour la fourniture de S430 MKK pour un montant de 1 milliard de dollars.<sup>120</sup>

En matière de coopération technologique, des experts russes travaillent en Chine dans les secteurs de la conception d'avions, ainsi que dans ceux des technologies de laser, de la guerre anti sous-marine, de la défense anti-aérienne, des sous-marins nucléaires.

Il est vrai aujourd'hui que les deux pays ont donc su mettre en place un partenariat stratégique fondé sur l'égalité et la confiance qui sert les intérêts fondamentaux des deux pays. Mais, au-delà des discours et du florissant commerce des armements, la réalité du nouveau partenariat stratégique sino-russe apparaît plus nuancée et les intérêts fondamentaux des deux partenaires sont loin de coïncider parfaitement.

### **B - Les limites du partenariat stratégique : les enjeux régionaux**

La logique du partenariat stratégique sino-russe, fondée sur une commune opposition à toute puissance des Etats-Unis, est essentiellement négative. Les priorités stratégiques des deux pays ne se situent pas au même niveau. La Russie, comme la Chine, s'oppose à l'élargissement géographique de l'OTAN et au renforcement de ses prérogatives, mais dans la zone Asie-Pacifique, il n'est pas certain que les inquiétudes de Moscou correspondent aux préoccupations de Pékin.

De même, en ce qui concerne la question de la remise en cause du traité ABM, les intérêts chinois et russes ne se sont pas non plus exactement les mêmes. Pour la Russie, l'enjeu se situe dans la volonté de préserver sa capacité de dissuasion face aux projets de NMD développés par les Etats-Unis. Pour la Chine, en revanche, la priorité concerne les projets TMD qui, au niveau régional, dans la sphère d'influence que la Chine considère être de son unique ressort, risquent de remettre en cause sa capacité de coercition. Pour le gouvernement chinois, le partenariat stratégique sino-russe devrait permettre de lui garantir un environnement international exclusivement favorable aux intérêts chinois.

Les visions stratégiques de la Chine et de la Russie sont encore plus éloignées en ce qui concerne l'analyse de la situation stratégique au niveau régionale dans la zone Asie

---

<sup>118</sup> Bates Gill, "Chinese Defense Procurement Spending: Determining Intentions and Capabilities", in J. Lilley et D. Shambaugh (éds.), op.cit., p. 203.

<sup>119</sup> Ibid., p. 204.

<sup>120</sup> Ibid., p. 205.

Pacifique.<sup>121</sup> Alors que la Russie semble privilégier une vision plus réellement multipolaire du paysage stratégique en Asie, la Chine, en revanche, ne semble pas souhaiter l'émergence de pôles de puissance concernant dans la région. Pour les analystes chinois, l'émergence d'une réelle multipolarité en Asie autour du Japon, de la Chine, de l'Inde et de la Russie correspond aux intérêts d'une stratégie américaine de division destinée à assurer la domination des Etats-Unis dans toute la région et à interdire à Pékin de bénéficier d'un environnement de sécurité favorable à sa montée en puissance.<sup>122</sup>

Sur la question de l'Inde, les positions russes et chinoises sont également loin de concorder. Le conflit sino-indien n'est pas résolu et depuis les essais nucléaires indiens en 1998, les critiques du gouvernement chinois à l'encontre du gouvernement indien se sont accrues. De plus, en dépit du partenariat stratégique sino-russe, l'Inde reste aujourd'hui le deuxième important client de la Russie en matière d'achat d'armements.<sup>123</sup>

Il est certain que, le soutien persistant du gouvernement chinois au Pakistan mine l'argument d'une communauté d'intérêts entre la Chine et la Russie contre le renforcement de l'influence de l'islamisme radicale en Asie Centrale et dans le Caucase.<sup>124</sup> Dans ce domaine, le gouvernement russe qui dénonçait les agissements en Tchétchénie de groupes islamistes radicaux originaires du Pakistan, se trouve plus proche des positions indiennes que celles de la Chine qui refuse de mettre en cause son allié pakistanais. Un sujet plus délicat encore, si le gouvernement russe soutient officiellement les positions de la Chine concernant Taiwan, la tentation est également grande en Russie de bénéficier de la manne économique de l'île rebelle et de développer les liens au moins économique avec la Chine. A ces divergences d'intérêts stratégiques au niveau mondial et régional, s'ajoute le fait que le partenariat stratégique actuel n'ait en réalité pu se mettre en place que grâce au très grand affaiblissement de la puissance russe et repose sur une inégalité de puissance croissante entre Pékin et Moscou.

Economiquement, la Chine a connu au cours des années 90 une croissance moyenne supérieure à 10% par an, tandis que, dans la même période la Russie connaissait une croissance négative de l'ordre de 6% par an.<sup>125</sup> Militairement, les forces conventionnelles russes sont très diminuées alors que l'armée chinoise tente de

<sup>121</sup> Erkin Ekrem, "Çin'in Asya Pasifik Stratejisi ve BOAO Asya Forumu", *Stratejik Analiz*, Vol 2, No 13, Mai 2001, p. 6.

<sup>122</sup> Ibid., p. 5.

<sup>123</sup> E. Efeğil, op. cit., p. 2.

<sup>124</sup> Yuri Tsyganov, "New Impetus for Sino-Russian Alliance", *Strategic Studies Enstitue*, Vol. 2, No. 2, p.76.

développer ses troupes. En ce qui concerne la puissance nucléaire, Moscou reste aujourd'hui très en avance par rapport à Pékin, mais l'écart ne peut que se combler à l'avenir quantitativement et qualitativement. Les experts russes soulignent ainsi qu'ils prévoient d'abandonner les têtes nucléaires, alors que les chinois cherchent au contraire à en acquérir.

C'est à la lumière de ce déséquilibre croissant qu'il faut interpréter la déclaration de Boris Eltsine en 1999 sur la puissance nucléaire de la Russie, qu'il sera imprudent de négliger. Cette déclaration était destinée aussi à rappeler autant aux partenaires stratégiques chinois qu'aux Etats-Unis qu'il fallait toujours compter avec la Russie.<sup>126</sup> A ce titre, la Chine, pourrait également se sentir menacée par la nouvelle doctrine militaire russe qui s'appuie sur une dissuasion nucléaire élargie visant à compenser les limites de sa force conventionnelle.<sup>127</sup> De plus, les dirigeants chinois refusèrent d'envisager une remontée en puissance de la Russie qui pourrait entraîner une nouvelle rupture entre les deux partenaires aujourd'hui.

Il reste une autre contradiction à souligner; pour Moscou, le développement des relations avec Pékin devrait servir sa propre volonté de s'ancrer dans une zone perçue comme particulièrement dynamique, comme l'Asie-Pacifique, alors que la Chine populaire ne souhaite pas assister à un véritable retour de la Russie dans la région. Même si le gouvernement chinois interpréterait toute remontée en puissance de la Russie comme une nouvelle menace, il est réciproquement perçu de la même manière par l'autre partie. Cette perception de menace se retrouve d'ailleurs jusque dans les milieux industriels de l'armement qui trouvent pourtant un intérêt direct au partenariat stratégique sino-russe. La justification par ces derniers des ventes d'armes russes à la Chine repose souvent sur le fait que, qu'en cas de conflit avec la Chine, il serait plus facile pour Moscou de combattre ses propres systèmes d'armes fournis à la Chine plutôt que ceux des puissances occidentales.

Tous ces arguments dénotent une même méfiance à l'égard de la puissance chinoise. Dans le même ordre d'idées, les autorités russes considèrent qu'ils n'ont rien à craindre de la Chine à moyen terme dans la mesure où ses priorités stratégiques sont aujourd'hui tournées vers Taiwan et la mer de Chine méridionale. Les analystes russes semblent se faire peu d'illusions sur les ambitions à plus long terme d'une Chine décrite

---

<sup>125</sup> Lu Nanquan, "Chinese Views of the New Russia", in Sherman W. Garnett (éd.), **Rapprochement or Rivalry**, op.cit., p. 104.

<sup>126</sup> Robert Scalapino, "China Toward the 21<sup>st</sup> Century", *Asia Times*, le 1er octobre 1999, p.7.

<sup>127</sup> Alexander Lukin, "Russia's image of China and Russian Chinese Relations", *Far Eastern Affairs*, Vol. 112, No: 2, 1997, p. 5.

comme cherchant à créer un état puissant, assurer un rôle dominant en Asie et capable de revendiquer un statut de puissance mondiale. C'est pour cela que les dirigeants russes se sont parfois opposés à l'exportation de matériels trop avancés vers la Chine en raison des incertitudes stratégiques futures.

## **Section 2 - Les différents aspects des relations économiques sino-russes**

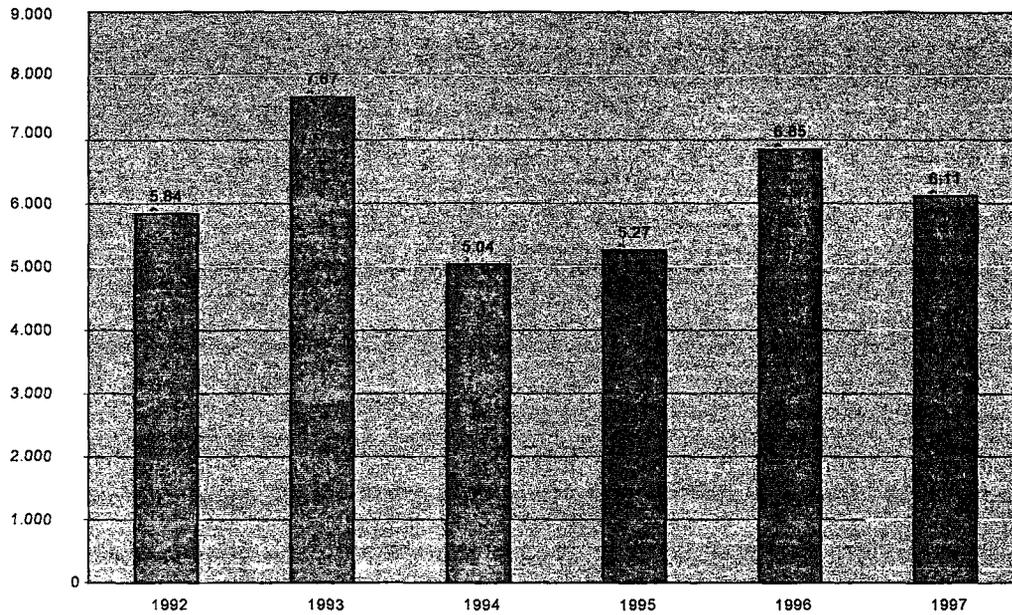
En 1984, les échanges commerciaux entre la Chine et l'URSS ne dépassaient pas 360 millions de dollars, ils ont atteint, en 1999, à 6 milliards de dollars. La coopération économique et commerciale entre la Russie et la Chine a connu des progrès remarquables. Même si la progression est significative, les chiffres sont très éloignés de l'objectif de 20 milliards d'échanges en l'an 2000. Le total des échanges sino-russes ne représente qu'une proportion très faible qui, dans le cas chinois, se tend à diminuer. Les échanges avec la Russie représentaient pour la Chine moins de 2% du total de ses échanges avec le reste du monde.<sup>128</sup>

En 1993, le volume des échanges commerciaux était de 7,6 milliards de dollars et le pourcentage du total des échanges s'élevait à 3,92%. Nous constatons qu'entre 1993 et 1998, les échanges commerciaux sont passés de 7,6 à 5,5 milliards de dollars.<sup>129</sup>

---

<sup>128</sup> Ewa Kulesza Mietkowski, "Chine-CEI: Les amours impossibles", **Relations Internationales et Stratégiques**, No: 15, Automne 1994, p. 129.

<sup>129</sup> Gilbert Rozman, "Sino-Russians Relations Mutual Assessment and Predictions", in Sherman W. Garnett (éd.), **Rapprochement or Rivalry**, op.cit., p. 158.



**Fig.2 : Le volume du commerce extérieur sino-russe entre 1992-1997  
(en milliards de dollars)<sup>130</sup>**

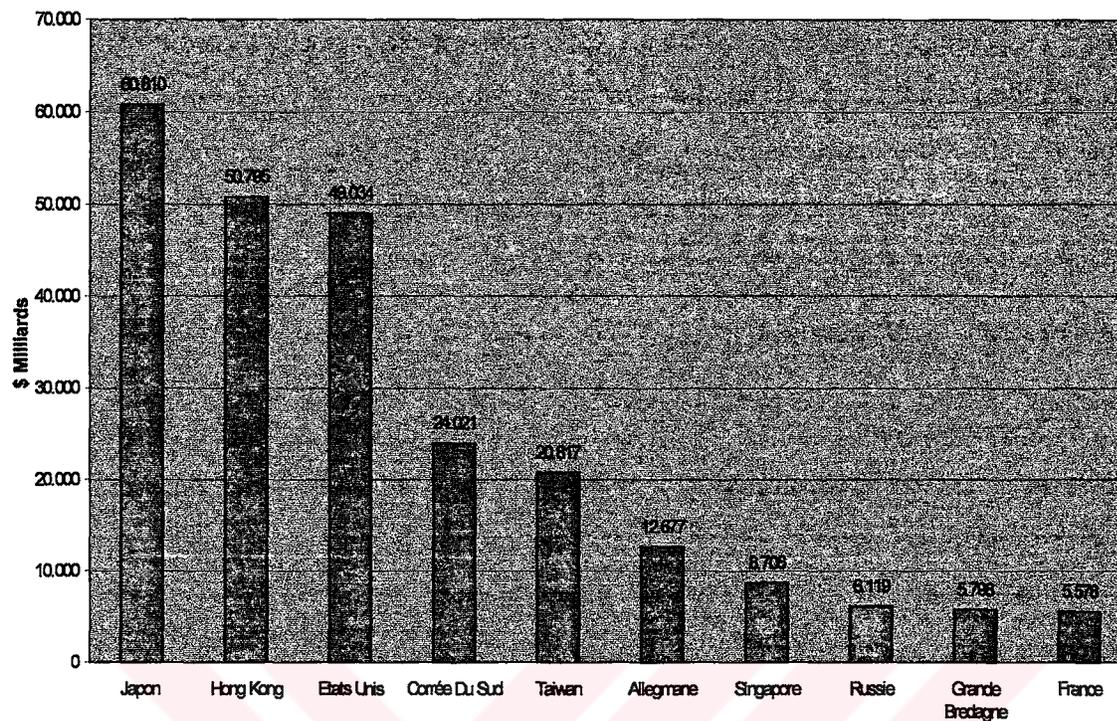
En outre, avec l'intégration de la Chine aux grands courants du commerce international, l'importance de la Russie en tant que partenaire commercial de la Chine décroît au lieu de se développer. En 1998, la Chine était le troisième partenaire commercial de la Russie derrière les Etats-Unis et l'Allemagne, alors que la Russie n'était que le neuvième partenaire commercial de la Chine.

En 1999, les échanges entre la Russie et la Chine ont été dix fois inférieurs avec le Japon (60 milliards de dollars) et cinq fois inférieurs à ceux avec les Etats-Unis (50 milliards de dollars).<sup>131</sup>

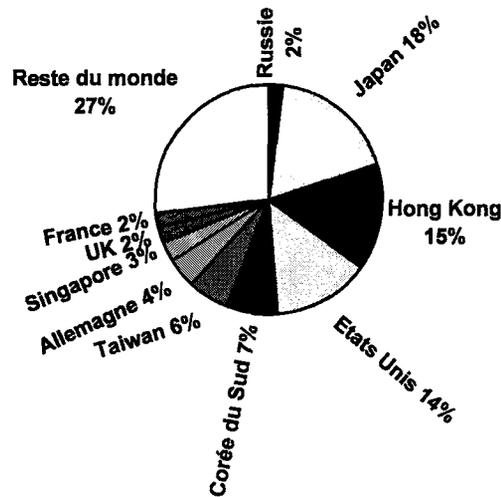
<sup>130</sup> Burles, op. cit., p. 13.

<sup>131</sup> Rozman, op. cit., p. 158.

## Les partenaires Commerciales de Chine

Fig. 3 : Les Partenaires Commerciaux de la Chine en 1997<sup>132</sup>

<sup>132</sup> Ibid., op. cit., p. 21.



**Fig. 4 : Les 10 Premiers Partenaires Commerciaux de la Chine en pourcentage du commerce total chinois en 1997<sup>133</sup>**

Par ailleurs, les échanges sino-russes sont caractérisés par le poids considérable du commerce des armes, qui constitue en moyenne, selon les années entre 30 et 40% du total, et par celui du commerce frontalier qui représente l'essentiel des échanges.<sup>134</sup> Au niveau commercial, une véritable synergie s'est en effet développée entre les provinces du nord-est chinois et l'extrême-orient russe. Dans les zones les plus proches de la frontière chinoise, le commerce avec la Chine représente plus de 70% des échanges.<sup>135</sup> La nature des échanges reflète cette structure particulière. Les russes vendent à l'Etat chinois essentiellement des armes, de l'acier, des engrais et de l'énergie, alors que les marchands chinois fournissent les marchés de l'Extrême-Orient en produits de consommation vêtements, chaussures et jouets bon marché et mauvaise qualité.

Aux chiffres officiels du commerce frontalier doit être ajouté le montant des échanges illégaux non comptabilisés qui seraient élevés en 1999 à 3,6 milliards de dollars selon le directeur du département du commerce extérieur chinois.<sup>136</sup>

<sup>133</sup> Burles, op cit., p.22.

<sup>134</sup> Rozman, Ibid., p. 159.

<sup>135</sup> Tamara Troyakova, "A view From the Russian Far East", in Sherman W. Garnett (éd.), op.cit., p. 221.

<sup>136</sup> Rozman, op. cit., p. 163.

L'importance proportionnelle des échanges frontaliers reflète donc une réelle complémentarité au niveau local entre les produits chinois et les besoins considérable d'une population totalement coupée des grands courants d'échanges nationaux et internationaux. Mais ces échanges dominés par des petits commerçants ou trafiquants individuels qui s'installent avec leur famille sur les marchés locaux fournissent également les fantasmes de l'invasion chinoise et ne sont pas réellement favorable à un véritable rapprochement. Un sentiment injuste a également tendance à se développer chez le partenaire russe dans la mesure où, au niveau local, les échanges sont largement bénéficiaires par la partie chinoise.

D'autre part, l'abondance des ressources de pétrole et de gaz en Russie sont très séduisant pour la Chine qui est dépendante du pétrole importé. Au sommet de 1997 Boris Eltsine et Jiang Zemig, les deux côtés ont lancé le projet de gaz-pipeline estimé à 12 milliards de dollars afin de transformer le gaz naturel russe au marché énergétique chinois qui sont en train de grandir de plus en plus.<sup>137</sup> Dès 1996, des projets ont vu le jour visant à créer un pont pétrolier pan-asiatique traversant la Chine et d'autres pays d'Asie à partir des champs d'exploitation russes. Pour la Russie, la coopération dans le domaine énergétique devrait constituer le fondement de la coopération sino-russe en matière économique.

---

<sup>137</sup> Judith Thornton, "Reform in Russian Far East: Implication for Economic Cooperation", in Sherman W. Garnett(éd.), op.cit., p. 300.

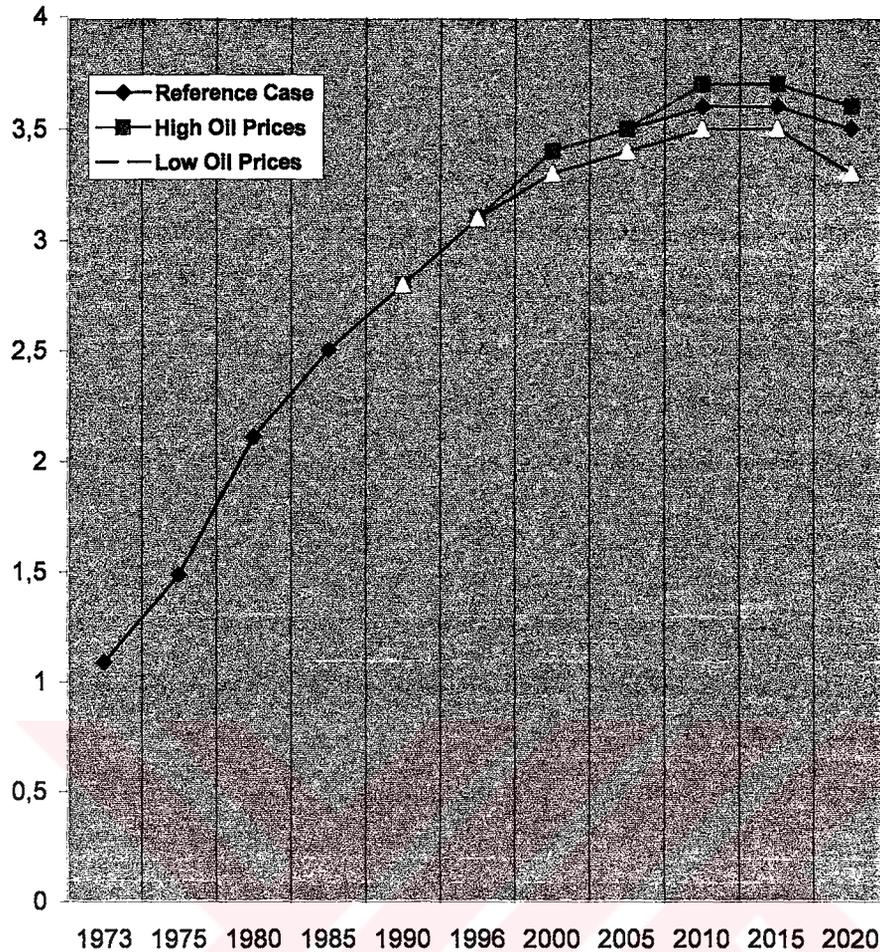
**Tableau 3 : Le Profil d'énergie chinois<sup>138</sup>**

	1990	1996	2000	2005	2010	2015	2020	% Changement Annuel
L'usage de pétrole en MMBD	2,30	3,50	4,40	5,60	7,00	8,80	11,20	5,00
L'usage du Gaz Naturel en TCF	0,50	0,70	1,40	2,40	3,00	3,30	3,70	7,50
La consommation du Charbon en Millions	1.124,00	1.500,00	1.796,00	2.176,00	2.666,00	3.374,00	4.242,00	4,30
L'usage Nucléaire en milliards Kilowatts	0,00	14,00	13,00	38,00	69,00	86,00	111,00	9,20
Hydroélectrique en Quatrillions BTU	1,30	1,90	2,90	4,20	4,70	4,80	5,00	3,90
Electricité en Milliards Kilowatts	551,00	925,00	1.076,00	1.476,00	1.975,00	2.657,00	3.574,00	5,80
L'émission de Charbon en Millions Métrique Tonne	620,00	805,00	978,00	1.202,00	1.481,00	1.866,00	2.340,00	4,40

Aujourd'hui le gouvernement chinois s'est concentré sur les deux projets de gaz. L'un est un gazoduc commençant en Chine acheminant vers Kovythinskii via la région Irkutsk (nommé comme le « Projet de l'Est »). L'autre est un gazoduc de la Chine jusqu'à la Sibérie occidentale (nommé comme le « Projet de l'Ouest »).<sup>139</sup>

<sup>138</sup> Anthony Cordesman, *International Energy Outlook*, 1998, Washington, EIA Publ., DOE/EIA-0484, Avril 1998, p136.

<sup>139</sup> Communication de Rouben Azizian (de l'Université d'Auckland), " Russian-China Relations: from Forget the Past, Forget the West", p. 9 (présentée à la conférence d'AAPCSS organisée à Melbourne, juillet 1998).

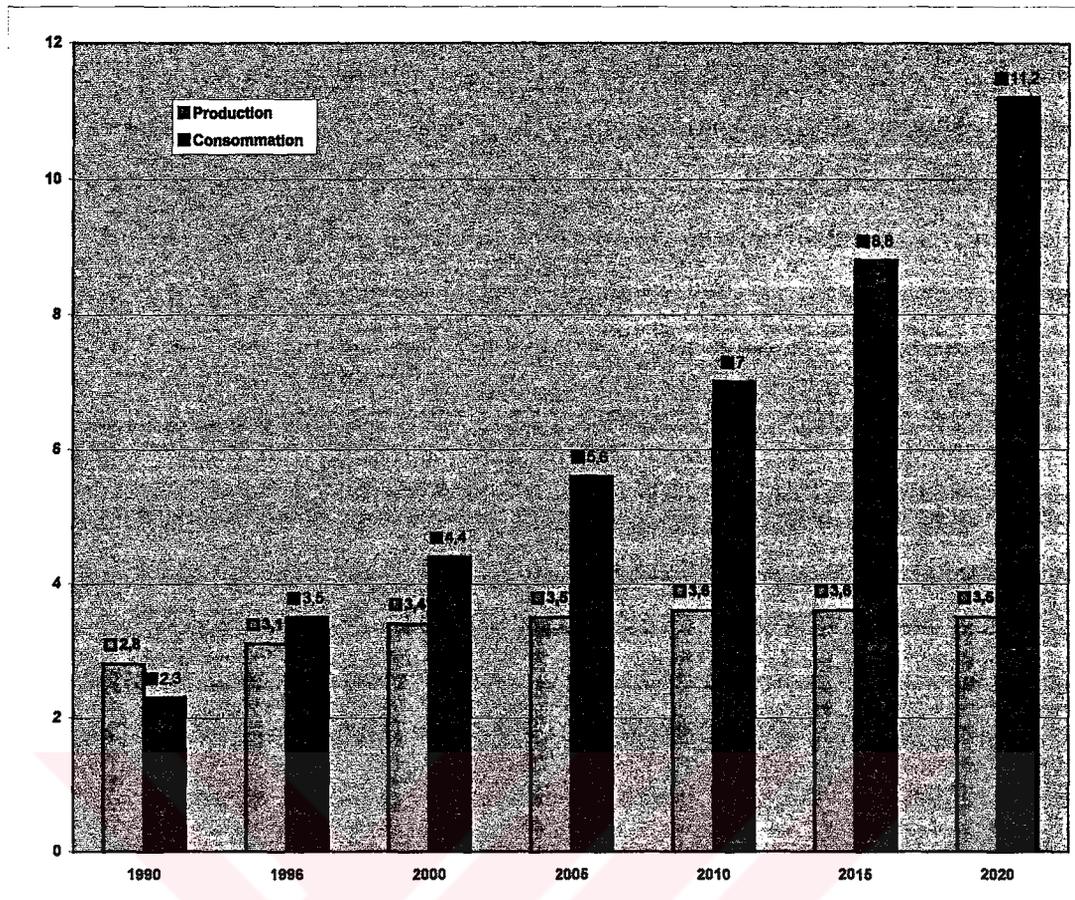


**Fig. 5 : La capacité de production de pétrole chinois (en million métrique barrils par jour)<sup>140</sup>**

Il existe également d'autres projets pour l'exploitation conjointe de champs de pétrole en Yakoutie ainsi que pour la construction de ligne à très haute tension permettant de fournir 18 milliards de kilowatt/heure à la Chine.<sup>141</sup> Mais ces projets dont l'origine remonte au milieu des années 90 n'ont toujours pas dépassé le stade des accords de faisabilité. La question du financement est en effet cruciale pour des projets qui s'élèvent chacun à plus d'un milliard de dollars. Ni Pékin, ni Moscou ne disposent en effet des fonds nécessaires au financement, et à l'ouverture à d'autres partenaires est à la fois vitale et difficile, particulièrement depuis les débuts des crises asiatiques.

<sup>140</sup> Cordesman., op cit., p.175.

<sup>141</sup> Thorinton, op. cit., p. 301.



**Fig. 6 : La production et la consommation du pétrole chinois (en millions de métrique barriles par jour)<sup>142</sup>**

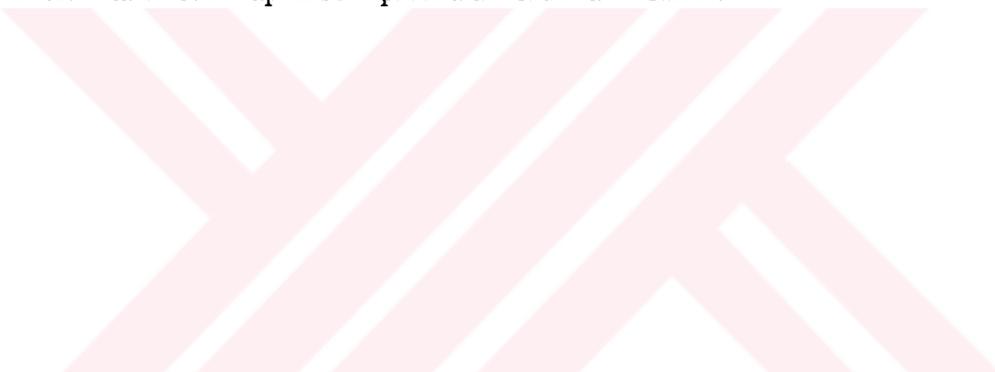
Par ailleurs, l'introduction d'autres partenaires comme le Japon, dont le marché et les capacités d'investissement dépassent de très loin ceux de la Chine, réduirait d'autant l'attrait, pour la Russie l'éventuelle coopération avec la Chine.

Des projets existent aussi dans le domaine de l'énergie nucléaire concernant la construction d'une centrale nucléaire mais là encore le projet ne semble pas très avancé. Dans un secteur plus sensible un projet de construction d'une usine d'uranium enrichi a également été évoqué. Dans le domaine énergétique la Russie s'est déclarée déçue d'avoir été évincée du projet hydro-électrique des trois gorges, ce qui met en évidence la difficulté de la coopération, même dans des domaines où une réelle complémentarité existe entre les deux pays.

En somme, depuis la fin des années 80, la Chine et la Russie ont progressivement mis en place un partenariat stratégique qui en apparence va en s'approfondissant. Cette

<sup>142</sup> Cordesman, op cit., p179.

communauté d'intérêts dirigée contre les Etats-Unis masque toutefois un déficit d'intérêts véritablement communs dans les domaines économique et stratégique. Au niveau bilatéral, le règlement de la question frontalière apparaît comme le seul véritable succès de ce partenariat stratégique. Par ailleurs, l'inégalité croissante entre la Chine et la Russie ne peut que nourrir la méfiance qui s'exprime parfois en Russie, à l'encontre de la puissance chinoise. En dépit des discours, ni la Chine, ni la Russie ne constituent l'autre une véritable priorité. Dans un sens positif, la Chine ne perçoit pas aujourd'hui la Russie comme une menace et en Russie, malgré certaines inquiétudes concernant la montée de la puissance chinoise, la tendance générale est plutôt de considérer que les ambitions chinoises ne sont pas dirigées contre la Russie. Dans un sens négatif, en revanche, la priorité stratégique pour la Russie et la Chine reste la relation avec les Etats-Unis. L'avenir du partenariat stratégique sino-russe repose donc sur l'évolution des relations de chacun des deux partenaires avec la puissance américaine. Il dépend également de la place que les puissances occidentales et le Japon sont prêts à accorder à la Chine.



## **QUATRIEME CHAPITRE - LES INITIATIVES MULTILATÉRALES POUR LE DÉVELOPPEMENT DES RELATIONS EN ASIE CENTRALE**

Il est clair aujourd'hui que les Etats-Unis revendiquent haut et fort le leadership mondial. Même si les principaux pays de l'Europe Occidentale et le Japon les acceptent encore largement, une certaine compétition implicite s'étend dans le but d'élargir leur propre mainmise sur le monde. En Asie centrale surtout, ces pays-là osent s'opposer à différents degrés au nouvel ordre mondial. Dans cette partie du travail, l'engagement des républiques centro-asiatiques, de la Chine et de la Russie sur la voie de coopération et le débat concernant l'avenir de la région seront les points cruciaux à traiter.

### **Section 1 - Le Shanghai des 5**

Les républiques centro-asiatiques cherchaient aujourd'hui leur équilibre entre les aspirations nationales et les alliances inter-régionales. Mais il leur faut aussi regarder au-delà de leur espace propre. Certes, la Russie restait pour chacune des républiques centro-asiatiques un partenaire économique inévitable. Il apparaît qu'au lieu de succomber à l'influence des puissances extérieures, les républiques centro-asiatiques pouvaient rester entre la sphère d'influence des leurs voisins immédiats et formaient éventuellement une enclave économique et stratégique. Mais le point le plus important est que les dynamiques politiques, économique, régionale et surtout la coopération militaire pouvaient finalement tempérer la menace de l'islamisme radical.

En avril 1996, à l'occasion d'une rencontre entre les chefs d'état de cinq pays de la région ( la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Tadjikistan, le Kirghizistan), un système de sécurité et de coopération a été mis en place.<sup>143</sup> Ce système, ayant contribué beaucoup à la stabilité régionale, avait ainsi connu un progrès important. Au début, les buts de ce système étaient plutôt vagues. Le document officiel avait engagé les chefs d'Etat de cinq pays membres à établir collectivement, dans le domaine militaire, des mesures en vue d'accroître la confiance tout au long de leurs frontières communes. L'accord a confié aussi les membres à s'opposer contre le nationalisme ethno-religieux. En effet, dans les années

---

<sup>143</sup> Misra, op. cit., p. 305.

récentes, les pays membres ont déclaré que les menaces contre leurs intérêts nationaux et la sécurité interne pouvaient déstabiliser l'harmonie ethno-religieuse dans leurs frontières et pouvaient mettre en danger leur souveraineté territoriale. En effet, la peur de sécessionnisme était la raison principale de la coopération militaire entre ces pays-là.

La déclaration jointe signée le 5 juin 2001 souligna le maintien de la souveraineté des états. De ce point de vue, dès que la sécurité de l'Etat a été mise en cause, les pays membres étaient moins vulnérables aux états rivaux que les nouvelles menaces comme le crime organisé, le commerce de drogue, le fanatisme religieux, la contrebande des armes et les autres activités incendiaires.<sup>144</sup> Les Etats membres ont insisté aussi sur le besoin des efforts conjoints en vue de combattre contre le terrorisme international et l'extrémisme religieux ceux-ci pouvaient être décrits comme les actes de balance entre la demande de l'enclave stratégique et les politiques intérieures. En effet, cette perception de menace commune et les tentatives actuelles ont aidé à établir la solidarité mutuelle horizontale entre les états rivaux de la région. L'absence des forces de sécurité permanentes (forces paramilitaires, armée nationale) dans ces pays après l'effondrement du système soviétique et l'érosion du contrôle de l'Etat sur son territoire et ses communautés en pleine transition post-communiste ont de plus accentué le besoin d'une solidarité mutuelle entre les républiques centro-asiatiques. Il est vrai aussi que les intérêts à long terme des états dépendaient largement des activités des autres états entre eux-mêmes. Cependant, il ne faut pas oublier que, au cœur de cette alliance, se trouve la Russie et la Chine. Le rapprochement de ces deux états va déterminer l'avenir de cette organisation. Malgré les hostilités violentes dans le passé, ces deux Etats combattent activement aujourd'hui contre le problème de sécessionnisme dans leur propre territoire.

Le développement des mécanismes de coopération résulte principalement de trois points de départ. Tout d'abord, chaque état membre admet les avantages du partenariat stratégique. Le consensus bipartisan sino-russe était en faveur de l'évolution d'une stratégie multilatérale afin de combattre avec les menaces de la sécurité régionale. Ceci était le résultat d'une entente bilatérale stable entre les deux états. Le second ayant la convergence des intérêts accrus, Moscou et Pékin se sont mis d'accord de ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures l'une dans l'autre. Parmi les puissances majeures, la Chine a été le seul défenseur de l'usage de force russe dans le Caucase du nord et la Russie, de sa part, a défendu les politiques chinoises envers Taiwan, le Tibet et le Xinjiang. Le troisième

---

<sup>144</sup> Ibid., p.306.

point de départ, le plus important de tous, les deux états ont partagé leur ressentiment contre le système unipolaire orienté par les Etats-Unis. L'inquiétude sur l'expansion militaire américaine et l'intervention économique en Asie centrale forgeaient l'entente sino-russe contre cette hégémonie. De plus, Moscou et Pékin maintiennent des points de vues similaires sur le radicalisme islamiste. Curieusement, quand la Chine populaire s'est approchée de l'Inde pour la création d'un bloc anti-islamique, la Russie a suggéré la formation d'une alliance trilatérale en vue de contrecarrer les revendications politiques.

Cependant, il est apparu que cette organisation était essentiellement un forum pour faciliter les intérêts sino-russe, les autres partenaires de l'organisation escomptaient de recevoir les gains significatifs. Par exemple les menaces contre la souveraineté nationale et les revendications des groupes majoritaires dominant ont provoqué les régimes au Kazakhstan, au Kirghizistan et au Tadjikistan à chercher la coopération régionale contre le sécessionisme territorial. C'est pour cette raison qu'il existe actuellement entre les pays membres de l'organisation la volonté de la renforcer catégoriquement.

L'initiative russe dans cette organisation peut être vue comme le résultat direct de ses réactions dues de son environnement politique interne. Etant le principal successeur de l'Union soviétique, la Russie a repris la responsabilité de mêler à tout conflit intra-régional comme arbitre. Elle avait dû développer une nouvelle doctrine militaire en prenant en considération le changement des conditions internes et internationales. La nouvelle doctrine militaire a annoncé au public en novembre 1999.<sup>145</sup> En effet, l'engagement actuel de Moscou en Asie centrale est basé largement à cette doctrine.

La nouvelle doctrine mentionnait la coopération militaire au sein de la CEI comme une priorité de la Russie. Dans ce cadre, ce document caractérisait les conflits armés locaux, existant sur la frontière de la Russie comme une des sources de menace à la sécurité du pays. Par conséquent, un des principes de la politique militaire était la préservation de la stabilité dans les zones contiguës et les états voisins de la Fédération russe. Ces principes ont donné à l'administration russe une base doctrinaire pour l'utilisation des moyens politiques et militaires afin de garantir la stabilité dans la région. La doctrine militaire russe prévoyait l'intervention des forces armées nationales en cas de la suppression des droits, des libertés et des intérêts légitimes des Russophones dans les autres républiques ex-soviétiques.

---

<sup>145</sup> Ibid.,p.310.

Néanmoins, le succès de ces objectifs dépendait largement non seulement des facteurs régionaux mais aussi des facteurs externes et la Russie a essayé de maintenir son statu-quo en comptant sur Pékin. Plus plausiblement, les buts de politique étrangère de Moscou étaient de garder la région sous une influence par le biais du partenaire stratégique, dont la Chine.

La Chine avait aussi ses propres doctrines géopolitiques et les points de vue différents pour la région. Cependant, les intérêts traditionnels russes dans la région empêchaient les ambitions chinoises. Les intérêts de ces derniers dans l'organisation ou leur rôle à long terme en Asie centrale dépend de la façon de voir l'islam et les menaces de ses citoyens musulmans. Cependant, la Chine suit une politique difficile envers la minorité musulmane au Xinjiang. L'engagement chinois dans l'organisation pour combattre le terrorisme était basé sur la peur de secessionisme islamique au Xinjiang et son inquiétude se forme sur la création d'un Etat musulman qui pourrait être un exemple provocant pour les républiques centro-asiatiques. Il est possible de dire que les différences idéologiques peuvent polariser les états de la région et lesdites minorités et créer une atmosphère d'hostilités. Les mouvements activistes poursuivant des intérêts spécifiques menés par les musulmans du Caucase du nord de la Russie et les Ouïghours du Xinjiang amenaient directement les états russe et chinois et leur minorité islamique en confrontation.

Dans l'aménagement courant, les républiques centro-asiatiques se basaient sur le principe de majorité ethnique. Selon les chiffres, il y a à peu près 10 millions d'Ouïghours en Chine, et en effet, il existe une volonté forte entre les Ouïghours en vue de s'unir et de former un état indépendant.<sup>146</sup> De plus, il y a aussi 19 millions de Kazakhs habitant en Chine, même s'il n'y a pas de sentiment sécessionniste parmi les Kazakhs de Chine, le problème de frontière entre les deux Etats engendrer des mouvements de minorités kazakhs en Chine. Similairement, le soutien du Kazakhstan et du Kirghizstan pour le combat russe contre le secessionisme résulte de la présence des minorités russes dans leurs territoires.<sup>147</sup> Dans ce contexte, si la Russie décide un jour d'encourager le sécessionisme entre les ethnies russes dans ces deux républiques, cela peut certainement ébranler leur intégrité territoriale. De même, nous pouvons dire que le profil multi-ethnique des membres de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) était un autre facteur clé dans leur alliance irrédentiste à l'intérieur de la Chine, de la Russie, du Kirghizstan et du

<sup>146</sup> Mehmet Seyfettin Erol, "Avrasya'da Güç Mucadelesi: Şangay Beşlisi ya da Maşşerin Beş Atlısı", *Stratejik Analiz*, Vol. 2, No: 14, Juin 2001, p. 5.

<sup>147</sup> Bates Gill, "Shanghai Five: An Attempt to Counter vs Influence in Asia", *Newsweek Korea*, Mai 2001.

Kazakhstan et la montée éthno-religieuse au Tadjikistan ont assuré en effet une forte révision pour ces Etats de rester ensemble vis-à-vis des adversaires. Il est vrai que l'absence de l'Ouzbékistan dans l'OCS était significative. La paix et la stabilité dans la région dépendent dans certaines mesures de la paix et de la stabilité intérieure en Ouzbékistan, car cet état avec une population musulmane énorme maintient une relation ambiguë avec l'Islam comme idéologie. La religion reste encore un aspect essentiel de la culture ouzbèke. Donc, le 15 juin 2001, les dirigeants des cinq états membres se sont réunis à nouveau à Shanghai.<sup>148</sup> Ils ont décidé d'admettre l'Ouzbékistan comme un nouveau membre.

Les réponses aux appels à une coopération spécifique contre le terrorisme ont été diverses jusqu'à présent. C'est l'Ouzbékistan qui avait manifesté le plus d'enthousiasme, car les leaders ouzbeks voyaient d'un bon œil une attaque contre le Mouvement Islamique d'Ouzbékistan (MOI) basé en Afghanistan. Le Mouvement islamique d'Ouzbékistan est un parti d'opposition islamique interdit, qui prône le renversement par la force du régime du président Islam Karimov et la mise en place d'un califat ou d'un Etat islamique. Ce mouvement s'opérait à partir des bases sectaires situées en Afghanistan, tout en effectuant des incursions dans la vallée de la Ferghana et aux environs qu'il considérait comme le plus propice à l'établissement d'un califat. Plus récemment, le MOI, soutenu par les Talibans, a mené des incursions en Ouzbékistan et au Kirghizistan.<sup>149</sup>

Le 14 septembre 2001, au cours de la première rencontre des Premiers ministres des états membres de cette organisation à Almaty, les responsables politiques ont publié une déclaration commune pour montrer leur volonté de mener à bien la lutte contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme. Ils exprimèrent leur détermination à coopérer avec tous les pays et les organismes du monde et à prendre des mesures efficaces dans cette lutte.<sup>150</sup> L'existence même de l'OCS a fourni un bon exemple des moyens susceptibles d'assurer le maintien de la paix et de la sécurité dans la région et semblait créer un nouveau type de relations entre ces états et un nouveau modèle de coopération régionale. Les six chefs d'état se sont mis d'accord sur le maintien et l'élargissement de la coordination des questions générales de sécurité en Eurasie. Ils se sont prononcé également en faveur d'un projet de coopération économique et commerciale à long terme,

<sup>148</sup> www.xinhuanet.com., "La déclaration de l'OCS", 23 janvier 2002.

<sup>149</sup> " Le 11 Septembre et la crise Afghane vue de l'Asie centrale" **Briefing paper – Central Asia international crisis group**, Bruxelles, 28 Septembre 2001. p.1.

<sup>150</sup> Henri Eyraud, "L'organisation de coopération de Shanghai", **Chronique Chine**, 28 juin 2001.

s'engageant à créer un nouvel ordre politique et économique international basé sur la démocratie, la justice et la rationalité.<sup>151</sup>

Ces présidents estimaient à l'unanimité que la création et le développement du groupe "Shanghai des six" correspondent au courant historique de la paix et du développement après la Guerre Froide. Ils estimaient aussi que, dans un contexte de la multi-polarisation politique du nouveau millénaire et du développement rapide de l'économie et de l'informatique, transformer le mécanisme du groupe "Shanghai des six" en une nouvelle forme de coopération profiterait aux états membres pour saisir plus efficacement les nouvelles opportunités et faire face aux nouveaux défis et menaces. Les chefs d'Etats insistaient que les pays membres de l'OCS respecteraient scrupuleusement les principes et objectif de la Charte des Nations Unies. Ils respecteraient mutuellement l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale. Ils ne s'interviendront pas dans les affaires intérieures de l'autre partie. L'OCS appliquera le principe de non-alignement, de ne pas cibler d'autres pays et celui d'ouverture sur extérieur Elle souhaitait engager la coopération et le dialogue ainsi que des échanges, sous différentes formes, avec d'autres pays et des organisations internationales.

Le président kazakh, Nazarbayev, a proposé que l'OCS rebâtisse la Route de Soie. Selon lui, une fois résolus les conflits de frontière, l'OCS devrait se concentrer sur les questions économiques, notamment les moyens de transports. L'agenda de l'OCS était dense et se mis rapidement en oeuvre. En septembre 2001, les six chefs de gouvernements avaient vu à Almaty pour discuter de la coopération économique et commerciale de 2001 à 2010.<sup>152</sup> Les ministres de la défense des ces six pays ont réaffirmé que "le traité sur les missiles antibalistiques de 1972 est resté le fondement d'une stratégie globale et pré condition au désarmement". Les boucliers soi-disant anti-missiles des Etats-Unis étaient en opposition totale avec ce traité de 1972.<sup>153</sup> Les six ministres s'opposaient aussi au plan d'un certain nombre de nations de déployer le système de défense bas" sur les missiles dans la région de l'Asie-Pacifique, une allusion au système que les Etats-Unis comptaient installer à Taiwan et qui est dirigé contre la Chine.

De nombreux pays asiatiques avaient réagi favorablement à la création de la nouvelle organisation, mais les pays occidentaux préférèrent ignorer l'événement. Les

<sup>151</sup> www.xinhuanet.com., "Une nouvelle organisation de coopération eurasiatique créée à Shanghai", le 21 juin 2001.

<sup>152</sup> Ibid.

<sup>153</sup> Erkin Ekrem, "Ulusal Füze Savunma Sistemi (NMD) Çin'i Rusya'ya Yakınlaştırabilir mi ?" *Avrasya Dosyası*, Vol 6, No 4 , Hiver 2001, p.129.

rare commentaires de la presse y étaient néanmoins éloquentes. « L'OCS, nouvellement formée, pourrait bien émerger comme une force puissante contre l'influence des Etats-Unis dans la région. »<sup>154</sup> Elle est également perçue comme une rivale pour les organisations régionales plus orientées sur l'Occident. A vrai dire, l'organisation ne veut pas apparaître comme une alliance anti-américaine, mais fait bloc autour de la Russie et de la Chine contre les projets américains de bouclier anti-missile et de l'élargissement de l'OTAN. L'alliance était plutôt hostile aux Talibans. Elle avait aussi ses faiblesses, sur le plan économique, chacun des signataires a beaucoup plus besoin des Etats occidentaux que l'OCS. Les petits pays de l'Asie centrale pouvaient de leur part se méfier de la prédominance de la Russie et de la Chine dans cette région. Donc dès qu'il y ait une union douanière entre ces deux états, il y aurait toujours des causes qui peuvent pousser à la rivalité, ce qui peut influencer fortement l'avenir de l'OCS.



---

<sup>154</sup> [www.smh.com.au/news/01/06/16/word/word16.html](http://www.smh.com.au/news/01/06/16/word/word16.html)

	<u><b>Les Menaces Traditionnelles</b></u> 1. Secessionnisme 2. Séparatisme 3. Irredentisme 4. Nationalisme extrémiste	
<u><b>Les Initiatives économiques</b></u> 1. Le commerce frontalière 2. L'investissement inter-étatique 3. L'échange des ressources 4. Le développement économique soutenable	<b>L'engagement de l'Aréna</b>	<u><b>Les Initiatives Stratégiques</b></u> 1. Prévantion entre la contraction des Etats 2. Régime Status-quo 3. La reconnaissance mutuelle de souveraineté 4. Contrôler L'hégémonie américaine
	<u><b>Les Menaces no-traditionnelles</b></u> 1. Radical Islamisme 2. Terrorisme 3. Le trafic de drogue 4. Enlèvement des enfants & Extorsion	

Figure 7 : Les domaines d'interaction commune de L'organisation de Coopération de Shanghai 5<sup>155</sup>

## Section 2 - Qui va Gagner en Asie Centrale? S'agit-il d'un « Grand Jeu » des grands acteurs en Asie Centrale ?

Au début du siècle dernier, dans un article devenu classique, Halford Mackinder avait cru trouver dans le cœur territorial de l'Eurasie – le heartland- le pivot géographique de l'histoire. Il émet l'hypothèse qu'existe un pivot du monde fut constitué par la partie continentale de l'Eurasie. La puissance qui en a la maîtrise, contrôle de fait l'île mondiale c'est-à-dire les trois continents Europe, Asie et Afrique.<sup>156</sup> La Russie, dans ce contexte bénéficiait d'une position clé, elle occupait dans l'ensemble du monde la position stratégique centrale. Mais aujourd'hui il y avait des autres acteurs qui voulaient jouer ce

<sup>155</sup> Misra, op cit., p.315.

rôle pivot pour contrôler ou influencer politiquement et économiquement les relations internationales.

L'effondrement de l'Union soviétique a donné pour la première fois en Asie centrale son autonomie à la fois en tant que scène et en tant qu'acteurs des relations internationales. Mais de ce fait, cet épisode a libéré également, dans la région comme ailleurs, de nouvelles menaces et acteurs que les républiques centro-asiatiques peurent difficilement gérer seule. Ces menaces ou ces incertitudes concernaient pour la majorité d'entre elles l'émergence d'une puissance chinoise. Les ambitions de la Chine s'appuyaient aujourd'hui sur une idéologie nationaliste, qui constituait l'unique soutien idéologique du régime et sur une croissance économique remarquable, qui permit la libération de surplus nouveaux destinés au développement de l'appareil militaire. Si les capacités de ce dernier demeurent limitées au regard de celles de la superpuissance américaine, elles sont, en revanche loin d'être négligeables particulièrement dans leur dimension balistico-nucléaire au niveau régional.

D'une part, la Russie se retira de toutes ses conquêtes laissant pour la première fois la Chine libre de toutes menaces sur son flanc continental. Alors que tout au long de son histoire, la Chine avait dû tenir compte de l'éventualité d'une incursion barbare sur ces marges terrestres, l'effondrement de ses adversaires principaux et de ses satellites lui permettait enfin réserver ses priorités en faveur d'un développement économique source de puissance globale et de déplacer ses ambitions stratégiques. D'un autre côté, les États-Unis, en dépit d'une relation économique modeste avec l'Asie centrale, ont hésité à poursuivre un coûteux engagement militaire, ont privilégié au contraire les discours sur l'intégration économique et politique et évolution pacifique de la puissance chinoise.

Depuis une dizaine d'années, l'Asie centrale connaît un nouveau "Grand jeu" dont le but était de remplir le vide laissé par l'effondrement de l'Union soviétique. En déployant leurs forces militaires dans les anciennes bases de l'Armée rouge en Ouzbékistan, les États-Unis confirmaient l'accroissement de son influence depuis la fin de la Guerre Froide. Mais l'intervention américaine dans cette région impliqua aussi des négociations sensibles avec un certain nombre d'états aux intérêts politiques divergents, avec un possible coût politique pour les États-Unis. Depuis 1991, les États-Unis s'efforçaient de faire refluer l'influence russe hors l'Asie centrale et du Caucase tout en n'y conservant qu'une influence iranienne réduite au minimum. A la place, Washington a

---

<sup>156</sup> Muzaffer Özdağ, " Jeopolitik Konusunda notlar", *Avrasya Dosyası*, Vol. 1, No: 3, Automne 1994, p. 155.

encouragé le Turkménistan et l'Ouzbékistan à coopérer avec le Pakistan et la Transcaucasie avec la Turquie. Autre règle de base: L'utilisation des oléoducs et des gazoducs exportant l'énergie de la mer Caspienne comme un atout stratégique pour le contrôle des Etats nouvellement indépendants.<sup>157</sup>

Donc, il n'est pas nouveau que la stabilité de l'ensemble de la zone reposait, pour une large mesure, sur le jeu des puissances extérieures qui viennent contrebalancer les déséquilibres internes à la région. Parmi ces puissances extérieures, les Etats-Unis occupaient la première place. Mais, la Russie aussi a ambitionné également de peser le poids le plus important en jouant un rôle d'interface entre l'Orient et l'Occident. Ces rapports de force entre les puissances externes et les puissances internes ne manqueront pas d'être fortement influencés par la recomposition du paysage stratégique qui a suivi les attentats du 11 septembre 2001 et qui concerne entre autres, le positionnement de la Russie. Les attentats du 11 septembre 2001, quelles que soient leurs suites militaires à plus long terme, auront sans doute comme première conséquence un véritable réinvestissement des Etats-Unis dans la région. Même dirigé contre le terrorisme, ce réinvestissement couple au rapprochement des intérêts stratégiques avec la Russie, ne pourra marquer d'avoir une influence considérable sur les rapports de force et les équilibres stratégiques régionaux. Ainsi la Chine sera sans doute le plus à perdre. Le gouvernement chinois hésitait trop avant de se rejoindre au coup de la lutte contre le terrorisme pour espérer gagner le soutien des Etats-Unis dans sa lutte contre les menaces indépendantistes auxquelles le pouvoir prétend faire face au Xinjiang. Mais, un véritable engagement de la Chine aux côtés des Etats-Unis ne pouvait passer que par une véritable neutralisation des stratégies d'opposition aux Etats-Unis mises en place par la Chine depuis la fin des années 1980,<sup>158</sup> stratégies qui ont souvent pris la forme d'activités proliférantes en direction d'Etats considérés comme des bastions de l'islamisme fondamentaliste radical. A cet égard, le cas de la Chine apparaît comme très différent de celui de la Russie, qui grâce à son engagement immédiat aux côtés des Etats-Unis, pourrait au contraire regagner sa place perdue de grand acteur des relations internationales.

Dans ce nouveau contexte, la Russie, si elle se donnait les moyens d'effectuer un retour progressif dans la zone, comme le président Poutine, en a, à plusieurs reprises

<sup>157</sup> Philippe Rekacewics, " Du Golfe à la Chine, Des conflits à Haut Risque", *Le monde Diplomatique*, novembre 2001, p.17.

<sup>158</sup> Philip S. Golub, " Washington et Pékin , une mutuelle méfiance", *Le monde diplomatique*, Octobre 1999, p.21.

exprimées l'intention, pourrait jouer un rôle stabilisateur non négligeable notamment en Asie centrale. Mais ce cas de figure était difficilement acceptable pour la Chine, qui considérait toujours que seul l'effacement de la Russie rendait possible un partenariat stratégique sino-russe. La Chine ne peut donc que craindre d'assister à l'émergence d'une nouvelle alliance entre la Russie et les Etats-Unis face à la menace terroriste, d'autant que cette nouvelle complicité entre les deux puissances rivales de la Guerre Froide s'inscrit dans un mouvement amorcé avant les attentats sur les questions de projets de défense antimissile.

La guerre contre le terrorisme a contribué ainsi à renforcer les alliances issues de la Guerre Froide que la Chine dénonçait depuis plusieurs années en offrant aux acteurs concernés un nouvel ennemi commun et en élargissant les coalitions existantes. En revanche, le poids démographique considérable de l'islam en Asie centrale a conforté l'importance stratégique de l'ensemble de la région dans la lutte engagée par les Etats-Unis. Nous pouvons considérer que, dans cette lutte, le souci de préserver les gouvernements modérés de tout risque de subversion islamiste poussera les Etats-Unis à renforcer considérablement leur aide matérielle et leur soutien politique. Les chinois voulaient bien se prêter à une opération ponctuelle contre le terrorisme mais ils redoutent que cette équipée ait servi de prétexte à une percée stratégique des Etats-Unis en Asie centrale. D'où leur insistance à exiger que l'intervention en Afghanistan soit validée par les Nations Unies, manière pour eux d'y introduire le maximum de garde-fous. Car la Chine s'inquiétait pour l'avenir de son grand dessein en Asie centrale. La région possédait d'importantes réserves d'hydrocarbures dont l'intérêt était d'autant plus stratégique que la Chine est importatrice net du pétrole depuis 1993.<sup>159</sup>

Au-delà de la question énergétique, la Chine populaire voit surtout dans cette région une profondeur stratégique de la haute utilité dès lors que le scénario d'un affrontement avec les Etats-Unis sur sa façade Pacifique. Il faut probablement trouver là l'explication des rôles activiste joué par la Chine populaire dans la formation de l'OCS. Officiellement sa mission est de lutter contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme. En réalité la Chine veut surtout en faire un outil au service de son dessein stratégique en Asie centrale. Sa diplomatie dans la région est subordonnée à l'ouverture de cet axe transcontinental eurasiatique. Aussi elle redoutait qu'une agitation islamiste alimente le séparatisme des Ouïghours musulmans du Xinjiang. Mais simultanément, c'est

---

<sup>159</sup> Yasheng Huang, "Sino-US relations: The economic dimension" in Yong Deng et Fei-Lingway (éds.), *In the Eyes of the Dragon*, Lanham, Rowman, 1999, p179.

l'émergence même de ce péril commun qui précipitait la cristallisation d'organisation de type l'OCS. Selon la théorie de complot, la Chine a laissé les services secrets du Pakistan, son proche allié, attiser les braises de l'islamisme dans la région dans le but d'accélérer un rassemblement d'Etats fragilisés sous les auspices chinois. L'intérêt pour la Chine de se constituer cette arrière-cour à vocation américaine peut être à terme anti-russe, peut l'emporter sur le risque d'une contagion Ouïghour au Xinjiang. Il est vrai que les Chinois tiendront à voir la main des américains derrière ce mouvement islamiste.

A croire certains analystes chinois, la stratégie américain viserait à démembrement la Chine sur ses marches occidentales, le Tibet et le Xinjiang, dans le but d'ériger une barrière de "mini-états" la coupant des réserves d'hydrocarbures d'Asie centrale. Cette théorie influence en tout cas la pensée stratégique des maîtres de Chine. On comprend leur inquiétude devant le scénario d'une poussée américaine en Afghanistan et en Asie centrale, une région dont la Chine rêva de faire chasse gardée.

Il est possible d'ajouter que, pour le gouvernement chinois, les relations avec les Etats-Unis ont toujours considéré comme les plus importantes. On peut ainsi mesurer leur impact direct ou indirect dans les relations extérieures de la Chine. Depuis des décennies, les dirigeants chinois se sont efforcés de maintenir des relations normales entre les deux pays. Cependant, la politique américaine à l'égard de la Chine était toujours très instable, voire changeante au fur et à mesure de l'évolution de la situation internationale et de la situation intérieure dans chacun des deux pays. Il est certain que l'approfondissement de la réforme et de l'ouverture signifiait que la montée en puissance de la Chine va se poursuivre. Cette dernière sera donc amenée à jouer un rôle crucial en Asie centrale et dans le reste du monde. Mais les Etats-Unis ne savaient pas comment faire face à cette montée en puissance de la Chine et cherchèrent à empêcher une extension de l'influence chinoise dans les sphères tant mondiales que régionale. Pour la partie chinoise, les Etats-Unis demeuraient la seule superpuissance dans le monde de l'après Guerre Froide. Leur rôle dans les domaines économique, commercial et international n'était absolument pas négligeable. Or le marché, la technologie et l'investissement furent autant élément indispensable au développement de l'économie chinoise. Le maintien des relations normales avec les Etats-Unis correspond donc aux intérêts nationaux chinois. De leur côté, les Etats-Unis ne pouvaient pas non plus nier la réalité, ni la rapidité du développement de la Chine. D'une part, les relations avec la Chine populaire ont une grande portée, non seulement sur la sécurité de la région, mais aussi sur la stabilité du monde dans son entier. D'autre part, la potentialité du grand marché chinois attira l'attention du milieu d'affaire

américain. Actuellement, l'économie américaine est entrée dans une phase de récession assez importante, le marché chinois est donc devenu encore plus indispensable pour les Etats-Unis. Tout cela prouve qu'un règlement convenable des différends et un développement significatif des relations bilatérales bénéficieront aux deux parties. Il ne sera pas faux de dire que la valeur économique de la région attirera les autres acteurs internationaux dans la région. Plusieurs acteurs entreront en jeu pour profiter des immenses réserves pétrolières de la région. Le contrôle de ces ressources d'énergie et des routes d'exportation deviendra rapidement une des questions les plus importantes des politiques de l'après Guerre Froide. La lutte entre la Russie et l'Ouest peut faire connaître l'identité de celui qui contrôlera les réserves de pétrole de l'Eurasie.

Il est vrai que les Etats-Unis et les pays européens avaient intérêt à ce qu'il y ait un libre accès des différentes parties aux sources de pétrole et de gaz de l'Asie centrale. Cet accès pourra diminuer la dépendance des états occidentaux vis-à-vis des pays arabes du Moyen Orient. D'autre part, les nouveaux états indépendants vont voir leurs revenus s'accroître à ce qui pourrait leur permettre de dépendre beaucoup moins de la Russie, militairement et économiquement. L'Iran et le Pakistan sont aussi en concurrence pour l'exportation du pétrole et du gaz turkmène. Il s'agit également d'une compétition similaire, sur l'autre front, entre la Turquie et l'Iran, en matière des oléoducs à construire, mais aussi sur le plan des initiatives de coopération multilatérale avec les pays d'Asie centrale. Les ambitions turques et les investissements engagés, témoignaient du souci d'Ankara, d'être très présent au-delà de l'Asie centrale. L'affinité linguistique, le souvenir d'un parturquisme émancipateur, l'image d'un islam laïc pouvaient conforter l'espoir turc d'accroître sensiblement sa zone d'influence, une vision approuvée aux yeux des Européens et des Américains qui sont d'accord pour son rôle intermédiaire privilégié entre les occidentaux et l'Asie centrale.

Donc nous constatons que les différentes ambitions des divers acteurs internationaux pèsent encore dans cette région. L'Asie centrale demeure dans l'avenir une des régions les plus importantes du monde. Dans un monde où les moyens technologiques et économiques ont pris la place des interventions militaires, les acteurs qui harmoniseraient ces facteurs-ci vont bénéficier fortement des ressources naturelles de l'Asie centrale et deviendraient des forces majeures de la région.

## CONCLUSION

Au début des années 90, l'effondrement de la puissance soviétique a entraîné la réapparition de l'espace géostratégique de l'Asie centrale comme une nouveauté à redécouvrir et la région est devenue l'objet des intérêts croissants pour de diverses puissances. Nous avons constaté que Pékin, pour sa part, y a trouvé un nouveau camp d'intervention, pour la Chine le retrait de la Russie a d'abord été perçu comme une occasion à saisir et la possibilité de reprendre une marche vers l'occident.

Nous avons essayé de souligner qu'en Asie centrale, la Chine entend être reconnu comme un acteur majeur, en particulier dans le jeu énergétique qui se met en place dans la région. L'intérêt de la Chine pour les Républiques d'Asie centrale répond par ailleurs à l'inquiétude croissante suscitée, à Pékin, par l'agitation dans la province du Xinjiang. Celle-ci partage en effet avec ses voisins de nombreux points communs. Aussi nous avons constaté que les recompositions géostratégiques en cours en Asie centrale font craindre à Pékin que l'influence de l'Union soviétique ne soit remplacée par celle des Etats-Unis. Donc il ne sera pas faux de dire que la stratégie de Pékin dans la zone est relativement complexe. Il s'agit de profiter de la faiblesse des Etats de la région pour, après avoir fixé d'une manière avantageuse le tracé de frontière, ouvrir de nouveaux marchés et tirer parti de ressources énergétiques dont Pékin devrait avoir un besoin croissant dans l'avenir.

Dans le même temps nous avons vu que la Chine tente d'endiguer tout éventuel soutien aux mouvements séparatistes qui se manifestent avec une violence accrue au Xinjiang. Donc nous pouvons dire qu'au début de XXIème siècle, la Chine populaire va continuer à mettre en place sa politique étrangère plus indépendante, et la paix et le développement économique seront toujours considérés par Pékin comme un objectif primordial dans l'évolution de la situation internationale. Aujourd'hui, la tâche principale du gouvernement chinois restera le développement de l'économie nationale et l'amélioration du niveau de vie du peuple chinois. Pour atteindre cet objectif, Pékin devra aussi s'employer à créer un environnement international de paix. Dans ce but, l'adhésion de la Chine à l'Organisation Mondiale de Commerce (OMC) lui a permis de développer davantage ses relations extérieures dans le domaine économique. Certes la Chine continuera de développer ses relations avec tous les pays du monde. Les relations sino-américaines occuperont toujours une place importante, les relations avec la Russie ont déjà pris une forme stratégique, plus particulière. Il n'y a pas de doute qu'en raison de la

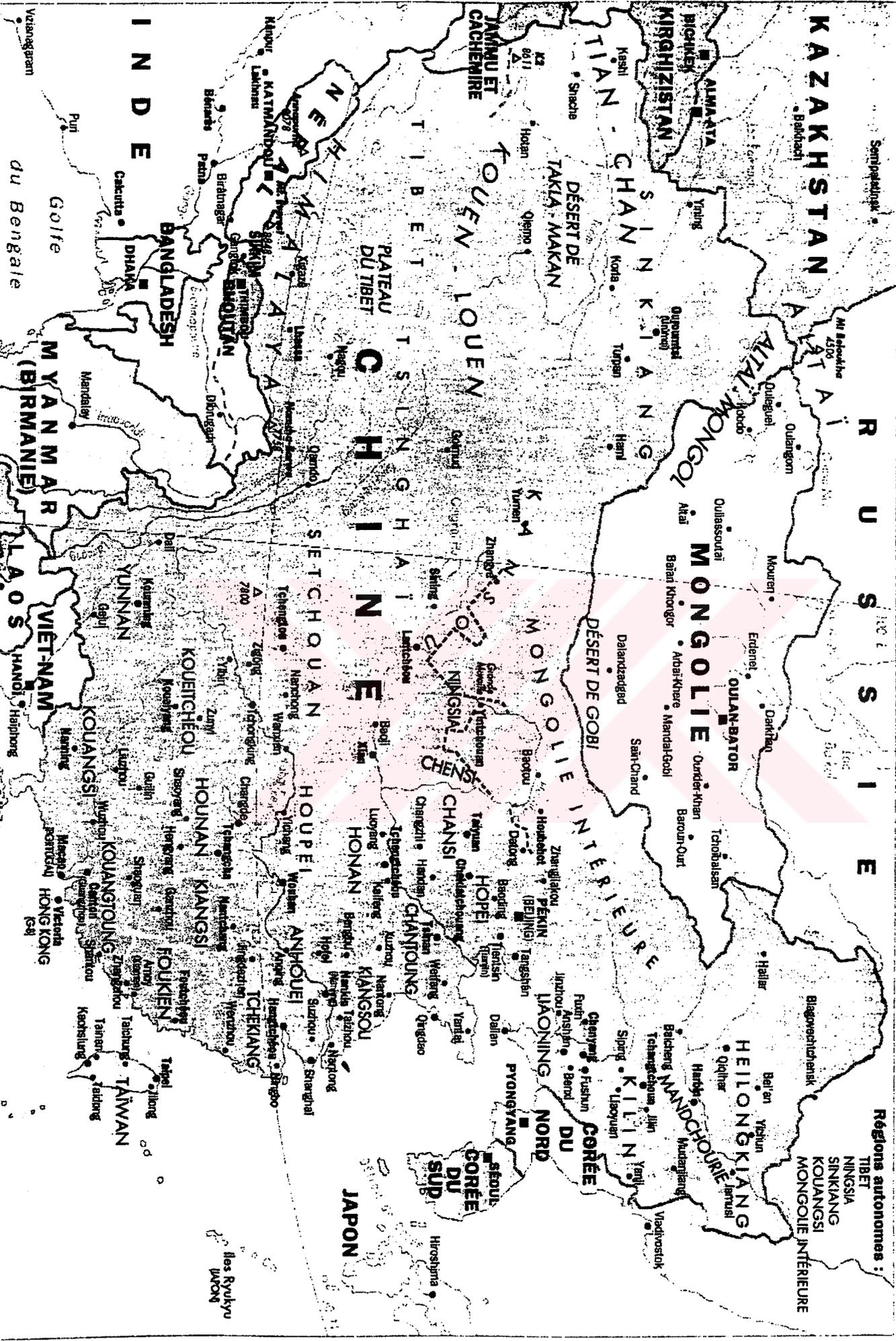
mondialisation économique et de la multipolarisation internationale, si Pékin voulait devenir un acteur mondial, elle devrait chercher, tout en renforçant ses relations avec les pays du monde entier, à mener une coopération plus étroite avec les organisations internationales et régionales. Ainsi doit-elle jouer un rôle plus actif dans les initiatives internationales et régionales destinées à sauvegarder la paix et la stabilité du monde. Sans aucun doute, toutes ces contributions favoriseront aussi le renforcement et l'amélioration de ses relations avec les pays qui voulaient prendre sa sphère d'influence.

Mais il ne faut pas oublier qu'une région comme l'Asie centrale ne sera jamais laissée aux volontés d'un seul état comme la Chine. Face à la pression des intérêts chinois, les gouvernements des pays d'Asie centrale tentent de préserver une stratégie équilibrée qui inquiète les autorités Pékin. Après l'effondrement de l'URSS, la Chine populaire avait espéré profiter de l'existence d'un vide qui lui permettrait à développer une politique de puissance au-dessus de ses moyens. C'est pour cette raison que Pékin dénonce avec vigueur les intérêts américains pour ses régions contiguës. Dans ce cadre, l'émergence des autres acteurs dans cette région, en particulier par l'intermédiaire de l'aide au développement des infrastructures, a été perçue par Pékin comme une stratégie occidentale de l'endiguement qui empêcherait la promotion des intérêts chinois sur le plan régional. Malgré tout, il est possible de penser que la politique extérieure chinoise gardera sa continuité en Asie centrale et avec ses politiques appliquées, Pékin va évoluer vers une ouverture plus large qui lui rendra un acteur non seulement régional, mais aussi mondial.



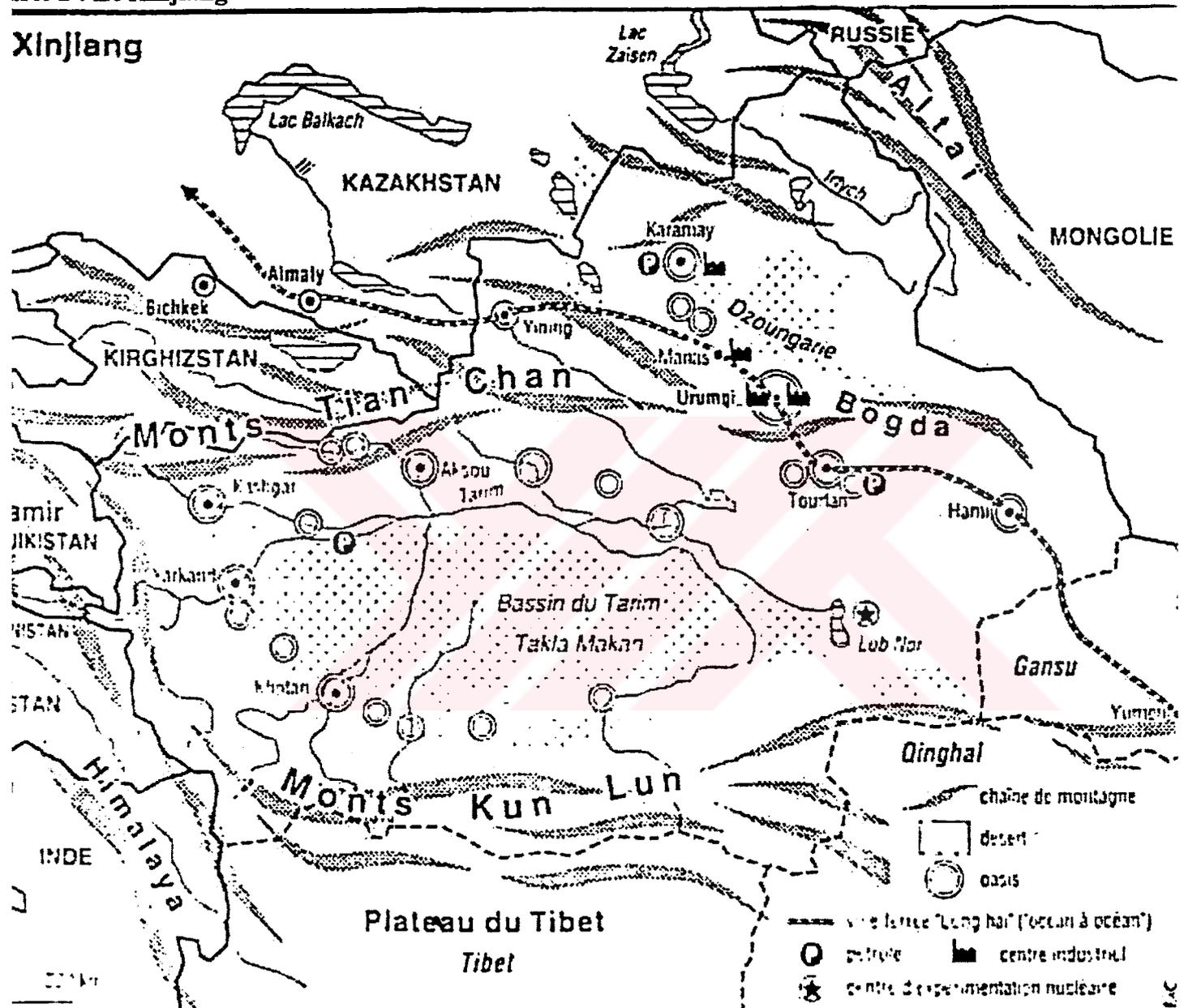
**CARTES**

CARTE 1: LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

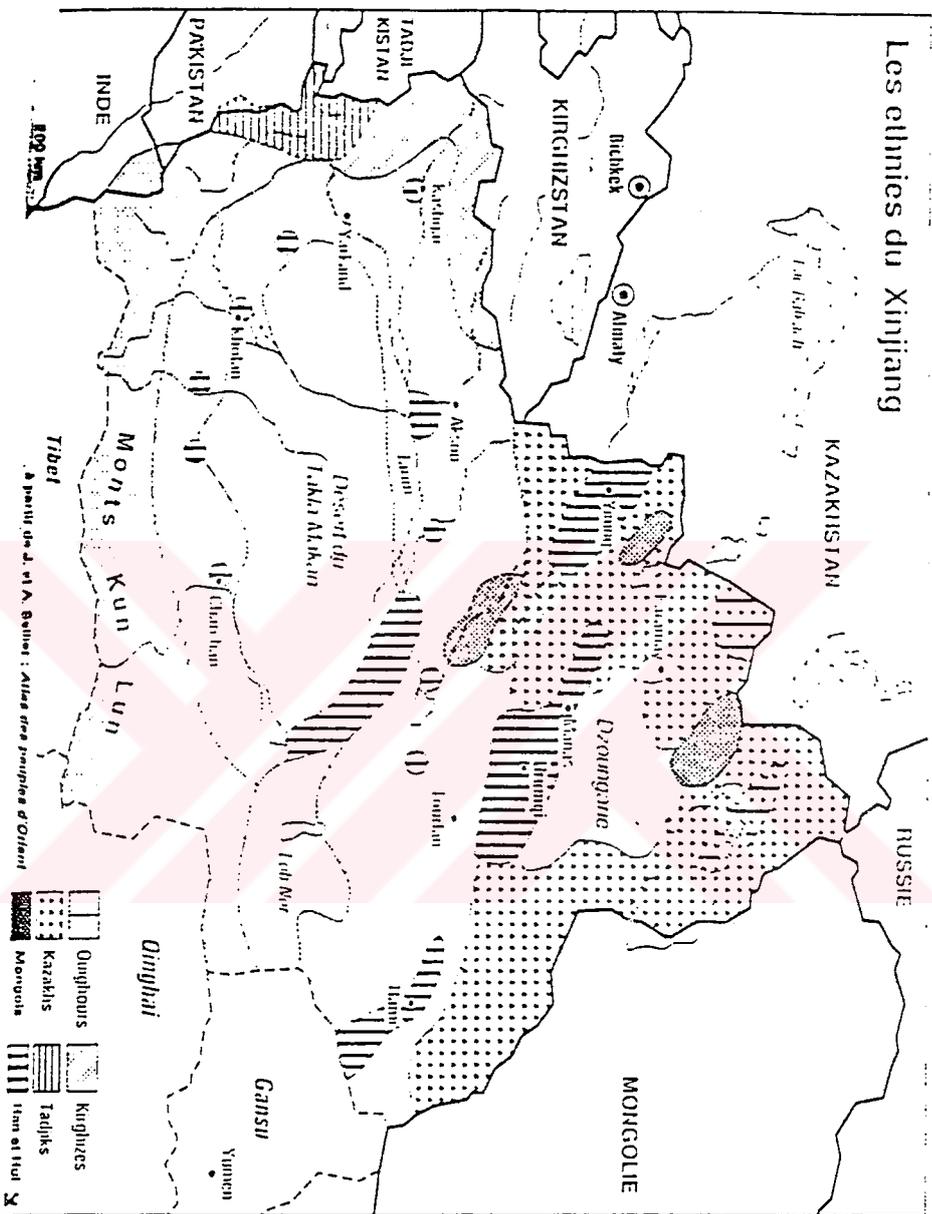


Carte 2 : Le Xinjiang

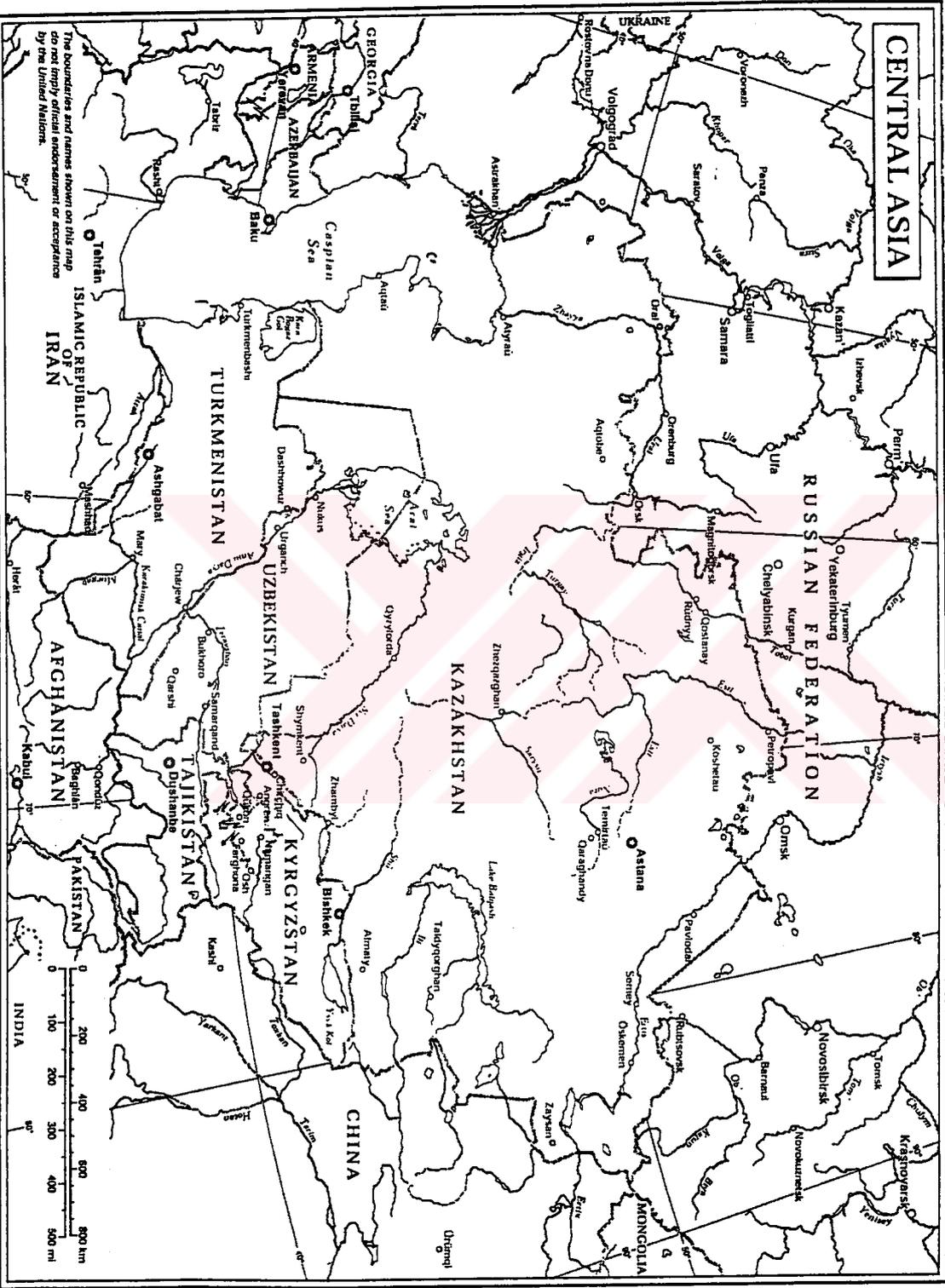
Xinjiang



La Carte 3 : Les ethnies du Xinjiang



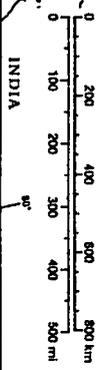
La Carte 4 : Les Frontières centro-asiatiques



CENTRAL ASIA

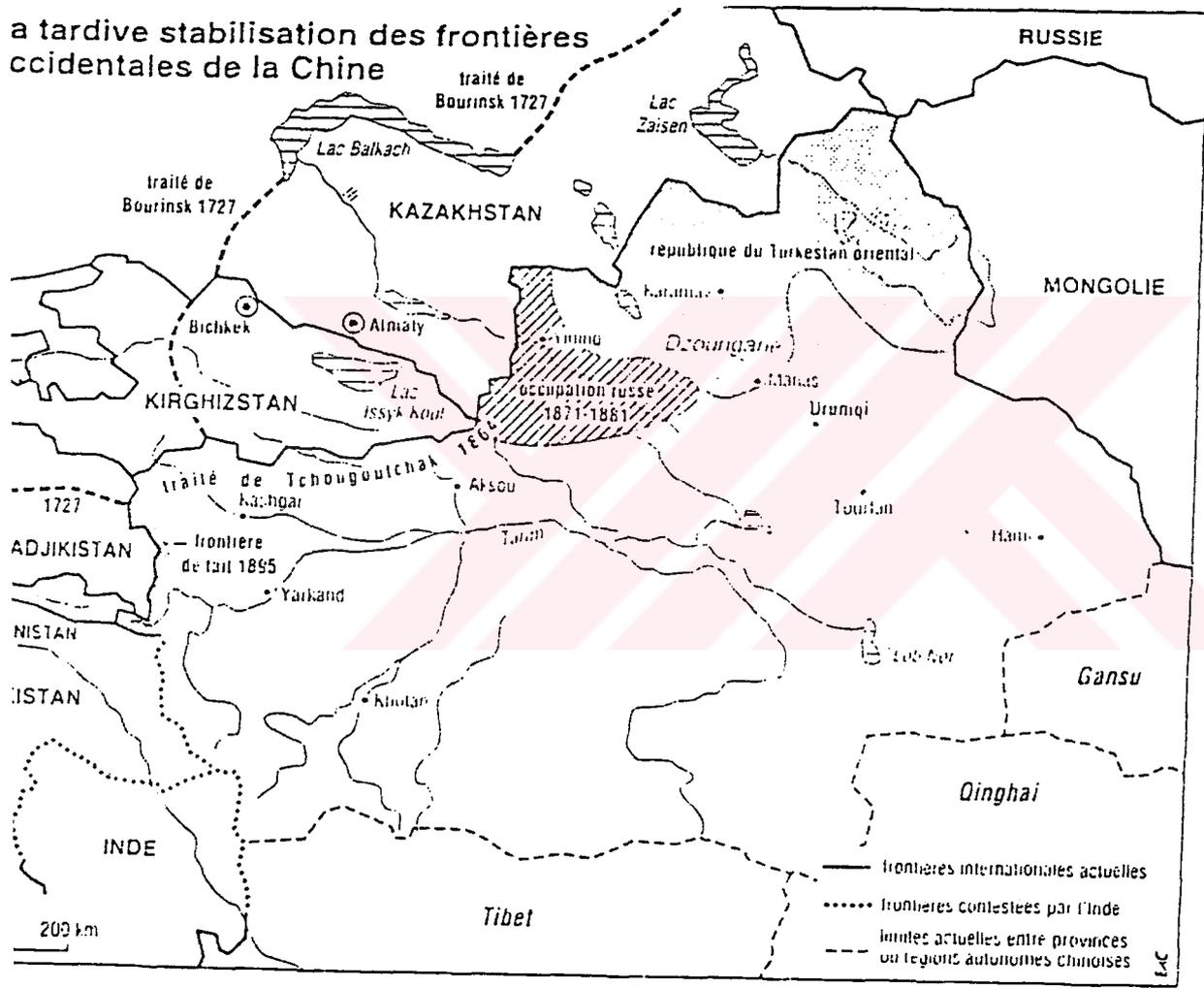
The boundaries and names shown on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations.

Map No. 3263 Rev. 4 UNITED NATIONS  
October 1998



Department of Public Information  
Cartographic Section

Carte 5 : La tardive stabilisation des frontières occidentales de la Chine



## BIBLIOGRAPHIE

### A) OUVRAGES

- Arıboğan, D.Ü. (éd.), **Çin'in gölgesinde Uzakdoğu Asya**, Istanbul, Bağlam, 2001.
- Barnouin, Barbara et Changgen, Yu ,**Ten Years of Turbulence, the Chinese Cultural Revolution**, Londres, Kegan Paul International, 1993.
- Burles, Mark, **Chinese Policy Toward Russia and The Central Asian Republics**, Londres, RAND, 1999.
- Deng, Y. et Wang F.L. (éd.), **In the Eyes of the Dragon**, Lanham, Rowman, 1999.
- Garnett, W.(éd.), **Rapprochement or Rivalry**, Washington, Carnegie Endowment Publ., 2000.
- Gurtov, Mel et Hwang, Byong-Moo ,**China's Security**, Londres, Lynn Rienner, 1998.
- Hung-Mao Tien et Yun-Han Chu (éds.), **China Under Jiang Zemin**, Londres, Lynn Rienner, 2000.
- Koehn , Peter H. et Cheng, Joseph Y. S. ,**The Outlook for US-China Relations following the 1997-1998 summits : Chinese and American Perspectives on security, trade, and culture exchange**, Hong Kong, Chinese University Press, 1999.
- Lilley, J.R. et Shambaugh, D. (éds.), **China's Military Faces the Future**, Washington, M. E. Sharpe, 1999.
- Ning, Lu, **The Dynamics of Foreign Policy Decisionmaking in China**, Boulder, Westview Press, 2000.
- Ögütçü, Mehmet, **Geleceğimiz Asya'da mı?**, Istanbul, Milliyet Yayınları, 1999.
- Shambaugh, D. (éd.), **Greater China**, London, Clarendon, 1995.
- Sutter, Robert G, **Chinese Policy Priorities and Their Implications for the United States**, Londres, Rowman, 2000.
- Swain Michael D. -Ashley J. Tellis, **Interpreting China's Grand Strategy**, Londres, RAND, 2000.
- Zheng, Yongnian, **Discovering Chinese Nationalism in China**, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.

## B) PÉRIODIQUES

### a) Articles

- Azizian, Rouben, “ Russian-China Relations: from Forget the Past, Forget the West”, communication présentée dans la conférence d’AAPCS, ayant eu lieu à Melbourne en juillet 1998.
- Banjou, François, “Relations Chine-Taiwan, Mythes et Réalités”, **La Défense Nationale**, Août-Septembre 1998.
- Barnouin, Barbara, “Le processus de décision en politique étrangère dans la Chine de Mao Zedong”, **Relations Internationales**, No:85, Printemps 1996.
- Barnouin, Barbara, “La Chine face au système international”, **Relations Internationales**, No.18, Automne,1995.
- Bernard, Jean Alphonse, “L’Inde, la Chine et le Nucléaire”, **La Défense Nationale**, Novembre 1998.
- Billet, E. Fouquaire, “La Politique Nucléaire en Chine”, **Relations Internationales**, No: 68, Hiver 1991.
- Bin, Yu “ A Nice Treaty in Precarious World”, **East Asian Quarterly**, Vol. 3, No: 3, 2001.
- Bin Yu, “Back to the future”, **Pacific Forum CSIS e-journal**, 4. Trimestre, 1999.
- Blank, Stephan, “Sino-Russia Relations”, **Orbis**, Vol. 42, No: 2, Automne 1998.
- Chang, Felix K., “China’s Central Asian Power and Problems”, **Orbis**, Été 1997.
- Cornell, Suante E., “Geopolitics and Strategic Allignments in the Caucasus and Central Asia”, **Perceptions**, Juiellet-Aout 1999, Vol 4, No: 2.
- Delaraud, Claude Collin, “Le Xinjiang”, **Herodote**, No: 84, 1997
- Delpech, Thérèse, “Inde-Chine: Le Face à Face”, **Politique Internationale**, No: 82, Hiver 1998-99.
- Dorian, James,. Brett P. et Wigdortz, D.G., “Central Asia and Xinjiang, China: emerging energy, economic and ethnic relations”, **Central Asian Survey**, No: 16, 1997.
- Duval, Maurice, “Enquête sur une énigme; l’arme nucléaire chinoise”, **Défense Nationale**, No: 50, Octobre 1994.

- Efeğil, Ertan, “An Essay of the Russian Foreign Policy Toward the Central Asia”, **Dış Politika Enstitüsü**, Vol. 26, Novembre 2001.
- Ekrem, Erkin, “Çin’in Asya Pasifik Stratejisi ve BOAO Asya Forumu”, **Stratejik Analiz**, Vol 2, No 13, Mai 2001.
- Ekrem, Erkin, “Ulusal Füze Savunma Sistemi (NMD) Çin’i Rusya’ya Yakınlaştırabilir mi ?” **Avrasya Dosyası**, Vol 6, No 4, Hiver 2001.
- Erol, Mehmet Seyfettin, “Avrasya’da Güç Mucadelesi: Şangay Beşlisi ya da Mahşerin Beş Atlısı”, **Stratejik Analiz**, Vol. 2, No: 14, Juin 2001.
- Eyraud, Henri, “L’organisation de coopération de Shanghai”, **Chronique Chine**, 28 juin 2001.
- Exupéry, Patrick de Saint, “Ouïghours : un combat perdu d’avance”, **Politique Etrangère**, No: 75, Automne 1997, p. 417.
- Goldfiem, Jean de, “La Chine et le Désarmement après la fin de la Guerre Froide”, **Arès**, vol. XIV, 1993.
- Goldstein, Carl, “Western China Opened for Foreign Prospectors”, **Far Eastern Economic Review**, Vol 4, No 3, 1993.
- Golub, Philip S., “ Washington et Pékin, une mutuelle méfiance”, **Le monde diplomatique**, Octobre 1999.
- Hoffman, Nathalie, “L’évolution de la perception des menaces par les républiques populaires de Chine et ses répercussions sur les politiques de défense du pays”, **Relations Internationales et stratégiques**, No: 27, Automne 1997.
- Horris, Lillian Craig “Xinjiang, Central Asia and the implications for China’s Policy in the Islamic world”, **China quarterly**, No. 133, Mars 1993, p. 123.
- Jacobsen, Carl, “Russia-China: the new startegic partnership”, **European Security**, Vol. 7, No: 4, Hiver 1998.
- Joyaux, François, “A propos de la Politique Chinoise en Asie du Sud-Est”, **Relations Internationales et Stratégiques**, No: 15, Automne 1994.
- Khamraev, Hamid, “Géopolitique du pétrole”, **CEMOTI**, No: 25, 1998.
- Kibaroğlu, Mustafa, “Rusya’nın Yeni Ulusal Güvenlik konsepti ve Askeri Doktrini”, **Avrasya Dosyası**, Vol 6, No 4, Hiver 2001.
- Kubicek, Peter, “Regionalism, Nationalism and Real politique in Central Asia”, **Europe-Asia Studies**, Vol. 49, No: 4, June 1997.

- Kuchins, Andrew, “ The Emerging Sino-Russian strategic partnership and Eurasian security”, **Stanford University Publ.**, Octobre 1997, Memo No:11.
- Lukin, Alexander, “Russia’s image of China and Russian Chinese Relations”, **Far Easten Affairs**, Vol. 112, No: 2, 1997.
- Mackerras, Colin ,“Xinjiang at the turn of the century: the causes of separatism”, **Central Asian Survey**, Vol. 3, No. 20, 2001.
- Manning, Robert A, “Washington-Pékin-Taïpei: Le Triangle de Verre”, **Politique Internationale**, No: 88, Été 2000.
- Melet, Yasemin “China’s political and Economic relations with Kazakhstan and Kirgizistan”, **Central Asia Survey**, vol: 17, No 2, Juine 1998.
- Mengin, François, “L’impasse Diplomatique Sino-taiwanaise”, **Relations Internationales et Stratégiques**, No 15, automne 1994.
- Misra, Amadendu, “Shanghai 5 and the emerging alliance in Central Asia: the closed society and its ennemies” **Central Asia Survey**, Vol. 3, No: 20, 2001.
- Mietkowski, Ewa Kulesza, “Chine-CEI: Les amours impossibles”, **Relations Internationales et Stratégiques**, No: 15, Automne 1994.
- Niquet, Valérie, “La Guerre Froide est-elle toujours d’actualité en Asie Orientale?”, **La Revue Internationale et Stratégique**, No: 41, Automne, 2001.
- Olcott, Martha Brill, “How New the New Russia?, Demographic Upheavals in Central Asia”, **Orbis**, Automne, 1996.
- Ögütçü, Mehmet, “China’s Economic Security and Evolving Energy Links with Major Producing Regions”, **Review of Institute of Asian Studies**, Novembre 1997.
- Özbek Nadir, “Rus dış politikasında Yönelimler ve Türk Cumhuriyetleri”, **Avrasya Dosyası**, Vol 3, No 4, Hiver 1996.
- Özdağ, Muzaffer, “ Jeopolitik Konusunda notlar”, **Avrasya Dosyası**, Vol. 1, No: 3, Automne 1994.
- Peng, Li, “China’s Basic Policy Towards Central Asia”, **Beijing Review**, Mai 1999.
- Raczka, Witt, “Xinjiang and its Central Asian borderlands”, **Central Asian Survey**, No: 17,1998.
- Rekacewics, Philippe, “ Du Golfe à la Chine, Des conflits à Haut Risque”, **Le monde Diplomatique**, novembre 2001.

- Saksena, Jyotsa, “Une pomme de discorde avec le Pakistan, le Cachemire.”, **Le Monde Diplomatique**, Juillet 1997.
- Sala, Claria Maria “Demain la Reunification”, **Politique Internationale**, No: 85, Automne 1999.
- Shinmin, Chen, “Les points de vue chinois sur la nature de la guerre nucléaire”, **Relations Internationales et Stratégiques**, No: 24, Hiver 97.
- Smith, Diane, “Central Asia: A new Great Game”, **Asian Affairs**, Volume 23, Automne 1996.
- Tinguy, Anne de ,“Russie-Asie centrale :la fin d’un étranger proche ”, **La Revue internationale et stratégique**, ,no 34, été 1999.
- Trenin, Dimitri “Central Asia’s stability and Russia’s Security”, **Carnegie Moscow Center Papers**, Novembre 2000, Memo No: 168.
- Tsyganov, Yuri, “New Impetus for Sino-Russian Alliance”, **Review of Strategic Studies Institute**, Vol. 2, No:2.
- Yarar Erhan, “Çin’in Batısı : Doğu Türkistan”, **Avrasya Dosyası**, Vol 1, No 3, Automne 1999, p. 147

#### b) **Bulletins et rapports**

- International Monetary Fund, **Direction of Trade Statistics Yearbook**, Août 1998.
- Cordesman, A., **International Energy Outlook**, 1998, DOE/EIA-0484, Avril 1998.
- Scalapino, Robert, “China Toward the 21<sup>st</sup> Century”, **Asia Times**, 1<sup>st</sup> Octobre 1999.
- « Le 11 Septembre et la crise Afghane vue de l’Asie centrale” **Briefing paper - Central Asia international crisis group**, Bruxelles, 28 Septembre 2001. p.1.
- Bates, G., “Shanghai Five: An Attempt to Counter vs Influence in Asia”, **Newsweek Korea**, Mai 2001.
- UNITED NATIONS, Map No:3763, Rev.4, Octobre 1998

#### C) **LES RESSOURCES ELECTRONIQUES**

- [www.xinhuanet.com](http://www.xinhuanet.com), “La déclaration de l’OCS”, 23 janvier 2002.
- [www.xinhuanet.com](http://www.xinhuanet.com), “Une nouvelle organisation de coopération eurasiatique créée à Shanghai”, 21 juin 2001
- [www.smh.com.au/news/01/06/16/word/word16.html](http://www.smh.com.au/news/01/06/16/word/word16.html)
- <http://users.skynet.be/photofocus/suite/cartechi.html>



Utd. Prof. Dr. F. Bayraktar



---

Prof. Dr. jALZ LÜVELİK  
İdeciğer

Yrd. Doç. Dr. A. F. Şah Nent



Prof. Dr. Kenan GÜNSOY  
Eğilim Müdürü

